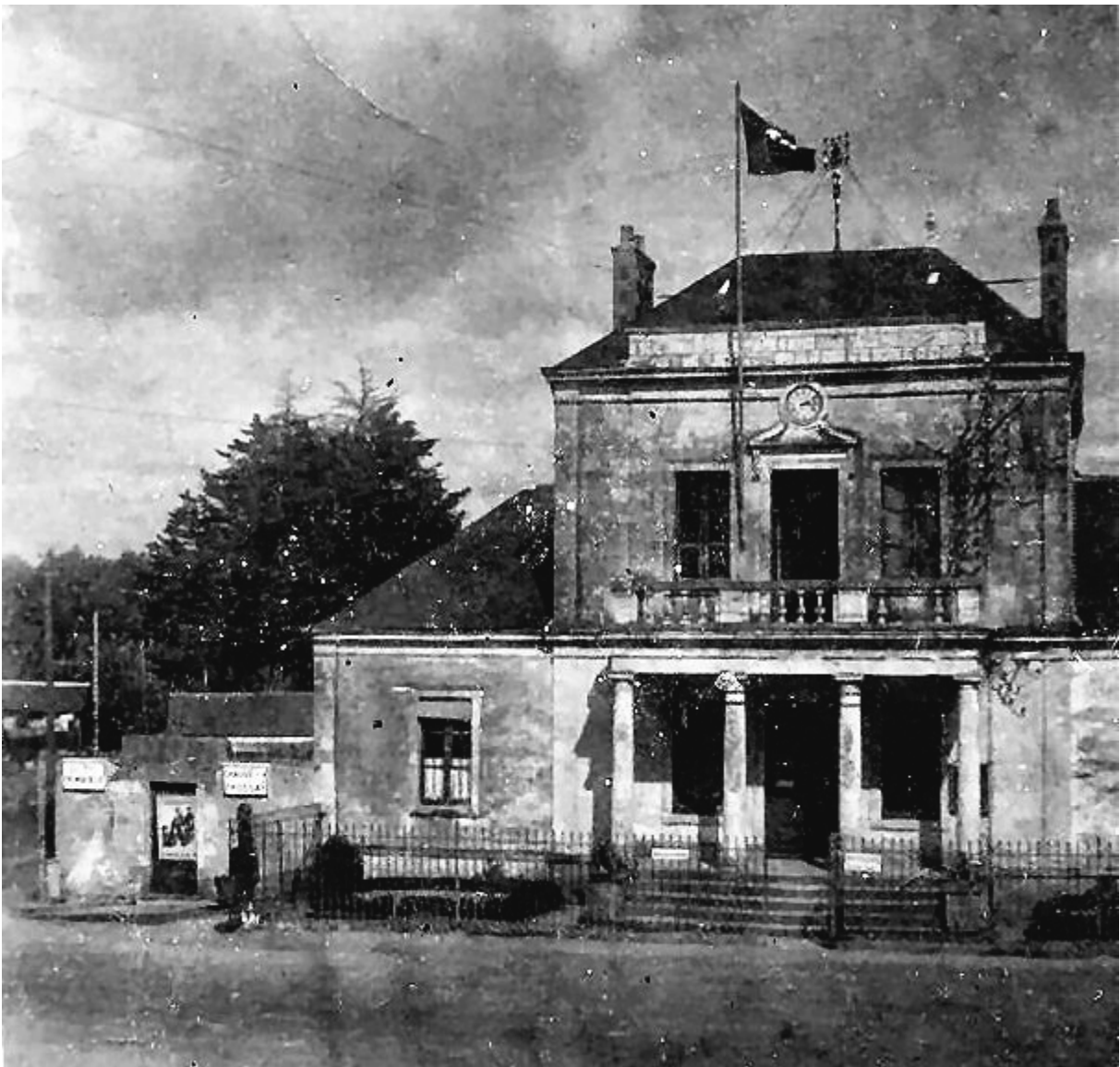


**1940 -1945**

**SAINT-PERE-EN-RETZ DANS LA GUERRE**

**Michel Gautier**



Mairie de Saint-Père-en-Retz avec le drapeau de la *Wehrmacht* en août 1944



C'est à travers les témoignages croisés avec les archives que nous allons découvrir Saint-Père-en-Retz, petite commune rurale occupée entre 1940 et 1945. Il s'agit d'abord de l'histoire d'une occupation « ordinaire » sans combat ni exactions particulières mais la proximité de la grande base sous-marine de Saint-Nazaire crée une tension militaire permanente avec son cortège d'interdits et de contrôles et une angoisse latente liée au survol des escadrilles de bombardements.

Puis Saint-Père-en-Retz devient pendant la Poche de Saint-Nazaire le chef-lieu de canton à l'articulation et au centre de gravité de toutes les énergies et de toutes les tensions qui s'exercent sur cette zone de résistance allemande pendant les derniers mois de la guerre. D'abord placée à l'automne 1944 à la limite du *no man's land*, la petite bourgade est vite avalée par la Poche et devient le cœur agricole de la plate-forme de réquisition et de pillage allemand. C'est d'ailleurs là que le lieutenant Bouhard tiendra chaque semaine ses réunions d'état-major avec tous les maires des communes voisines<sup>1</sup> ; et c'est de là aussi qu'ils repartiront au grand train des voitures à cheval le 9 mai 1945, pour annoncer la grande nouvelle de la reddition allemande à leurs administrés et donner des consignes aux fanfares et aux enfants des écoles.

On aura vécu la guerre la plus longue de tout le territoire national puisque c'est ici que se rendent les derniers soldats de la dernière poche de résistance allemande. Après autant de bouleversements économiques et sociaux, combien de décennies pour oublier les angoisses et les privations des « empochés » et le sentiment diffus d'avoir été des oubliés de la guerre ?



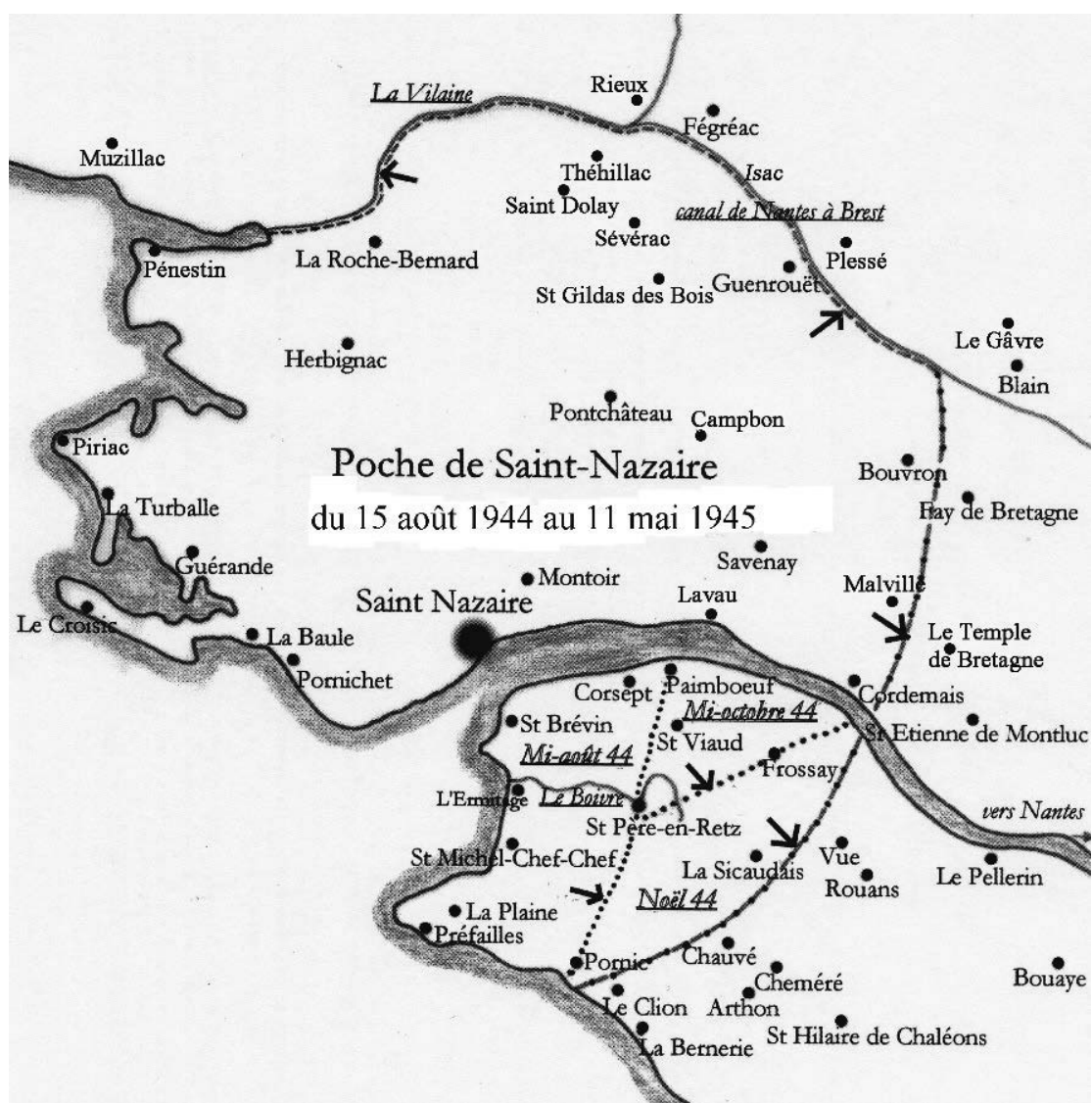
**Requis de Saint-Père-en-Retz s'apprêtant à partir sur un chantier défense allemand pendant la poche.**

---

<sup>1</sup> Saint-Père-en-Retz, Saint-Brevin-les-Pins, Saint-Michel-Chef, Préfailles, La Plaine, Pornic, La Sicaudais, Saint-Viaud, Frossay, Corsept, Paimboeuf



Les Allemands s'installent... Et on envoie des colis aux prisonniers	7
Un bouleversement social, économique et psychologique	15
Les réquisitions	25
Marcel Bouhard, gendarme, sous-préfet et résistant	33
Escarmouches, expulsions, évacuations	45
Les drames de guerre	55
La Libération... Les prisonniers allemands	65



Carte de la Poche de Saint-Nazaire - Michel Gautier



## Les Allemands s'installent... Et on envoie des colis aux prisonniers.

Été 40... Place de village ordinaire, avec ses boutiques, ses cafés, sa mairie et ses cinq marches roides de granit où deux petits canons de bronze sont braqués vers la boucherie Clavreux et le café de l'Espérance. Des chats au soleil, deux chiens se reniflent. Un bruit de moteur sur la route de Paimbœuf. C'est François Allais, au volant de sa camionnette Renault : « Les Boches ! V'là les Boches ! » Le gendarme qui se tenait dans l'ombre des établissements Bigeard, se redresse, rajuste son képi et pousse un coup de gueule sur un roulier assoupi. Il stoppe une charrette et trois vélos et les détourne illico vers la route de Chauvé avant de se figer au garde-à-vous au milieu de la place vide... Comme surgi d'une autre planète, un side-car surmonté de deux grands manteaux de cuir poussiéreux contourne le gendarme pour achever sa courbe devant la grille de la mairie. Le passager s'extirpe de son panier, déchausse ses lunettes, tape les talons de ses bottes, s'étire. Pas besoin de chercher un guide, déjà, le gendarme est au pied de la machine. Suivent quelques voitures de précurseurs reconnaissant les lieux, grimant les marches de la mairie pour se faire remettre les adresses des logements disponibles, poussant la porte des hôtels et des cafés et tirant la sonnette des manoirs et des maisons bourgeoises. Ici, deux sous-officiers, là dix hommes, plus loin une douzaine de chevaux.

Les jeunes se risquent hors des maisons, humant l'air de la place, puis se réfugient dans les cafés pour partager les émotions du moment. Tout le monde est pris de court. Ils sont déjà là ! Alors qu'il y a deux heures à peine, la radio annonçait qu'ils n'avaient pas dépassé Angers ! Pas un coup de feu. Des routes et des villes ouvertes, encombrées de réfugiés et d'autochtones mi-soulagés, mi-inquiets. Le désarroi, l'incrédulité et l'angoisse des anciens font peine à voir, mais pour la jeunesse, comment redouter vraiment ces si terribles Boches quand l'invasion se passe pour l'instant de façon aussi indolore !

~

Arrive bientôt le grand convoi : voitures découvertes suivies de camions à chenilles où s'alignent deux rangées de dix hommes harnachés, assis dos à dos sur des banquettes, fusil entre les genoux ; en remorque, d'interminables canons ayant bien du mal à prendre le virage vers la route de Saint-Brévin<sup>2</sup>. Les adultes regardent passer le convoi derrière les rideaux ou à la vitrine des troquets, mais les gamins s'enhardissent, sortent des cours, envahissent les trottoirs... et se font rabrouer par les anciens : « Retirez vos insignes, sacrénom ! Cette fois, c'est les Boches » ! Pas facile de les convaincre de décrocher du paletot ou de la chemise les fanfreluches militaires abandonnées quelques semaines plus tôt par les *Tommies* refluant vers Nantes après le naufrage du Lancastria. On assiste à un spectacle autrement réussi ! Cuir, ferraille, grenades et poignards. Costauds bronzés et en sueur, manches relevées. Fusils en faisceaux, ordres et appels, bras

---

<sup>2</sup> L'arrivée des premières motocyclettes de précurseurs eut lieu le 22 juin mais l'occupation effective de Saint-Père-en-Retz intervint le 2 juillet 1940. Elle se poursuivit jusqu'en octobre, où les cantonnements allaient se vider... Avant de se remplir à nouveau pendant quelques mois en 1941 et massivement à l'automne 1944, jusqu'à la Libération.

levés, claquements de talons, premiers poings sur les portes ! Les soldats s'installent partout dans le bourg et les belles maisons des alentours. Pour entrer dans le détail, deux chez la mère Clavreux : un sobre et un ivrogne descendant lui-même à la cave pour se servir à la barrique. Deux chez Eugène Charriau, rue du Temple, à côté de deux soldats français en fuite qui, au chant du coq, abandonnent leur capote sous le lit et quittent la ville déguisés en journaliers...

\*\*\*

Difficile de préciser les lieux, les dates et la durée des séjours, mais toutes les adresses qui vont suivre furent occupées, continûment ou par périodes plus ou moins longues, entre les premiers mois de l'été 40 et les dernières semaines de la Poche : l'état-major et la Kommandantur se partageant entre le château de la Claie, les établissements Bigeard et le Prieuré de Sainte-Opportune. Un hôpital de campagne au château de la Rouaudière ; une infirmerie rue du Temple, une autre dans la maison Touret, avec un major élégant se promenant en roadster. Des officiers dans chaque hôtel : chez François Allais, Jean Chevalier, Aguesse, Vital Bahuaud, Henri Dousset... Des cantonnements aux Vannes, au Landreau, à l'école Saint-Roch, au Moulin la Rose. Des bricoleurs en uniforme chez la plupart des artisans. Des chevaux ou des voitures d'officiers dans toutes les cours de café ; le beau roadster vert du major chez Charriau.

La vie continuait entre les dizaines de commerces et d'ateliers et les deux douzaines de cafés et de cabarets. Le soir, il fallait être rentré à 21 heures - « heure de l'Europe centrale » - 19 heures locale. Mais la consigne passait mal... En plein été, même les poules ne sont pas couchées à cette heure-là ! Trop de monde dans les rues... On rafla une vingtaine de récalcitrants qu'on aligna devant les grilles de la mairie : Mémé Dolu, le père Archambeau, Raymond Baconnais, le boulanger Barreau, le père Beau, Guignol et la Marquise<sup>3</sup>, fardée et pommadée comme à l'habitude mais bien embarrassée par la bouteille de gnôle serrée sur son cœur. Le ton était sévère, l'interprète n'en rajouta pas mais la prochaine fois on les enfermerait pour la nuit dans la petite maison blanche, à côté du Grand Logis. « *Verstehen ?* » La Marquise se tortillait pour récupérer la bouteille qu'elle avait laissé glisser dans la petite haie de buis. En vain. Le lendemain matin à 6 heures, elle revint fouiner dans la haie et récupérer le précieux flacon. Couvre-feu ou pas, on ne change pas comme ça les coutumes locales !

~

Dès le mois de février 1940, pendant la drôle de guerre, on avait déjà accueilli à Saint-Père-en-Retz 25 réfugiés sans ressources. Le 14 mai 1940, au lendemain de l'offensive allemande sur la Meuse, le sous-préfet de Saint-Nazaire avait demandé au maire de Saint-Père-en-Retz de prévoir l'accueil et le ravitaillement de 100 réfugiés - pour une population autochtone d'environ 2 800 personnes. On était parvenu à grand peine à réquisitionner 49 lits garnis pouvant accueillir 85 personnes, plus trois lits d'enfants et 8 lits nus pour 15 personnes, mais à eux seuls, les Belges étaient 113... On accueillit des Parisiens, des familles de l'Aisne et de la Somme mais aussi des Espagnols et même des Turcs. Le jour où on annonça un nouveau train d'exode en provenance de l'Est, la campagne arriva avec ses charrettes et déchargea de la paille, puis les femmes sortirent les machines à coudre sur les trottoirs, et on se mit à coudre et bourrer des paillasses. Les bouchers avaient prévu des gargotes avec pot-au-feu et patates à volonté. Les pompiers en profitèrent pour prendre une cuite...

---

<sup>3</sup> Madame Larue, dite *la Marquise*, tenait une petite quincaillerie. Pomponnée, poudrée et fardée, *la Marquise* était un personnage bon vivant qu'on n'hésitait pas à entraîner dans les tours les plus pendables. Elle gardait souvent une bouteille à portée de la main, et plus la journée avançait, plus elle dodelinait de la tête.



Une bonne partie de ce premier contingent était reparti très vite - dès le mois d'août, pour certains. Un rapatriement gratuit pour les réfugiés alsaciens-lorrains hébergés en Loire-Inférieure quittait Pornic et Nantes le 25 septembre 1940. Mais pourtant, l'état nominatif des réfugiés à Saint-Père-en-Retz atteignait encore le 3 mai 1941 le chiffre exorbitant de 515 - dont 84 enfants à l'école maternelle privée. Incroyable bouleversement social, économique et psychologique que cet afflux massif d'étrangers à la région, ne partageant pas forcément les mêmes us et coutumes alimentaires ou culturels ! On vit même à l'automne 1941, le sujet Chinois Chen Su Fiaï, âgé de 32 ans et réfugié à Saint-Père-en-Retz, se faire arrêter par la maréchaussée pour avoir tenté d'exercer le métier de marchand ambulant sans carte de commerce et se faire condamner par le tribunal correctionnel de Saint-Nazaire à une amende de 50 francs !

~

Mais la pression devint encore plus forte lorsqu'on vit arriver à l'été 1940 d'autres voyageurs qui ne demandèrent pas à leurs hôtes l'autorisation de s'asseoir à leur table et de coucher le soir même dans leur lit. En effet, le 2 juillet 1940, tomba sur le bureau du maire un ordre de réquisition émanant de la préfecture, concernant 87 particuliers devant héberger au total 321 soldats de la *Wehrmacht*<sup>4</sup>. Brouteau, Charriau, Mouillé, Guépin... Tous avaient reçu à l'entête de la préfecture de Loire-Inférieure un ordre de réquisition et un billet de logement signé du maire...

Puis, cette première vague de réfugiés et de soldats ayant reflué, on accueillit en 42-43, les familles de Nazairiens bombardés. On demanda une aide immédiate en vêtements de travail, manteaux, pardessus, sarraus, tricots, caleçons et chaussettes ; en tissu, coutil et doublure ; mais aussi en costumes et toilettes de communion, en langes, en chaussures et sabots... Et en gilets de peau de lapin pour les enfants. Autrement dit, ils n'avaient plus rien. À l'hiver 1943, on obtint une aide spéciale de 25 kilos de patates par réfugié de plus de 2 ans... Le 8 mai 1944, on réclamait une allocation de bois et de charbon pour 150 réfugiés. Le 26 octobre 1944, on recensera encore 376 réfugiés, dont 130 Brévinois<sup>5</sup>.

~

Mais revenons à l'été 1940 où dans de nombreuses maisons, il avait fallu se pousser pour faire de la place à ces jeunes hommes à la langue si rude mais parfois si beaux et si polis ! On les écoutait derrière les cloisons, on les croisait dans les couloirs, on traversait les cours en baissant le nez quand ils faisaient leur toilette à la pompe ou au puits ! Nouveau paysage olfactif où au parfum de l'eau de Cologne se mêlait l'odeur de graisse de porc sur le cuir des bottes. Ceux-là avaient demandé des verres pour partager la bouteille de Champagne, d'autres jouaient de l'accordéon. Le soir, on entendait des rires et des appels de fenêtre à fenêtre - parfois dans les deux langues. Comme de juste, « heureux comme Dieu en France » !

Au fil des mois, occupants et occupés ajustèrent les exigences et frottèrent les caractères. On s'habitua à une imbrication et une intégration progressive des gîtes et des couverts, des intendances, des moyens de transport et de traction animale et motorisée. Sans parler des préoccupations communes sur la couleur du ciel, la rigueur du froid, et en définitive, cinq ans plus tard, sur la même lancinante question à la fin de la poche : « À quelle sauce va-t-on être mangés ? »

---

<sup>4</sup> 4 chez le tailleur Brouteau, 4 chez le carrossier Charriau, 4 chez le docteur Mouillé, 2 gradés chez le pharmacien Guépin, 10 chez Hervé de Kersabiec, 15 chez la Vve Leduc, 6 chez le curé Rolland... sans compter l'Hôtel des voyageurs et le Grand Hôtel, à la contenance non précisée.

<sup>5</sup> La mairie de Saint-Brévin reversait à celle de Saint-Père-en-Retz, son allocation d'état au bénéfice de ses réfugiés pour un montant de 241 920 francs.

Puisqu'il fallait cohabiter et partager, on s'efforça de part et d'autre de prendre au sérieux la prétention de la *Wehrmacht* à rester « *korrekt* », ce qui pouvait déboucher sur des situations dont la cocasserie semblait échapper à l'occupant mais réjouissaient les Scapins de l'époque...

~

Trois poules juchaient dans un réduit donnant sur la venelle derrière la boucherie Clavreux. Le soir, on baissait la tête pour ne pas se faire décoiffer par les queues débordant le mur... Un matin, plus de poules ! André les suivit à la trace : un cou arraché, des gouttes de sang... Jusqu'à l'infirmerie allemande, rue du Temple. Le petit Poucet, sûr de son fait, respira un bon coup, sauta sur son vélo et se rendit au château de l'ogre, au Prieuré. Le capitaine ne se laissait pas fléchir et défendait mordicus l'honneur de l'armée allemande :

- Soldats allemands honnêtes.

Bien sûr ! Mais le jeune homme insista :

- Mon capitaine, suivez-moi, j'ai les preuves.

On refit l'itinéraire... Jusqu'à l'infirmerie.

-Vous, bon détective, consentit le capitaine qui rajusta ceinturon, galons et casquette et poussa la porte. Se trouvaient là un groupe de bras cassés et de bronchiteux qu'il fit mettre au garde-à-vous. L'interrogatoire fut rondement mené et la poule décapitée retrouvée. Mais les deux autres ? On se rendit à la cantine, rue du père Aupiais... Pas une plume. Puis à la salle des fêtes où cantonnait la compagnie. Ratissage général : des hommes furent envoyés à quatre pattes sous la scène et les estrades et ressortirent avec des tignasses en toile d'araignée... mais sans les poules. Etaient-elles déjà mangées ?

- Combien voulez-vous ?

- Ben, c'est-à-dire que... C'était des poules pondeuses... Un œuf tous les jours !

- J'ai compris. Les poules, les œufs... Combien ?

- Je pense que cent francs...

- Voilà vos cents francs ! Allemands korrecks !

~

Après la débandade de son 6<sup>ème</sup> Dragon en juin 1940, Pierre Durand avait tout bonnement été démobilisé et avait repris le train pour Nantes. Mais en gare de Castillon, les Allemands vérifièrent les feuilles de démobilisation, en tamponnèrent certaines, d'autres non... Pierre eut droit au tampon. En gare de Nantes, on se rua sur le quai où les Allemands vérifiaient les papiers et par paquets de dix remettaient aussitôt les « tamponnés » dans un autre train vers une destination inconnue. Pierre avait repéré le manège et ne se hâta pas de se jeter dans la gueule du loup. Lorsque la sentinelle tourna le dos, il sauta sur le quai, poussa une porte qui s'ouvrait sur une infirmerie où la bonne sœur à cornettes ne le retint pas plus longtemps. Le lendemain, il sautait dans le car qui le déposa à Paimbœuf où il emprunta un vélo chez sa sœur et fonça vers Saint-Père-en-Retz où il buta au coin de la rue du Temple sur le gendarme Pouvreau : « Gaffe ! Les Boches sont là ! » De fait, il croisa la patrouille en sifflotant comme un gars du pays partant à sa journée... Malgré sa tenue de dragon ! Mais pour ces Allemands-là, la guerre était provisoirement finie ; il s'agissait de s'installer chez l'habitant, de trouver un lit et une paille, du fourrage pour les chevaux et pas vraiment de faire la chasse à quelques Français allergiques aux Stalags.

Plus qu'à se faufiler vers la maison familiale, se changer, glisser les effets militaires dans un sac et s'en débarrasser à la gendarmerie. Alors que les copains étaient expédiés en Allemagne, Pierre était de retour au pays... Et y resterait jusqu'à la Libération, sans autre ennui. Cultivateur sur la petite ferme de son père et aide machiniste chez le père Pruneau dont il menait la Merlin et le tracteur Derring. Au printemps 1944, il épousa Anna, bientôt enceinte. L'automne survint avec son cortège d'évacuations ; il fallut partir à la Teurterie où la famille

se serra un peu plus. Outre les résidents habituels, on trouvait aussi un couple de réfugiés de Saint-Nazaire... Et les Allemands. Ajouter de temps en temps, des femmes venues en voiture de Saint-Nazaire pour adoucir le cafard des soldats ! Ceux-là couchaient dans la cuisine, et leur lieutenant dans le lit du jeune couple qui dut trouver un autre abri.

~

Tous les matins, on voyait sortir de chez Donatien Loirat, le tonnelier, un étrange personnage : tenue bleue, casquette à oreilles, brassard nazi sur la manche, toujours bras levé, comme un automate : « *Heil Hitler !* » Il passait prendre ses ordres à la Kommandantur puis on le voyait s'agiter sur la place de la mairie où il distribuait ses consignes et ses corvées. C'était M. Krick, un Alsacien chargé du ravitaillement, de l'intendance et des travaux d'entretien. Apparemment, il faisait tout ça bien volontiers et pas du tout « malgré lui ». Un jour, il envoya Maurice Landry sceller deux boucles d'acier dans le mur de la cour de l'hôtel Chevalier, pour attacher les chevaux allemands. Le jeune maçon empoigna burin, marteau et truelle... Mais ne se pressa guère. À midi, quand se pointa M. Krick, le chantier était quasiment au point mort.

- Alors, ces boucles ?
- On a tout le temps, répondit Maurice qui encaissa le coup de pied au cul de sa vie.
- T'iras manger quand t'auras fini.

... Un an plus tard, quelques semaines après la Libération, Maurice devenu FFI était de garde dans un cantonnement de prisonniers. C'était l'heure de la soupe ; dans la colonne, une silhouette familière habillée de drap bleu... M. Krick !

- Toi, Krick, t'en n'aura pas !
- Pourquoi ?
- Tu me reconnais pas ? Le coup de pied au cul à l'hôtel Chevalier ? Moi, j'ai pas oublié.
- ...
- Et tes « *Heil Hitler* » ? Tu fais moins le fiérot !... Demain, tu seras fusillé, Krick. Je vais en parler au lieutenant.

À la soupe suivante, le lieutenant surveillait la colonne : « Toi Krick, la soupe, c'est pas la peine, demain, t'es fusillé ! »... Bien sûr, Krick ne sera jamais fusillé.

~

Au détour du dernier hiver, on replongea dans une ténébreuse affaire de vol de canard chez Albert Landry. Resté veuf, le bonhomme se préparait à fêter bientôt la Libération en sacrifiant Martin, un canard dinde dodu à souhait. Mais un matin, plus de Martin. On interrogea les voisins, la rue, le quartier.

- Paraît qu'on a baisé le canard à Landry !
- Encore un coup des Boches !

La Kommandantur dépêcha ses limiers. En vain... Et paya :

- Soldats allemands pas voleurs !

Le soir, un bruit dans la cave... Assoiffé et gavé d'abondance, on retrouva Martin au fond du tonneau à grain. Motus ! On lui tordit le cou et on le boulotta sans attendre l'arrivée des Américains.

~

Le 12 août 1944, à l'heure où les tricoteuses républicaines de Paimbœuf venaient d'attirer les foudres de l'occupant et de provoquer l'évacuation immédiate du petit port, c'est deux cents familles paimblotines qui prendraient la route de Saint-Père-en-Retz - représentant une population globale d'environ six à sept cents personnes. Une partie de ces familles furent hébergées au château du Prieuré, à Sainte-Opportune, sous la houlette d'une maîtresse-femme,

Marinette Batard, institutrice publique de Paimbœuf. Le maire Alexandre Moriceau mit à la disposition de ses hôtes, ses personnels sociaux et de défense passive.

Les bouleversements militaires de l'année 1944 auraient aussi leurs conséquences sur les cantonnements allemands. Avant le 6 juin 1944, Saint-Père-en-Retz n'hébergeait plus qu'une petite centaine de soldats mais encore une cinquantaine de sous-officiers et une quinzaine d'officiers - ratio laissant supposer que la villégiature semblait appréciée des gradés ! Dans la semaine du débarquement, une vingtaine de soldats firent leur valise en même temps qu'une vingtaine de sous-officiers et une dizaine d'officiers. Mais à partir du 15 août 1944, Saint-Père-en-Retz allait devenir le pivot du dispositif militaire de la Poche sud et on verrait à nouveau les cantonnements se remplir jusqu'à une garnison de trois cents hommes<sup>6</sup>. Au moment de l'offensive de Noël, la moitié de ces effectifs quitta le confort des chambres et des greniers pour les rigueurs de la vie en campagne dans les villages de La Sicaudais ou de Chauvé.

~

Il faudrait attendre l'été 1946 pour que dans la petite bourgade pérézienne on se retrouve « entre soi »<sup>7</sup>. Une longue période de brassage et de partage forcé de la trouille et de la misère s'achèverait alors. Chaque village serait encore affairé à combler ses tranchées, restaurer ses chemins, recouvrir ses hangars, remanier ses lignes électriques mais les familles auraient retrouvé leurs chambres et leurs lits, c'est-à-dire l'intimité et le quant à soi dont elles étaient privées depuis si longtemps. On se précipiterait alors vers les mairies pour proclamer les bans. Pendant les cinq ans précédant la guerre, on avait célébré 109 mariages à Saint-Père-en-Retz ; on était retombé à 75 pendant la durée de la guerre... Pour remonter à 142 dans les cinq ans qui suivraient. Le baby-boom ne tarderait pas à créer des listes d'attente autour des baptistères<sup>8</sup> - 12 naissances au cours du seul mois de mars 1947<sup>9</sup> ! Il faudrait exaucer un des vœux du général de Gaulle et donner à la France « les millions de beaux bébés dont elle avait besoin » !...

\*\*\*

Entre les poules à Clavreux et le canard à Landry, la guerre à Saint-Père-en-Retz n'eut pas toujours les couleurs de la farce. Il y aurait les déportations de l'automne 1943, les avions qui tombent ou lâchent leurs bombes, les évacuations pendant la poche, la décimation du Boivre... Mais ce qui pesa aussi sur de nombreuses familles et sur toute la communauté communale pendant toute la guerre, ce fut l'absence de nombreux pères prisonniers en Allemagne.

On ne pourra faire le compte définitif des prisonniers en Allemagne avant le cœur de l'été 1940. En effet, les hasards du combat et des transferts, ou la force des tempéraments individuels en préserveraient quelques-uns des Stalags. On a vu Pierre Durand trouver une faille en gare de Nantes. Pour Ernest Gineau, la guerre ne dura pas très longtemps non plus, juste le temps d'attendre la déroute dans une caserne brestoïse. Un beau matin, on les rassembla sur une place où ils durent jeter leurs armes en tas, aussitôt écrabouillées par un char allemand : « Restez groupés, un train va vous emmener à Rennes où vous serez libérés ! » Son copain Baptiste Guilbaud voulut rester mais Ernest partit à pied à travers la campagne bretonne, baluchon sur le dos. Quelques jours plus tard, au sortir du bac de Mindin, le garde

---

<sup>6</sup> Cette garnison était constituée d'environ 200 soldats - dont 116 chez H. de Kersabiec, à l'Aumondière - une cinquantaine de sous-officiers et une vingtaine d'officiers.

<sup>7</sup> On entendait encore les accents étrangers de quelques prisonniers mais le 16 juin 1946, on ne comptait plus que 16 réfugiés.

<sup>8</sup> 12 mariages et 11 naissances pour le seul 2<sup>e</sup> trimestre 1946.

<sup>9</sup> 353 naissances de 1933 à 1939 ; 276 de 1940 à 1945 et 397 de 1946 à 1951.

allemand ne lui posa aucune question. Quand il franchit le portillon du jardin, il tomba sur sa mère : « Te v'là mon gars. Ils t'ont laissé partir ! Pourvu qu'ils reviennent pas te reprendre ! »... Les Allemands ne le reprendront pas mais cinq ans plus tard, il échappera pourtant par miracle à un dernier croc en jambe de la guerre lors de l'accident du Boivre.

Il faudra parfois attendre juillet 1940 pour qu'arrive enfin la petite carte postale de mauvais carton : « Je suis prisonnier de guerre des Allemands. Je suis en parfaite santé. Baisers »... Et l'automne pour que la réponse de la famille parvienne au Stalag. Dans les familles rurales, le choc était rude. On verrait alors s'organiser - au moins pendant les premiers mois - une sorte de cogestion de la ferme entre le prisonnier et sa femme devenue chef d'exploitation - avec parfois l'aide des anciens ou des voisins. L'homme se préoccupait encore de la saillie de la jument, de la vente d'une vache, du prix du beurre. Ainsi Joseph recommandait à Germaine d'épandre du superphosphate à raison d'un sac par boisselée avant de planter les betteraves, mais surtout... il aurait fallu d'abord passer la herse derrière la charrue pour casser les mottes ! La femme s'inquiétait de la santé de son homme, l'assurait de ses prières, le rassurait sur la santé des enfants et des bêtes, et espérait le serrer bientôt sur son cœur.

Chaque semaine, c'était l'envoi des colis ! Les paquets étaient apportés tout ficelés chez Mme Rouxel, la femme de l'adjoint, ou confectionnés sur place avec les bénévoles. Au mur, Joseph Rouxel avait calligraphié 128 noms sur sept colonnes : adresse civile, adresse militaire, date de naissance, date du retour ou... du décès, superficie de l'exploitation<sup>10</sup>. La plupart des villages étaient touchés, jusqu'à quatre gars par famille. Dès le 12 août 1940, le maire avait obtenu de la direction des services agricoles une attestation professionnelle permettant une demande de retour à la ferme de certains chefs de famille pour raisons économiques. Mais seulement cinq congés de captivité - ou « libérations » - furent accordés au cours de l'été 1940 et vingt-deux autres l'année suivante.

Dans de nombreuses familles, tous les hommes valides étaient prisonniers, malades ou blessés. Ainsi, à l'Ennerie, les cinq fils Coindet étaient partis à la guerre : Joseph revint blessé, François, malade ; Pierre, l'aîné, et les deux jumeaux Gabriel et Donatien seront libérés par la relève. Le 25 juillet 1941, l'ambassadeur Scarpini annonça que dans sa grande mansuétude, le Reich se préparait à étendre le « congé de captivité » à tous les prisonniers nés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1900 et à tous les pères ou fils aînés de familles nombreuses comptant au moins quatre enfants mineurs. À Saint-Père-en-Retz, on vit encore revenir au fil des mois une quarantaine de prisonniers mais quatre-vingt devront attendre mai-juin 1945.<sup>11</sup> Le préfet Dupart rappelait à ses maires qu'ils devaient veiller personnellement à ce que les prisonniers « en congé » fassent viser leur permission en mairie pendant la première quinzaine de chaque trimestre, sinon, ils devraient se présenter à la Kommandantur ! Le maintien de la carte d'alimentation était bien sûr soumis à ces pointages.

L'administration du nouvel « état français » consacra beaucoup de son énergie à la gestion de ce « douloureux problème » des prisonniers dont il fallait organiser le soutien moral et alimentaire en même temps que l'aide aux familles. On encouragea donc les kermesses, les collectes, les tombolas et autres galas destinés à financer l'expédition des fameux colis - seules

---

<sup>10</sup> Tous en Stalag, sauf Jean Raymond interné en Oflag à l'âge de 50 ans et libéré en 1941. Deux furent hospitalisés, un décéda au Stalag.

<sup>11</sup> À l'été 1941, seulement 7 000 prisonniers - pour l'ensemble du territoire - avaient été renvoyés dans leurs foyers. Ces permissions de captivité ne constituaient ni plus ni moins qu'une redistribution géographique des forces de travail dans le cadre global de la collaboration entre le régime de Vichy et son tuteur ; elles manifestaient en fait l'intégration progressive de l'économie française au service de la machine de guerre allemande. Il s'agissait de préserver a minima un tissu économique et une production locale permettant à la fois de nourrir et d'entretenir les troupes d'occupation tout en ménageant encore la neutralité des populations rurales. On présenta chacune de ces concessions comme le résultat d'âpres négociations, alimentant par là le mythe du « maréchal-bouclier » protégeant ses « malheureux prisonniers » et en particulier ses « braves cultivateurs ».

manifestations publiques autorisées, avec les cérémonies religieuses. Ces fêtes de charité, pas plus que les milliers de chaussettes tricotées par les mères, les épouses, les religieuses et les marraines de guerre, ne suffisaient pourtant à arrondir les colis. On tenta de susciter les dons « spontanés et volontaires » de personnes civiles mais les listes restaient maigres. Pour abonder les caisses des comités locaux et aider les familles nécessiteuses, le Comité National d'aide aux prisonniers se fendait de temps en temps d'une aide exceptionnelle. C'est ainsi que le comité de Saint-Père-en-Retz – dont le curé était trésorier – reçut le 26 décembre 1940 un don constitué de quinze kilos de chocolat, vingt-cinq paquets de « Bien cuit », deux sacs de pains de guerre, vingt-cinq kilos de savon de Marseille et cinquante savons à barbe. On allait pouvoir garnir le colis des moins fortunés.

Attention, disait la note 57 de la direction du service des prisonniers de guerre du 4 juillet 1941, « utiliser du papier fort, du carton épais ou des caissettes de planches d'un centimètre d'épaisseur. Les colis doivent former un tout compact et sans vide et seront consolidés d'une ficelle très robuste. Répéter à l'intérieur l'adresse et l'inventaire du contenu. Proscrire les fruits frais, les viandes crues ou cuites, la graisse, l'huile, les fromages non cuits, les œufs. Miel, confiture et sucre de raisin ne doivent circuler que dans des boîtes hermétiquement closes, sinon, les matières prohibées risquent de détériorer non seulement les marchandises comprises dans le même envoi mais les autres colis ». La directive 58 du 9 juillet 1941, stipulait encore que les colis adressés aux prisonniers de guerre devaient obligatoirement porter les étiquettes-adresses envoyées par les prisonniers... S'il envoyait des étiquettes, c'est qu'il n'était pas mort !

Chaque mois, le maire Moriceau apposait donc sa griffe et son tampon sur chaque carte de colis. Avant de serrer le dernier nœud, on filait en douce – en dépit de l'interdiction – chercher à la boucherie le rond de gîte fumé commandé le dimanche précédent !... Puis les gamins du bourg qui allaient grappiller dans l'affaire un bonbon ou un carré de chocolat rattachaient pour le charroi. Ce jour-là, ce furent Charles Beau et Paul Clavreux qui aidèrent à charger la kariquelle et prirent la direction de la gare. Première étape vers Eisenach, Worms, Berlin ou Gross-Rohrheim, avec des adresses codées, tellement lisibles et tellement incompréhensibles : Pierre Bouyer, Stalag II D – Arbts Kdo. 884 – M. 39993 ; Aimé Baconnais, Stalag III C – Arbts. Kdo. 471 C – M. 48865...

Comment croire qu'à l'autre bout de l'Europe – dans quelle ville ou quel pays ? Un facteur ou Dieu sait qui, déchargerait ce wagon crasseux, y retrouverait pour ces deux-là un colis à leur nom, avec le saucisson d'âne, la boîte de pilchard, les deux cents grammes de chocolat, le paquet de « Bien-cuit », les cinquante grammes de tabac, les mitaines et le cache-nez, les deux paires de chaussettes et la demi-douzaine de mouchoirs ? En tout cas, arrive ou pas ! Les deux pilotes de kariquelle avaient bien conscience d'être les messagers d'un lien, d'une attente et d'un chagrin mille fois plus forts et mystérieux que les maigres douceurs entassées dans ces méchantes boîtes grises. Pour Paul qui avait perdu le sien à cinq ans, l'envoi de colis aux pères des autres gamins constituait une sorte de consolation et de réparation.

## Un bouleversement social, économique et psychologique

On a accusé certaines franges de cette population d'avoir cédé à la compromission, en particulier dans la pratique du marché noir, mais elle manifesta surtout une grande aptitude au contournement des règles et une volonté de maintenir coûte que coûte une certaine forme de solidarité communautaire, en particulier pendant la Poche. La contrainte de la réquisition pesait d'abord sur les cultivateurs mais pour le petit monde des artisans et des cabaretiers, la présence allemande était tout aussi pesante. Bien visible dans la rue, elle s'exerçait aussi sous le toit et dans l'atelier, constituant une pression et une humiliation permanentes. Les artisans recevaient souvent la visite des « bricoleurs » allemands chargés de la maintenance ; les mécanos, bien sûr mais aussi les menuisiers, les bourreliers...

Au fil des ans, plus guère de mécanique ni de carrosserie chez le mécanicien-carrossier-serrurier Charriau, mais beaucoup de soudure de coffres, d'étagères métalliques, d'aménagement de prolonges ou de remorques... Juste à la veille de la guerre, on avait carrossé un dernier camion, marque « International » pour les établissements Charpentier-Bigeard. Le temps de l'étréner par quelques voyages à Nantes, plein à ras bord, puis, en juillet 1940, on avait vu revenir le chauffeur par le car Massoubre. Il avait la tête basse : « Les Boches m'ont baisé mon camion au pont de Pirmil ! »... Mais il n'y aurait bientôt plus à regretter le camion car il n'y avait plus d'essence. On bricolera alors des gazogènes mais les pneus viendront à manquer ! Après la fabrication de la dernière charrette à bœufs de Saint-Père-en-Retz, on relancera la fabrication des voitures à cheval qui, avec le vélo et les sabots redeviendront le moyen de transport le plus rapide et le plus sûr.

Une fois la Poche refermée, pas un jour sans la visite des Allemands. On partageait le temps entre la commande du cultivateur et celle du Feldwebel-serrurier. Perçage, usinage, soudure. Il fallait du courant et des bouteilles de gaz. Pour le gaz, on mit un petit camion à disposition du père Charriau qui allait en chercher à Paimbœuf, avec un chauffeur bavarois en petite veste noire, sanglé comme un Uhlán. Quant au courant, on était branché sur un transfo relié lui-même à un générateur installé au Pont Neuf sur une locomobile à vapeur.

Chez le café bourrelier de la rue du Temple, la femme tenait la buvette tandis que Gaby rapetassait colliers et harnais. Rien de plus normal, sinon qu'il fallait aussi supporter vingt-quatre heures sur vingt-quatre la présence de deux soldats-bourreliers, hébergés sur place et avec qui, à l'atelier, il fallait partager le cuir, la ficelle, le couteau à pied et les alènes. Le soir, pendant qu'on dînait, les deux bourreliers de la *Wehrmacht* travaillaient encore, ou bien, assis sur leur tabouret, silencieux et affamés... ils regardaient manger la famille.

Le tailleur Louis Brouteau n'avait guère le choix non plus et devait raccommo­der les culottes déchirées par les fantassins allemands sur les épines et les clôtures, entre les deux Massérie. Sur la place de l'église, le père Roume, un « pharmacien de première classe » connaissant les secrets des gens et les vertus des plantes, partageait avec tous sa bonne humeur et ses bonnes médecines. Ses étagères étaient garnies de bocaux colorés et son comptoir de mortiers et de balances de précision dont la vue guérissait déjà à moitié. Dans son jardin, face au cimetière, il cultivait des simples qui, séchées, faisaient des tisanes vulnérables ou digestives souveraines. On lui soufflait un mot à l'oreille ou on lui tendait un papier griffonné, aussitôt il

ouvrait un tiroir pour y quérir la pilule miracle, ou disparaissait dans son antre pour y tourner dans ses mortiers une poignée de suppositoires. Comment refuser au *Feldgrau* qui se glissait dans la queue la boîte de pilules Pink ou un sachet de tisane Sainte Marguerite<sup>12</sup> ?

Le bonhomme ruminait en permanence un bon mot dans sa grande barbe ; il en aurait fallu plus pour altérer son optimisme. « Ça va s'arranger ! » commentait-t-il en quadrillant sa devanture avec du papier collant, puis, désignant l'église : « Sous la protection de Dieu, on ne craint rien »... Pourtant, à force de se tordre le col vers les escadrilles de bombardiers virant de bord pour aller démolir Saint-Nazaire, il finit par admettre que pourrait bien tomber un jour une bombe perdue, un gros suppositoire sur la place de l'église... Dans l'heure qui suivrait le bombardement de Sainte-Opportune, à Noël 1944, alors que la toiture et les vitraux de la maison de Dieu étaient eux-mêmes atteints, Joseph Patillon le surprit à balayer le verre brisé et à clouer des planches pour remplacer sa belle devanture effondrée : « Alors père Roume, ça s'arrange ? »

\*\*\*

L'un des rouages de la grande mécanique du pillage et de la réquisition était bien sûr et à son corps défendant le maire de chaque commune. Malgré les pressions et les menaces de l'occupant secondé par le préfet Gaudard, les récriminations des administrés, les exigences des commerçants, les ardentes obligations du lieutenant Bouhard et la lassitude de tous, Saint-Père-en-Retz trouva en Alexandre Moriceau un maire solide comme un chêne et souple comme un roseau. L'homme, bien secondé par son adjoint Rouxel, était capable de plier par gros temps mais ne renonça jamais à ses droits ni à ceux de ses administrés, au point même d'oser des remontrances aux maîtres de l'heure.

C'est ainsi qu'après une première lettre de réclamation en avril 1943 concernant le paiement du travail d'une équipe de déchargement à la gare - pour une somme de 2 740 francs - il revenait à la charge en avril et adressait un dernier rappel à la Kommandantur... le 11 novembre 1943 ! Que le *FestungKommandant* se permît de donner des conseils aux cultivateurs sur la culture des légumes primeurs, aussitôt il avait droit à la riposte. C'est ainsi qu'à cette suspicion grossière : « Les cultivateurs qui négligeraient volontairement l'entretien de leurs champs devront être signalés immédiatement par un rapport détaillé... Dans toutes les communes devra être nommé un cultivateur responsable de la culture », Moriceau répondit du tac au tac : « Le cultivateur responsable chargé de la surveillance de la culture est M. Georges Leduc, syndic, et j'ai l'honneur de préciser que les cultivateurs sont tous courageux et qu'aucune parcelle n'est improductive ».

Mais pour peu que le bourgmestre manquât de célérité dans les réquisitions, fût trop coulant dans l'application des « jours sans alcool », ou trop protecteur de ses administrés, le commandant de la place convoquait le récalcitrant pour lui mettre les trémas sur les "u". Pour assouplir une échine, on était même capable de recourir aux ruses de la guerre psychologique. C'est ainsi qu'un dimanche après-midi, une patrouille vint cueillir Alexandre Moriceau à son domicile et l'entraîna au château de la Claie où l'état-major avait pris ses quartiers. C'était une forte tête, un récalcitrant qui rechignait aux bonnes manières avec l'occupant. On le boucla dans une pièce du château où les heures passèrent dans la solitude, à lire et fumer. Puis les officiers l'invitèrent à leur table pour une partie de cartes... Avant de le ramener au bourg en grand équipage à quatre chevaux ! À la croix des Vannes, au lieu de filer droit, on piqua à droite pour foncer sur la place du marché encore bien fréquentée. « C'est pas la route ! » protesta-t-il. Mais l'équipage contourna les passants et stoppa bruyamment devant le café Pacaud. Restait à conclure la leçon par la dégustation de deux bonnes bouteilles de vin en compagnie d'aussi

---

<sup>12</sup> Concoctée par le père Roume lui-même avec les simples de son jardin et baptisée du nom de l'épouse.



bons amis, avant de se faire reconduire à son domicile devant les yeux incrédules de ses administrés. Vieille méthode d'« assouplissement psychologique » qui ne trompait pas grand monde mais laissa le bonhomme mortifié.

La marge de manœuvre était bien mince car les aspects les plus ordinaires de la vie quotidienne étaient bel et bien régis par l'occupant. Depuis les heures de couvre-feu - de 20 heures 30 à 6 heures 30, à partir du 1<sup>er</sup> novembre 1944 - jusqu'aux livraisons à effectuer dans la semaine pour nourrir l'armée allemande - du 29 octobre au 4 novembre 1944 : quinze tonnes de blé et quatre tonnes de pommes de terre au silo de Saint-Père-en-Retz, 150 kilos de beurre au ramasseur Jeannot... Demain, il ne faudrait pas oublier de demander aux instituteurs des écoles des Vannes et de Saint Roch combien de cartes n° 2 et n° 3 réclamer au « répartiteur des papiers et cartons » pour obtenir la fourniture de cahiers<sup>13</sup> - compter les 25 filles de l'enseignement ménager et les 26 gars du cours agricole... Au total : 424 élèves.

Le 20 octobre 1944, fournir à la Kommandantur le recensement nominal de tous les hommes capables de travailler dans la commune. Dresser une liste spéciale des hommes de 18 à 45 ans : 18 docteurs, pharmaciens, sage femmes et prêtres ; 259 artisans, ouvriers et commerçants, dont cinq cordonniers ; 353 journaliers, femmes de ménage et domestiques agricoles... Préciser que la commune compte 14 familles entre dix et quinze enfants... Et quand on aura fini de compter les humains, il faudra fournir également une liste de tous les chevaux avec le nom de leur propriétaire... Et le nombre de poules pondeuses !

Ces chiffres permettent aujourd'hui de mieux mesurer l'importance de cette commune dans le dispositif d'occupation allemand. Si Saint-Brévin fut le cerveau militaire de la Poche sud - relié à Saint-Nazaire par le bac de Mindin - son cœur économique battait à Saint-Père-en-Retz, drainant et irrigant à la fois les dix autres communes de la Poche. Dans la première, le colonel Kaessberg, inondant les maires de directives quasi quotidiennes, dans la seconde, le lieutenant Bouhard, réunissant son comité de salut public chaque semaine et s'efforçant de résister aux exigences du chef allemand sans le pousser à bout, tout en préservant au maximum les intérêts des populations.

Pour préciser l'importance de ce gros bourg rural, il faut rappeler que le 5 mars 1945, on comptait à Saint-Père-en-Retz 360 cultivateurs regroupant dans leurs fermes 1 641 personnes sur une population totale de 2 894 habitants. Autrement dit, six habitants sur dix appartenaient à la paysannerie. La superficie foncière agricole était de 5 500 hectares, soit une moyenne de quinze hectares par exploitation. Le tiers de cette superficie était en prairies de fauche et en pâturage. Environ la moitié des terres était mise en culture, dont le tiers en blé et le quart en fourrages - choux, betteraves, luzerne, trèfle...

L'inventaire du cheptel dressé le 24 novembre 1944 à la demande des Allemands fait état de la présence dans 271 fermes... de 1 177 vaches à lait, 736 génisses de plus d'un an et 547 veaux ; de 343 bœufs d'abattage et 77 taureaux ; 149 chevaux et 62 vaches d'attelage ; 442 porcs et 368 moutons. Epargnons-nous le décompte des lapins et des cochons d'Inde ! Ces chiffres étaient certainement sous-évalués mais on comprend en les lisant l'intérêt économique primordial que représentait cette commune ainsi que l'extension progressive du dispositif allemand vers le sud et vers l'est de la Poche qui allait se développer à partir de ce sanctuaire agricole.

~

---

<sup>13</sup> Devraient répondre à l'école des Vannes : sœur Anne et sœur Saint Christophe, Marie-Louise Padioleau, Anne Robert, Mme Bonhommeau et Mme Vigouroux ; et à Saint-Roch : Émile Bouyer, Léandre Despas, Pierre Morlier et Camille Labédie.

C'est au printemps 1944 que les maires du pays de Retz ressentiraient brutalement, et sans doute pour la première fois depuis le début du conflit, l'écrasante responsabilité qui pesait sur leurs épaules. Le cours général de la guerre ne laissait plus de doute et on attendait un débarquement massif des alliés sur le territoire national. Où ? Peut-être ici dans l'estuaire, si on en jugeait par l'importance accordée par les Allemands à leurs travaux de défense. Si l'on en jugeait surtout par cette mystérieuse enveloppe qui se retrouvait sur leur bureau au début du mois de mai 1944... À l'intérieur, un document aussi détaillé qu'inquiétant : « *Instructions particulières pour les maires de la zone côtière en cas de débarquement, en date du 28 avril 1944* »

... On avertissait les populations qu'il ne serait plus temps de partir le jour du débarquement car les Allemands ne le toléreraient pas... Qu'une évacuation totale de la zone n'était pas envisageable... Mais que la panique étant un sentiment humain incontrôlable on risquait bien malgré tout, de voir beaucoup de monde sur les routes. On avait donc prévu d'évacuer la population de Saint-Père-en-Retz par paquets de cinquante, séparés de deux cents mètres et marchant sur le côté droit de la chaussée ! Cap sur Montbert par Vue et Saint-Aignan. Prévoir d'emporter papiers, cartes d'alimentation, deux jours de vivre et des vêtements chauds. Et faire confiance au chef de groupe ! Si l'on résumait : « Il serait interdit et impossible de partir mais on partirait quand même » ! Ce qui correspondait sans doute à la réalité d'une telle situation.

Et comme il fallait passer aux travaux pratiques, on répartit aussitôt les brassards. Les chargements de farine et d'épicerie relèveraient de la responsabilité du meunier Barreau. Guillou, Loquin, Hamon seraient responsables du charroi des bagages. Joyau déménagerait la cure ; Leduc, le service médical ; Rajeau, la Poste. Les éclopés seraient pris en charge par Charrier, Leduc, Houssais et Joseph Barreau. L'auto du boucher Glaud transporterait au lieu d'accueil les archives de la mairie... Tout était paré, les habitants de Saint-Père-en-Retz pouvaient dormir sur leurs deux oreilles ! Surtout si on considère l'impact cataclysmique d'un véritable débarquement comme celui qui dévasterait le littoral normand un mois plus tard !

\*\*\*

Chaque boutique allait devenir, par intérêt ou par obligation, le siège d'un troc permanent où l'argent n'aurait même plus sa place. C'est ainsi que des gens de la campagne laissaient du beurre en dépôt chez Pauline Clavreux... qu'elle troquait en leur nom contre des louches ou des casseroles apportées par des réfugiés nazairiens, ou des aloses laissées en dépôt par des pêcheurs de Loire...

Lorsqu'à l'automne 1944, on apprit que l'on pouvait à nouveau acheter un peu de sucre et de pain blanc à Chauvé - provisoirement libéré - les femmes de la Giraudière décidèrent de tenter leur chance. Mme Merlet, Marie-Louise Hégron et Anne-Marie Boucard traversaient alors Saint-Père-en-Retz et mettaient le cap sur Chauvé par les chemins de traverse. Une première étape était prévue à la Masserie chez le tonton Merlet, mais elles furent interceptées par une escouade de ramasseurs de patates de la Kriegsmarine : « Où allez-vous ? »... On les embarqua au Moulin la Rose. Malheureux contretemps. Qu'allaient penser les familles qui ne les verraient pas rentrer ce soir ? Mais un autre sujet d'angoisse pesait sur le groupe : Anne-Marie Boucard tenait serrée dans sa robe une lettre de la mère Landry pour son fils Maurice, fraîchement engagé dans les FFI. On les fit attendre dehors pendant que l'on allait chercher un officier pour statuer sur leur sort. Anne-Marie en profita pour faire glisser l'enveloppe compromettante le long de sa robe... Le sabot par-dessus, enfoncé dans la boue.

Refoulées vers Saint-Père-en-Retz, quelqu'un leur suggéra de tenter leur chance par le poste de la gare où on leur accorda un laissez-passer de deux heures. Un peu juste pour se rendre à Chauvé, se procurer les précieuses provisions et revenir à temps ; d'autant plus qu'il faudrait aussi franchir le barrage des Français rendu très nerveux par les circonstances. Le curé Sérot

signerait le sésame permettant de passer le contrôle FFI. Au retour, à la nuit tombante, elles sortirent du panier une demi-douzaine d'œufs... Suffisant pour que les deux sentinelles allemandes ferment les yeux.

~

Au début de la guerre, l'occupant se débrouillait avec ses garde-manger mais en 1943, le frigo de la boucherie Clavreux fut réquisitionné à son tour. C'est Henri, un boucher de métier de Katowice qui gérait le stock. Ce sergent-chef Polonais et André, le fils de la maison, firent carcasse à part mais devinrent copains. On partageait même les écouteurs du poste à galène. Au moment du débarquement, les TSF furent saisies mais la chasse aux petits postes clandestins était impossible... Ce qui faisait bien l'affaire de tous car c'était la seule source d'information fiable. Dès que la petite bourgade s'endormait derrière ses fenêtres aveugles, Henri grattait donc à la porte de derrière, se glissait sans bruit dans la maison, déposait arme et ceinturon et grimpait au grenier sur les talons d'André et de Charles Beau. Ce soir-là comme les autres... Sinon que Paul, le jeune frère, ne dormant pas, trouva l'arme sur le buffet, s'en empara et manipula le joujou. « Ne joue pas avec ça ! » s'exclamèrent les grands en descendant du grenier. Simulacres, confusion. Le coup partit dans le sol de terre cuite. Une détonation à réveiller la Kommandantur. Affolement ! Dans deux minutes, la patrouille serait là ! Le Polonais récupéra pistolet et ceinturon et se carapata dans la nuit. Rien ne bougea. Troupe et officiers dormaient-ils à poings fermés ou étaient-ils tous branchés sur la BBC, avec des écouteurs sur les oreilles ? Là-bas, en Normandie, le débarquement avait paraît-il réussi.

Branle-bas de combat. Des cantonnements levèrent le camp et des visages familiers disparurent, remplacés bientôt par d'autres, souvent plus marqués par l'âge et l'usure de la guerre. Pour Gustav et Yupp, partageant une chambre au fond de la cour d'Eugène Charriau, pas de départ en catastrophe vers la Normandie, c'est à Saint-Père-en-Retz qu'ils attendraient les Américains... Si jamais ils descendaient jusque-là ! Le voisin Bertold, par contre, logé chez Marie Chauvet, fut prié de faire son sac et venait faire ses adieux. Croisant Eugène, il lui tint cet étrange discours : « *Moi demain partir. Au revoir kamarad...* » Puis, après un silence : « *Allemands Zoldaten nicht barbares. Nicht grever les zieux... Nicht gouper les doigts des betits z'enfants !* » Celui-là, à coup sûr, nicht barbare ! Pas plus que le major au roadster emmenant chaque matin le gamin de la maison dans sa belle voiture jusqu'à l'infirmerie du pont Néron où il garait le carrosse pour la journée, empoignait le petit Charriau d'une main, le petit Moriceau de l'autre et flanqué des deux loupisots, faisait son tour de ville en les bourrant de bonbons, avant de les ramener à pied chez leurs parents : « *Che fou ramène Taniel* ». Pas trop barbare non plus le pauvre Yupp revenant d'un rassemblement sur la place de la mairie où il s'était fait remonter les bretelles par le Feldwebel, contre qui il avait piqué une grosse colère au point de balancer son casque à toute volée dans la venelle Saint Julien : « *Chaise !* » grondait-il. On touchait à la fin et la belle mécanique était détraquée.

Un beau matin, Henri, le boucher polonais, fut expédié à Saint-Nazaire où on avait besoin de ses services pour les frigos de la base sous-marine... Tandis qu'André Clavreux disparaissait aussi sans crier gare. C'est Paul, le « petit frère », qui se retrouva affublé du jour au lendemain du tablier et de la panoplie de couteaux du frangin et qui lui en voulait un peu de ce secret trop bien gardé... Une heure avant le grand départ de son aîné, il n'était toujours pas dans la confidence ! La bande des « Branquignolles » s'était évaporée<sup>14</sup> ! Subitement, un grand vide dans les vingt-six cafés du bourg... Clavreux, Rabiller, Harel, Charriau, Jean Pichaud, Georges Hervé, les deux Guérin, Lili Barteau... Partis en douce pour les FFI.

---

<sup>14</sup> Il s'agissait du nom de leur troupe de théâtre.

Plus de théâtre, ni de foot ; plus de ping-pong avec les filles du bourg. Sérieux coup de cafard sur la ville ! Le laitier Claude Fillaud traîna un peu car on le trouvait plus utile sur place à sillonner la campagne avec son camion et ses bidons ne transportant pas que du lait... Jusqu'au jour où il irait livrer son ultime chargement à la laiterie du Pellerin et oublierait lui aussi de rentrer au pays<sup>15</sup>. Ne resteraient plus alors beaucoup de beaux gars pour garder les filles de Saint-Père-en-Retz !



**Maurice Guérin, Maurice Landry, Joseph Guchet et Coco Landry, réfractaires au STO se cachent dans le marais du Boivre**



**L'équipe de foot de Saint-Père. Dans quelques semaines, plusieurs s'engageront aux FFI**

\*\*\*

Difficile aujourd'hui d'imaginer le poids des contraintes morales pesant sur les mœurs de l'époque. L'expression « garder les filles » ou « chaperonner » revêtait encore tout son sens. C'était le curé Hauray, du haut de sa chaire, en pleine grand' messe, qui ne reculait pas devant des admonestations comme celle-ci : « Vous, les paysans, vous êtes plus préoccupés de surveiller vos vaches que vos filles qui vont danser ». Lui encore, au lendemain de la Libération qui refuserait la communion aux filles Morantin pour le crime majeur d'avoir justement dansé trop longtemps avec les libérateurs américains... Et même avec des noirs !

La séparation des sexes s'organisait dès l'école. Très peu d'écoles publiques. Les filles chez les sœurs, les gars chez les frères. Les rares occasions de croiser un regard qui brille, de frôler une chevelure, de contempler le galbe d'une silhouette, c'était à la messe du dimanche, aux vêpres ou dans les encens et les effusions mystiques des communions solennelles. On verrait l'instituteur Picard, futur FFI, jeter le trouble dans les consciences en organisant à Frossay des joutes sportives où gars et filles pourraient libérer leurs énergies. Faire courir des filles, quelle audace diabolique !

Que la pudeur de la tenue ou du geste protégeât le corps des femmes ne surprendra personne mais elle s'exerçait aussi sur celui des hommes. Pas encore de jeux de plage ; sur les rives inondées du Boivre, les jeunes filles se poussaient du coude en comparant les torsos dénudés de quelques futurs FFI. Même pour les travaux agricoles, il n'était pas d'usage d'ôter le maillot de corps ou d'exhiber genoux et mollets sous un short. Les Allemands habitués à une certaine forme de gymnastique naturiste encouragée par la propagande hitlérienne, introduisirent sans le savoir dans les campagnes occupées une sorte de révolution silencieuse

<sup>15</sup> Pollono lui intima l'ordre de conduire son camion à Buzay où il resta à la disposition du maquis. À la Libération, on verra Claude rejoindre la laiterie paternelle au volant de son camion... et chargé de bidons !

des canons de la pudeur masculine. Ils se promenaient en bras de chemise, se dénudaient pour se laver en plein air, prenaient le soleil en shorts dans les champs. De nombreuses scènes plus crues encore sont rapportées, en particulier par les jeunes filles...

~

Ainsi dans le village occupé du Chêne Tied où cantonnaient au début de la poche une cinquantaine de soldats d'une quinzaine de nationalités : peuples d'Union soviétique mais aussi Polonais, Tchèques, Yougoslaves... Dès le premier jour de son arrivée, Max Martchek, à peine avait-il fini de creuser son abri individuel, s'aventurait près du puits pour demander de l'eau à maman Gabrielle et surtout pour lui glisser à l'oreille : « Maman ! Moi, pas Allemand ! Allemand, merde ! » Confiance qui lui permettrait les jours suivants de venir lui soutirer en douce un peu de farine qu'il cuisinerait sur les braises de la lessiveuse dans la buanderie. Celui-là avait quitté l'Aubretais à regret car il y avait là-bas une fille « si mignonne » qui lui avait donné sa photo ! Mais il se consola bientôt car il y avait aussi au village voisin du Quarteron d'autres demoiselles « si mignonnes ». Pour Max, la vie continuait malgré tout, avec son malheur et ses attraits, ses conduites de séduction et ses facéties. Tout lui était bon pour attirer l'œil des mademoiselles, même se baigner tout nu en plein hiver dans le grand bac en zinc où maman Gabrielle rinçait sa lessive près du puits.

- Mais Max, tu es fou, tu vas attraper la mort.

- Mais non maman, toi pas t'inquiéter... Mademoiselle Marie-Louise est contente, elle me regarde derrière le rideau.

~

Un autre incident cocasse en dit long sur l'imaginaire de l'époque : un jour de foire à Saint-Père-en-Retz, Bichon de la Gamatais vinrent prendre livraison d'une roue réparée par le garage Charriau. On alla arroser ça et faire de la monnaie chez la mère Boitier. Tout à coup, deux gaillards en short et torse nu poussèrent la porte en faisant le salut hitlérien : « *Heil Hitler !* » Eugène Charriau avait bien sûr reconnu ses voisins, les frères Landry, mais il ne broncha pas. Après avoir bu leur bière sans dire un mot, les deux énergumènes quittèrent le café sur un nouveau tonitruant « *Heil Hitler !* » Bichon, très impressionné, se retourna vers Eugène Charriau :

- C'est des Allemands, ça ?

- Ben, oui ! acquiesça Eugène Charriau.

- On voit bien ça à leur tête ! reconnut Bichon.

Plus que leur tête, c'est vraisemblablement l'aplomb et la tenue des deux lascars qui avait convaincu Bichon de l'aryanité des frères Landry... Néanmoins à deux doigts de rejoindre les FFI !

~

Alors que les jeunes hommes les plus déterminés du pays passaient les lignes pour s'engager dans les FFI, on vit quelques belles chercher d'autres épaules où se consoler, ou d'autres regards à éblouir. Celles-là n'hésitèrent pas à braver les contrôles et les couvre-feux pour papillonner du côté des villages évacués ou des postes de garde... En cette belle nuit du 13 septembre 1944, Vital Bouyer et Paul Leduc fêtaient leur anniversaire commun. Après une petite soirée chez Paul au Pont Neuf, entendant des rires et des éclats de voix, ils sautèrent le talus et à l'abri de la nuit noire, remontèrent vers les fêtards. Certaines voix ne leur étaient pas inconnues, mais on avait beau écarquiller les yeux, impossible de reconnaître formellement ces jeunes femmes si émoustillées et bien sûres d'elles en pleine nature, après le couvre-feu. C'est qu'elles semblaient en bonne compagnie ! C'était l'heure des adieux. Les Allemands regagnaient leur poste en parlant fort et en faisant claquer leurs bottes pendant que les

demoiselles reprenaient le chemin du bourg en jacassant. Paul et Vital suivirent le petit groupe à l'abri du talus. Comment donner une leçon à ces donzelles ? Ils ôtèrent leurs sabots et les frappèrent violemment l'un contre l'autre... Cris d'effroi et galopades de l'autre côté de la haie.

À la Libération, on irait faire un tour du côté de la gare en petits groupes gênés et fascinés pour narguer et plaindre de loin ces malheureuses que l'on s'efforceraient de reconnaître malgré leur crâne tondu. Qui dira l'humiliation et les regrets de beaucoup de ces jeunes femmes. Inutile sans doute de chercher toujours à reconnaître les « victimes raisonnables à la robe déchirée » évoquées par Paul Eluard, mais sûrement pas non plus d'ignobles « putes collabos ». On pourrait presque regretter que la punition du sabot claqué de Vital Bouyer et Paul Leduc ne fût pas à l'époque homologuée par les tribunaux populaires !

\*\*\*

On a déjà croisé quelques jeunes hommes en âge de travailler mais pas encore d'un engagement militaire. L'occupation allemande ne leur en proposa pas moins une palette abondante d'interdits donc de transgressions éventuelles qui furent autant d'occasions de marquer sa révolte ou de manifester son courage. D'abord l'incontournable couvre-feu, en gros respecté mais pourtant bravé chaque nuit par des centaines d'empochés. On connaissait bien sûr l'emplacement des postes, on notait les habitudes des patrouilles - horaires, itinéraires. En fonction du temps ou de l'ambiance générale, on contournait donc l'obstacle ou on payait le passage en beurre, œufs ou cigarettes, mais lorsqu'on ne pouvait faire autrement, on couchait sur place et on attendait le lendemain. C'est ainsi que le bal de mariage de Joseph Bouyer, aux Lardières, dura toute la nuit et que la plupart des jeunes danseurs ne rentreraient chez eux qu'au petit jour, pour traire les vaches.

Ni fusil, ni appareil photo, ni radio ; on s'efforçait de cacher tout ça et de ne porter à la réquisition que les rogatons. Démontés, graissés, enveloppés de chiffons imbibés d'huile, les fusils furent enterrés ou planqués sous des lattes de parquet, dans des poutres, des poteaux évidés, des arbres morts, des fûts vides ou des paillets ; on oublia ailleurs les boîtes de poudre et les munitions, de préférence au sec<sup>16</sup>. Mais gibier et poissons proliféraient, et comme il était difficile de résister longtemps à la tentation d'en améliorer l'ordinaire, on finit bien par trouver des moyens de capture plus rudimentaires. Le braconnage devint partout un exutoire spontané à la colère rentrée contre l'occupant et un art subtil de se réapproprier quelques protéines. À la brune, Robert Merlet, Louis Fillaud et Eugène Lecoq jetaient leur filet sur l'épaule et descendaient au lac du Boivre à travers champs. Quand on était dégoûté de manger des tanches et des anguilles on se retournait contre les lapins qui proliféraient et que l'on chassait au chien courant, au furet, au lacet ou à coup de bâton.

~

Il y eut pourtant beaucoup plus exaltant que la chasse au lapin, la chasse aux nouvelles. Chez Robert Merlet, on avait porté à la réquisition une TSF hors d'usage et installé le vrai poste dans la cheminée - il fallait faire antenne de son propre corps en mettant le doigt sur la sortie. Etrange cérémonie quotidienne où après avoir installé fébrilement le bric-à-brac on se retrouvait plongé dans une géographie aux sonorités étranges et tragiques, peuplée de divisions de chars noircissant les étendues neigeuses de l'Est, d'escadrilles ininterrompues sur les haut-fourneaux de la vallée du Rhin, de commandos héroïques livrant des combats sans merci contre des ponts

---

<sup>16</sup> C'est ainsi que la petite Thérèse Morisseau, de la Raterie, découvrit un jour en grattant le sol une boîte contenant un gisement de perles insolites qu'elle porta ravie à son père... C'étaient les plombs de chasse enterrés par son frère Eugène.

imprenables. Une entreprise inexorable était en marche, là-bas, au-delà des frontières, pour venir à bout de cette armée de féroces soldats qui avait voulu dominer le monde pour mille ans !

... Au bout du chemin de la Giraudière, le féroce soldat avait la tête d'un vieil Autrichien partant avec son cheval et sa carriole livrer des patates ou du foin à ses camarades de la Rouaudière ou de la Clercière. Celui-là avait bien cinquante ans et il en était à sa deuxième guerre mondiale. Il parlait bien français et voulait lui aussi avoir des nouvelles du front. De temps en temps, Robert, alors âgé de 16 ans, l'entraînait avec lui pour écouter la rumeur du monde devant le poste.

Tant qu'on avait eu du courant, on avait fait fonctionner les postes à lampe. Puis un beau jour, plus rien dans les lignes électriques. Les bricoleurs tentèrent bien d'installer des dynamos actionnées par des pédaleurs véloce, ahanant comme dans le Galibier pour alimenter quelques lampes, mais, sauf engagement politique affirmé ou mission spéciale d'un réseau de résistance, le commun des mortels dut dû se résoudre à se passer de lumière et de radio. À partir de la coupure définitive de l'alimentation électrique, la défense mordicus du poste de TSF ne se justifiait plus et on se rabattit alors sur les postes à galène. Pas à la portée de toutes les oreilles mais l'époque ne manquait pas d'enragés des ondes et de bricoleurs aux mains délicates et à l'oreille fine. Ce qui ferait pourtant défaut à certains... La patience et la prudence.

Pas besoin d'énergie extérieure ; celle concentrée dans un fil d'antenne de vingt à trente mètres, courant le long d'une conduite d'eau ou d'une gouttière suffisait. Il fallait bien sûr se procurer le précieux cristal gris anthracite, la valeur d'une noisette. Pour les radios amateurs du Massif central, pas de problème, le sulfure de plomb se trouvait en abondance dans les mines du Puy-de-Dôme, mais en pays de Retz on ne le ramassait pas dans les champs. Pourtant, quand on avait comme Robert la chance d'avoir un père travaillant à Paimbœuf, on ne restait pas longtemps sans nouvelles. Il semble bien qu'on avait découvert dans ce petit port une mine inépuisable du précieux minerai car les ouvriers de chez Kuhlmann inondaient la région et pas seulement pour des raisons patriotiques - le petit morceau de galène, voire le poste tout monté, prêt à l'emploi, constituant même des objets de troc très convoités. Ils avaient mis au point en effet un procédé permettant de fabriquer un ersatz très convenable, par la combustion d'un mélange de soufre et de plomb. Les plus malins confectionnaient eux-mêmes leur bobine d'accord en « fond de panier » sur un support en carton fendu. Restait à récupérer un condensateur et à fixer toute cette quincaillerie sur une planche ou dans une boîte à cigares... Ne pas oublier quelques mètres de fil supplémentaire pour relier à la terre. Et bien sûr un écouteur.

Commençait alors, de préférence par temps sec, la traque du point d'accord et le miracle de la capture intermittente d'une voix, d'une chanson ou d'un crépitement de parasites. Il fallait alors d'une main délicate déplacer avec une précision millimétrique le petit levier qui promenait la « moustache de chat » sur la galène jusqu'à ce mystérieux point sensible où, miracle, l'accord se faisait et Radio Londres vous parlait. Robert installa son poste dans le grenier du vieux manoir où était réfugié son copain Louis Loquin. On descendit un fil d'antenne vers le jardin ; le point d'accord n'était pas facile à trouver, surtout par temps de pluie ou de brouillard ou quand les Allemands brouillaient les ondes de leur moulinette magnétique. Pourtant, coûte que coûte, le jeune homme s'efforçait de ne pas décevoir l'attente de ses fidèles : « Alors, où que c'est rendu ? »... « Et les Américains ? Où qu'ils en sont ? »

Robert avait quelques redoutables concurrents qui lui soufflaient parfois le bon tuyau, comme ce soir où il revenait de Saint-Père-en-Retz, bien fatigué, après un chantier de réquisition. Restait à grimper la côte du Pont Neuf avec le père Gineau traînant la patte derrière lui. Madame Joyau, du Marais Gautier, était venue à leur rencontre et leur avait annoncé la

grande nouvelle : « Les Américains viennent de lancer une offensive sur Rome » ! Parvenu à la Giraudière, le bonhomme qui avait bien perçu l'importance de l'évènement se précipita d'un pas subitement alerte vers la mère de Robert : « Madame Merlet, j'ai une grande nouvelle : Mme Joyau vient de m'annoncer que les Américains sont aux portes de Rome. Je ne suis pas un pratiquant mais je ne suis pas un incroyant. Je vais prier toute la nuit pour que la ville sainte soit prise » !... Il faut dire que le père Gineau appartenait à la poignée de mécréants - avec le père Garnier, coiffeur - qui n'avaient pas l'habitude de fréquenter l'église et qu'à l'époque, on les considérait quasiment comme de méchants communistes. Quelques jours plus tard, c'est Hélène, la sœur de Robert qui se glissa dans le grenier où elle avait déjà vu faire les hommes et connaissait la manœuvre. Elle redescendit bientôt quatre à quatre, laissant grandes ouvertes toutes les portes, avec l'appareil sur la table, croisant en chemin une patrouille allemande pas trop curieuse et la tête ailleurs... « Rome a été libérée ! Rome a été libérée ! » annonça-t-elle dans le village. Les paroissiens de Saint-Père-en-Retz aussitôt avertis ne manquèrent pas de féliciter aussitôt le père Gineau de la qualité et de la ferveur de ses prières ! Sans doute même ajouterait-il quelques Ave Maria, car deux jours plus tard, ce fut le débarquement en Normandie !

Parfois, il fallait rouler en hâte le fil d'antenne et tout camoufler. Pendant deux ou trois jours, un camion détecteur radio quadrilla le secteur, s'embusquant même plusieurs heures à l'abri d'une parcelle ensauvagée où on voyait l'antenne gonio dépasser des genêts. À la recherche de quel manipulateur radio ? Par précaution, Robert laissa dormir son poste à galène ! À quelques centaines de mètres, au Marais Gautier, Raymond Joyau disposait bel et bien, lui, d'un poste-émetteur qui lui permettait d'envoyer des messages à son camarade Kernéis, rencontré à la fac de droit de Rennes et membre de la résistance bretonne. Jean Patillon qui travaillait à la base sous-marine de Saint-Nazaire n'avait pas les yeux dans sa poche et rapportait à Raymond des informations sur le mouvement des sous-marins - heures d'entrée et de sortie, numéros d'immatriculation... - que Raymond transmettait à Scaër, à son camarade Kernéis... Jusqu'au jour où on vit arriver les *Feldgendarm*. Pendant que sa mère descendait leur tenir le crachoir, il grimpa quatre à quatre au grenier, glissa le poste sous son blouson, sauta dans le jardin par la fenêtre de derrière, escalada le muret, traversa deux ou trois champs, reprit son souffle, réfléchit... On l'avait repéré, sûr et certain. Il détruisit son poste et courut se réfugier à Paimbœuf chez le commandant Jehenne, vieil ami de son père...

L'alerte passée, Robert réinstalla le distillateur de bonnes nouvelles qu'il partageait sans façon avec le vieil Autrichien... Mais un jour, plus de Frantz, sans doute expédié vers la fournaise normande ! Remplacé par un Russe et deux Polonais qui entrèrent à leur tour dans les bonnes grâces de la famille Merlet. Le premier cherchait à se faire consoler en sortant de sa poche la photo de ses parents et de sa sœur tués par les Allemands, puis il exhibait une image du Sacré Cœur qu'il embrassait en pleurant. Les deux Polonais venaient écouter la radio et se réjouissaient de la défaite en marche. On vit même un jour de Rogations les trois hommes conquérir définitivement les cœurs en applaudissant les guirlandes bleu-blanc-rouge accrochées par Adèle Roland au milieu de l'arche fleurie !



## Les réquisitions

Outre la pression psychologique liée à la présence de l'occupant, il faut évoquer les contraintes liées aux réquisitions de travail et aux réquisitions alimentaires. Commençons par les réquisitions de travail et les chantiers de défense ordonnés par les Allemands...



**Groupe de requis de Saint-Père-en-Retz (devant, Jean Rouaud)  
à l'hiver 44-45 avant le départ pour un chantier**

À Saint-Père-en-Retz, le cérémonial était bien rôdé. Untel, untel, telle date, telle heure. « Prière d'emporter un marteau, une scie, une pelle » Rendez-vous chez Gaby Dousset, le boucher, au « Café des bons amis ». C'est Jean Rouaud, le poissonnier, qui avait été désigné pour commander l'escouade. Il s'était collé trois barrettes sur la manche, et on l'appelait « Commandant » !... C'était l'appel :

- Guillou, t'es là ?

- Oui, mon commandant !

Départ, vélo à la main, jusqu'à la place de la mairie. Halte devant le café Allais où deux soldats *Osttruppen* à brassard *POA*<sup>17</sup> étaient choisis par l'officier parmi les éplucheurs de patates. À la sortie du bourg, on sautait sur les vélos... Une semaine, on allait couper des sapins dans le bois de Comberge, la semaine suivante, on les plantait au Marais Gautier où elles devenaient des « asperges de Rommel »...

---

<sup>17</sup> Les hommes portant le brassard POA avaient appartenu à l'Armée russe de libération du général Vlassof (ROA pour *Russkaia Osvoboditelnaïa Armia* qui se lit POA en caractères cyrilliques). Enrôlés de force dans l'armée allemande, on les a souvent de façon erronée appelés « Russes blancs ».

La construction du Mur de l'Atlantique et la perspective d'un débarquement firent passer beaucoup de nuits blanches à la fois à Hitler et Eisenhower, mais causèrent aussi bien du tracas aux maires du littoral. Les archives communales débordent de ces listes où les édiles, jour après jour, noircissaient des colonnes de noms, par centaines. D'abord au crayon de bois puis à l'encre, et enfin, quand on disposait d'un secrétariat, tapées à la machine, avec deux carbonnes. Peu à peu les ratures et les hésitations s'effaçaient, la liste prenait forme. Pourtant, il en manquait encore dix qu'on rajoutait à la fin. Il fallait tenir compte des situations familiales - familles nombreuses, veufs - de l'équilibre du nombre d'heures globales fournies par les requis au fil des saisons et des chantiers ; de l'équilibre entre les villages et entre les générations, et enfin, des exemptions.

« Voyons, il me faut deux cents hommes pour lundi. Le temps est froid. C'est fatigant et dangereux, vaudrait mieux des jeunes ! » Ou, au contraire : « Il y a déjà eu des incidents sur ce chantier, pas trop de jeunes coqs ! Reprenons la liste de recensement des hommes nés entre le 1<sup>er</sup> janvier 1912 et le 31 décembre 1921 : onze de 1912, quatre de 1916, treize de 1919... Total : soixante-cinq. Manquent cent trente-cinq. Cherchons des plus vieux : Archambeau Louis, l'Estunière, 1901 ; Averty Marcel, le Temple, 1902 ; Vallée Auguste, Seignard Joseph... Manquent encore huit. Ah ! oui ! Les certificats médicaux ! Dr Crasson : certificat pour « affection gastrique » à Marcel Cossonet de la Bridelais. Dr Capliez : certificat pour « lésion ancienne du genou droit » à Anselme Leduc. Julien Guillou était déclaré « malade », sans plus de détail par le Dr Rabier ; il valait peut-être mieux car ils allaient finir par l'envoyer à la Kommandantur ! Dr Mouillé, cinq certificats : hernie, panaris, entorse, lombalgie, varices... Nomenclature des petites et grandes douleurs, vraies ou supposées<sup>18</sup>. Affres du maire qui devait assumer ses choix et les exemptions diverses devant la Kommandantur et devant le Préfet.

Et affolement du préfet Gaudard à qui on remontait les bretelles parce que ses maires manquaient d'ardeur et de méthode. Il tapait donc du poing sur la table et envoyant une note le 3 avril 1944, les remit devant leurs listes, exigeant un nouveau « recensement de tous les hommes de 18 à 60 ans, y compris les réfugiés résidant sur la commune ». Indiquer le nombre d'hommes pouvant participer aux réquisitions, ceux travaillant déjà pour le compte des autorités allemandes, en spécifiant le nombre de *Speerbetrieb*<sup>19</sup>. Préciser enfin le nombre d'hommes dont l'activité permanente est indispensable à la vie municipale : médecins, pharmaciens, boulangers, prêtres, instituteurs, maire, secrétaire de mairie, garde-champêtre... Paperasserie à n'en plus finir et surveillance permanente des populations par l'intermédiaire des maires qui se trouvaient au carrefour des insatiables exigences allemandes et des réticences ou de la lassitude des requis cherchant tous les prétextes pour échapper à la corvée.

Il fallait aussi tenir compte d'autres priorités allemandes et des circulaires marquant « la bienveillance et la sympathie » du maréchal à l'égard des prisonniers ! C'est ainsi que pour satisfaire les besoins de son intendance, la Kommandantur fournissait elle-même des certificats d'exemption à des transporteurs pour assurer la livraison de ses vivres de cantonnement, ou à des bûcherons pour son bois de chauffage<sup>20</sup> tandis qu'une circulaire préfectorale en date du 20 mai 1944 annonçait que les prisonniers de guerre seraient aussi « exemptés de travaux de défense pendant les trois premiers mois suivant leur retour ».

Quelques professions échappaient aux réquisitions, au moins de façon saisonnière, et bénéficiaient de laisser-passer spéciaux leur permettant de circuler, même de nuit. Ainsi le 9 juillet 1944, Alexandre Moriceau adressa à la Kommandantur la liste de ses concitoyens

---

<sup>18</sup> Le Dr Crasson exerçait à Saint-Brévin, le Dr Capliez à Tharon, les Drs Rabier et Mouillé à Saint-Père-en-Retz.

<sup>19</sup> Requis sur place par Albert Speer (ministre de l'armement et de la production de guerre du Reich) pour les besoins de l'économie de guerre allemande.

<sup>20</sup> Ainsi Aimé Bigeard et Etienne Hortais étaient requis avec leur camion à partir du 25 avril 1944, et Jean Raimbaud, Pierre Berthe, Burgaud, père et fils requis pour abattage et bûcheronnage à la Rouaudière et à Chanteloup, à partir du 2 janvier 1945.

« indispensables à la bonne économie et à la bonne santé de sa commune vingt-quatre heures sur vingt-quatre ». Outre les médecins, les sage-femmes et quelques professions alimentaires, un sort particulier était fait à certains métiers du « ravitaillement et de l'agriculture », en particulier aux mécaniciens et entrepreneurs de battage<sup>21</sup>. Dans le sillage des batteuses et des locomobiles, un dernier vent de liberté.

Les « travaux du Marais Gautier » réclamèrent vingt travailleurs par jour du 2 avril au 10 juin 1944... Vingt hommes, c'était facile ! Mais ce matin, 26 octobre 1944, nouvelle réquisition : « Sur l'ordre du commandant de la place, vous êtes chargé de convoquer trois cents hommes entre 16 et 45 ans, à partir de lundi 30 octobre, à 8 heures, à côté de l'église de Saint-Père-en-Retz. Ces hommes devaient être munis de bêches, pelles et haches. » La convocation n'indiquait pas la nature du chantier mais l'outillage suggérait des travaux de défense du type « asperges de Rommel ». Ça signifiait que l'on attendait trois cents trous par jour, plantés de trois cents poteaux ! Comment trouver autant de poteaux mais surtout un demi-régiment pour les couper et les planter ?

~

Un autre chantier a marqué les mémoires, celui de la Roussellerie... À l'hiver 43-44, les Allemands acheminèrent par train des barrières de défense appelées « barrières Cointet » ou « barrières belges » prélevées dans le parc de défenses antichars de la ligne Maginot. Elles furent déchargées en gare de Saint-Père-en-Retz pour être acheminées sur des charrois agricoles vers Saint-Michel-Chef. Des travailleurs âgés de 16 à 60 furent réquisitionnés qui suivirent le convoi en vélo pour rejoindre devant la Kommandantur de Saint-Michel d'autres travailleurs avec ils descendirent vers la plage de la Roussellerie où l'installation de ces barrières allait durer plusieurs mois.

Il fallait 25 paires de bras pour porter chaque « barrière » - 2,50 m de haut, 3 m de large, 1,4 t ; assemblées par des goupilles. Il aurait fallu un bon commandement, de la cadence et de la motivation, mais les trois faisaient défaut, et les gardes recrutés dans les troupes supplétives *Osttruppen* avaient du mal à se faire respecter. C'était lourd et on trébuchait. On transportait aussi des caisses de boulons qui permettaient d'articuler ces grilles avec leur support cylindrique, mais quand les gardes regardaient ailleurs, on balançait des boulons dans la mer et il en manquerait pour terminer l'assemblage.

Les maires les plus courageux s'efforçaient d'obtenir une réduction des réquisitions et parfois y parvenaient. Les travaux de défense des plages de la Roussellerie/Tharon au printemps 1944 rassemblaient théoriquement 200 hommes de cinq communes du littoral « pris dans tous les milieux, sans tenir compte de la profession » : 80 de Saint-Père, 60 de Pornic, 20 de Saint-Michel, 20 de La Plaine et 20 de Préfailles. Ces hommes devaient « assurer l'aller-retour avec leur bicyclette personnelle ».

La demande initiale pour Saint-Père-en-Retz était de 80 hommes - très grande majorité de paysans et de domestiques agricoles - mais après protestations du maire Moriceau, le quota fut réduit de moitié et continua de fondre au fil des mois. Le 8 mai 1944, il se fit tirer les oreilles par la Kommandantur de Saint-Michel qui constatait que les effectifs diminuaient inexorablement. En conséquence « les civils se refusant à comparaître au travail seraient conduits par les policiers français. Si l'action des policiers français n'obtenait aucun résultat, les ouvriers seraient amenés à la gendarmerie allemande ». Le maire relayait la menace mais pourtant, ce chantier de cinq mois ne mobilisait plus que 30 hommes en juin 1944 ! Les menaces d'amendes ou d'arrestations ou même de fermer l'église en guise de représailles ne suffisait

---

<sup>21</sup> Les mécaniciens Joseph Morantin au Prieuré, Eugène Boucard, place de l'Église, Maurice Durand de la Recoquillière, Joseph Lormeau de la Hyais, Pierre Baconnais du Bois Joli, Paul Durand du Moulin-Homé, Georges Mellerin de Hucheloup... Les entrepreneurs de battage Raymond Coindet de l'Ennerie, Joseph et François Pruneau du Moulin la Rose, Julien Guillou de la Petite Lande, Joseph Bouyer, rue du Temple, Georges Grolier de la Riollais.

plus, le curé Hauraix lui-même, fut sollicité par l'occupant pour rappeler ses ouailles à leur devoir mais répondit nettement : « Ce n'est pas mon rôle, je prêche l'Évangile ! » Pendant la semaine du 6 juin, plus personne ! Pourtant, on reprit le chantier dès le 12 juin et on conservera le rythme de croisière pendant quelques semaines... Tant que l'on ne saurait pas à quoi s'en tenir sur la nature et les chances de réussite du débarquement normand !

La section du travail 518 de la *FeldKommandantur* envoya une note qui témoignait bien de son étroite imbrication avec l'administration française, annonçant que « les salaires seraient payés par les mairies qui seraient remboursées par la *Kommandantur* de Nantes par l'intermédiaire du préfet. » Le jour de paye - en général, le vendredi - on s'efforçait d'être là mais si survenait un empêchement, certains maires n'hésitaient pas à formuler des réclamations, comme dans cette lettre au style fleuri à « Monsieur l'officier supérieur de la *Kommandantur* de Saint-Michel » signée Moriceau, le 28 juin 1944 : « La voiture n'est pas venue chercher les hommes le jour de la paye. Vous m'obligeriez en faisant procéder au plus rapide règlement. » À cette date, on imagine que « Monsieur l'officier supérieur », pour peu qu'il fût encore à son poste et non pas en Normandie, avait d'autres chats à fouetter.

~

Se déployait souvent au cours de ces travaux de défense un sabotage rampant ; il ne s'agissait pas de « résistance » ouverte mais plutôt de « coulage ». Encore fallait-il deviner les limites de l'exercice et ne pas oublier la nature du régime auquel on avait affaire. Quand il fallait emporter un peu de matériel lourd sur le chantier - pioches, barres à mines, masses, brouettes, sacs de ciment - on y allait en charrettes, chargées à bloc. Il en fut ainsi pour un autre chantier de défense où on planta des asperges de Rommel sur la plage de l'Ermitage à Saint-Brevin que les Allemands allaient coiffer de *Tellerminen*. On faisait semblant de pousser à la roue dans les côtes, mais on n'était pas sur le chantier avant 11 heures ! Le temps de faire sauter quelques mines dans le rocher, c'était déjà l'heure du repas. On faisait signe au « commandant » Rouaud qui se faisait comprendre dans quasiment toutes les langues ! En allemand bien sûr mais aussi en russe ou en polonais dont il connaissait quelques mots. Il allait trouver Wladimir, l'officier, qui exigeait encore cinq minutes d'*Arbeit* avant de céder. On ouvrait alors la musette où la femme avait serré un quignon de pain avec une tranche de lard et un oignon.

Après le casse-croûte, selon l'humeur des gardes, on négociait une petite sieste de santé. La pause était parfois mise à profit par les plus délurés pour amuser la galerie. Rires un peu jaunes lorsque les blagues de corps de garde entraînaient aussi le fou-rire des gardiens. Mais qui aurait pu enrayer les pitreries de Milcent?... Il avait juré ce jour-là de soulever deux hommes avec les dents ! On lui prêta deux ceinturons pour serrer les volontaires en fagot, mais au moment de soulever la charge, l'énergumène baissa sa culotte et se frotta les fesses sur la bouille des deux ballots. Quelle rigolade ! L'un des gardiens s'en tapait même littéralement le cul par terre. La journée de travail forcée au service du Reich prenait soudain une tournure un peu embarrassante.

On revenait le lendemain pour finir les trous qu'il aurait fallu recreuser, équarrir et nettoyer... Mais ça irait bien comme ça ! Parfois même, les gardes à brassard *ROA* roupillaient sur la plage ou chassaient le goéland avec leur fusil de guerre... « La mer monte, dépêchons-nous » ! Le poteau était redressé dans le trou, une brouette de ciment mal brassé versée au fond... Et c'était déjà l'heure du casse-croûte. Pendant qu'on se restaurait, cul au sec sur les rochers, on contemplait, ravis, le spectacle des vagues inondant le ciment frais. Après la sieste, il faudrait repêcher les poteaux sur la plage !

L'aller s'était fait au pas du cheval mais le retour s'effectuait ventre à terre. Chacun récupérait sa pelle et sa musette pour regagner son foyer. Ceux du bourg reformaient une

colonne par deux devant le café des Bons Amis à Saint-Père-en-Retz : « Garde-à-vous ! En avant marche ! » grognait Jean Rouaud qui encadrait le groupe. Avant la dispersion, on refaisait un petit tour de ville, histoire de montrer à l'occupant et aux populations que les gars du pays étaient de courageux travailleurs sachant marcher droit. De temps en temps, on suivait ou on croisait une compagnie allemande regagnant son cantonnement. Des gamins sortaient des cours ou des ruelles pour emboîter le pas : « *Ailli ! Aillo !* » chantaient les Allemands... « *Ali ! Alo !* » répondaient les gosses ! De retour devant le café du boucher : « *Stop Fire !* » hurlait Jean Rouaud.

~

Quand il y avait de l'électricité dans l'air, on envoyait plutôt les anciens, plus calmes et pondérés et plus adroits à simuler ; comme l'équipe de Robert Loirat des Forges avec ses copains Robert Merlet de la Giraudière, les pères Leray de la Boisserpière, Hégron et Gineau du Landreau. Ce jour-là, on était allé garnir les champs de Gohaud, à Saint-Michel. Pour transporter les vieux, Wladimir avait fait atteler la voiture militaire bâchée, avec cheval et cocher. Pelle et pioche, toute la journée. On avait mal aux reins. Un quart d'heure avant la débauche, le champ était terminé, les fils de fer tendus entre les poteaux. Le gardien était un bon zigue mais l'heure c'est l'heure et il fallait attaquer le champ suivant. Pour le père Leray, pas question :

- Moi, mon gars, j'ai fait la guerre de 14. Alors tes trous et tes tranchées, j'en ai pardessus la casquette.

Mais le *POA* ne désarmait pas :

- Vous finir travail.

- Pas question ! On en a fait assez pour aujourd'hui.

Ça s'envenimait. Le père Leray leva sa pelle. Le geste de trop. Le gardien sauta sur son vélo pour alerter les « colliers de chiens » de Saint-Michel. Plus question de débaucher. On attaqua même le nouveau chantier pour ne pas indisposer ces messieurs. Le père Hégron était inquiet : « On va se faire fusiller ! Vous, les jeunes, dites rien, surtout ! » Le gendarme allemand était déjà là. Joseph Leray tenta de s'expliquer : « J'ai fait ça comme ça... J voulais pas. » On en resta là... À la fin de la semaine, on alla toucher la solde à l'entrée du bourg de Saint-Michel. Un petit judas dans le mur... C'était le tour du père Leray, tête basse, renfrogné sous sa casquette... Il arrivait à la hauteur du *Feldgendarm*... qui le reconnut et le gratifia d'une tape sur l'épaule : « *Ach ! Joseph !* »

Plus d'une fois, on frôlerait la catastrophe mais la Poche refermée, les exigences et le règlement allaient se relâcher. Il n'y avait plus guère de *ROA* pour la surveillance car plusieurs centaines avaient suivi la consigne du Major Potiereyka et s'étaient rendu aux FFI de La Montagne à la première semaine de septembre 1944, et les Allemands avaient désarmé ceux qui restaient. Pour autant, on n'en avait pas fini avec les travaux de défense visant à protéger la zone de résistance allemande qu'on appela « Poche de Saint-Nazaire » ! Il faut donc évoquer un dernier grand chantier consacré à la deuxième ligne de défense de la poche sud et qui mobilisa des centaines d'hommes, de novembre 1944 à avril 1945 (55 hommes, du 13 au 18 novembre 1944, puis de 130 à 150 hommes selon les semaines, jusqu'au 17 février 1945, avant de redescendre à 49 pendant la dernière quinzaine). Pendant tout ce dernier hiver, on vit des requis de Saint-Père-en-Retz, Corsept, Saint-Viaud et Paimboeuf se rendre sur divers sites entre le marais du Boivre et les marais de Corsept. Des paysans mais aussi beaucoup d'ouvriers ou d'artisans des bourgs, plus ou moins contraints à l'inactivité depuis la fermeture de la poche. On partait chaque matin sous la responsabilité d'un chef d'équipe français et d'un ou deux gardes allemands ou supplétifs. Il fallait fournir son propre outillage (serpeaux, haches, pelles, pioches...) et amener le casse-croûte et la bouteille.

Pendant les 18 semaines de travaux consacrés au creusement d'une tranchée antichar de quelques hectomètres, la commune de Saint-Père-en-Retz fournit à l'occupant 230 000 heures de travail. Il s'agissait d'un travail à la fois forcé et rétribué. En effet, on ne pouvait s'y soustraire sauf certificat médical, mais on touchait sa paye chaque semaine, sur la base d'un salaire horaire de 7,50 F, et de 11 F pour les chômeurs (y compris 2 heures de transport par jour). La Kommandantur versa ainsi 1,8 million de francs pour cette seule commune et ce seul chantier. Payés par la Kommandantur. Mais on sait d'où venait l'argent<sup>22</sup> !

Le souvenir qu'a laissé ce travail pharaonique est très mélangé. On y retrouve bien sûr l'humiliation et la rage, ressenties par tous les travailleurs forcés, mais aussi le souvenir de la solidarité et de la bonne humeur liées à tous les ouvrages collectifs. La cadence et l'ardeur au travail étaient très modérées et on n'usait pas le manche des pelles. Certains en profitaient pour poser des collets dans les haies voisines, d'autres repartaient à leurs propres travaux quand le garde regardait ailleurs. Dans tous les cas, on garde le souvenir d'un travail dérisoire et inutile, dont, sans se concerter et sans consigne particulière de la Résistance, on fit tout pour retarder l'avancement.

Peut-on dire pour autant que cette entreprise était inepte militairement ? Les Allemands redoutaient les bombardements qui précéderaient une éventuelle invasion de la poche, mais la base sous-marine avait déjà fait ses preuves et suffirait à préserver une fois de plus sa garnison et les troupes rapprochées. Quant aux troupes de campagne, elles étaient suffisamment éparpillées à l'intérieur des zones rurales et collaient trop aux populations civiles pour qu'un assaut aérien suffise à les réduire. On s'attendait donc, un jour ou l'autre, à un assaut terrestre et vraisemblablement avec des chars - comme ce fut le cas à Royan - qui enfoncerait facilement les premières lignes de défense. Il fallait donc prévoir une deuxième ligne de défense, rapprochée de la partie vitale de l'estuaire, celle s'étendant dans un triangle Corsept - Saint-Père-en-Retz - Saint-Brevin, et protégeant la rive sud de Saint-Nazaire. Autrement dit, il s'agissait de défendre la *HKL - Haupt Kampf Linie* (ligne de défense principale définie dès la construction de la base sous-marine) se déployant au nord et au sud de l'estuaire pour protéger la *Festung St Nazaire*.

Faute de troupes suffisantes et d'armes lourdes, l'occupant décida d'utiliser les défenses naturelles de façon judicieuse en s'adossant, au sud-ouest aux marais de Haute-Perche et du Boivre, et au nord-est, à ceux de Vue, de la Prée de Tenue, du Migron, de Corsept et du Greix. Dans les limites de cette forteresse aquatique, il fallait établir une ligne la plus continue possible, constituée d'une part, d'éléments de tranchées antichars barrant les routes et les voies de pénétration les plus exposées, et d'autre part, de zones minées.

Les travailleurs affectés à l'arasement de tel talus, au creusement de tel trou ou tel tronçon de tranchée, n'eurent jamais la vision globale de l'ouvrage et conservent le souvenir de chantiers sans pertinence défensive. Pourtant, il apparaît bien que ce plan jamais achevé relevait d'une excellente logique militaire. Comment d'ailleurs en douter, de la part d'une armée qui pendant les deux mois de la terrible campagne normande avait disputé chaque talus et chaque carrefour aux troupes de Bradley et Patton ? En effet, l'étude de la carte d'état-major, en présence des derniers témoins, fait apparaître les éléments cohérents d'une ligne de défense nord-sud, entre les marais de Corsept et le marais du Boivre.

On avait creusé des tranchées, installé des barrages et/ou détruit les ponts sur toutes les routes reliant Corsept à Saint-Viaud, Saint-Père-en-Retz, Mindin, Saint-Brevin, les Rochelets ; idem entre Saint-Père-en-Retz et Saint-Brevin. En prolongement des prairies inondées de Corsept, de la Gédelière et du marais Gédéau, les premiers tronçons de tranchées antichars avaient été creusés entre la Moustrie, la Haute-Barillais et le bois de la Noëlle (traversant la

---

<sup>22</sup> Un tiers de l'effort de guerre du III<sup>e</sup> Reich fut prélevé en France.

route Corsept - Saint-Père-en-Retz). En avant de cette tranchée, on avait installé des batteries à la Gauterie. Un nouveau tronçon descendait sous la Franquinerie, jusqu'à la butte des Bersillais, au-delà de laquelle s'étendait un champ de mines en quinconce, à l'est du village de la Touche. Comme on ne disposait pas de mines anti chars en quantité suffisante, on les remplaça par des obus ou des mines sous-marines piégés, placés dans des boîtes en bois avec amorce, détonateur et bouteille d'Ypérite. Deux soldats allemands sautèrent en les installant... Derrière ces mines, on avait disposé des nids de mitrailleuses et une batterie de 3 canons de 155 au-dessus du petit étang de la Guerche. La route entre le Landreau et le Cerny était coupée d'un fossé anti chars à Bellevue. Après le village de la Donnoire, une dernière tranchée descendait vers le marais du Boivre transformé en lac, et coupait la route de Saint-Père – Saint-Brevin entre Louisiane et les Pilorgères ; des postes de mitrailleuses et les batteries de la Clercière dominaient cette dernière tranchée qu'on projetait d'inonder des eaux du Boivre, le jour venu. Tout au long de cette ligne de défense, étaient répartis des cantonnements de campagne, par exemple à la Noëlle, à la Donnoire, à Louisiane ou à la Noë.

\*\*\*

Venons-en aux réquisitions alimentaires... Bien avant le départ de son frère André pour les FFI, Paul Clavreux avait été associé aux travaux de la boucherie. Très vite, il avait su peser et même fixer le prix du veau que le cultivateur allait encaisser le dimanche à la boucherie. À deux reprises, l'expédition avait failli mal tourner : une première fois à Hucheloup où il était tombé sur un officier qui l'avait accusé de trafic pour mieux lui voler son veau, et une deuxième, à la sortie du chemin de la Polonaise... « *Ich, Kalb* » répétait le soldat qui avait fait descendre le veau de la karrique. Il avait fallu se regimber, menacer le flibustier d'un scandale à la Kommandantur puis faire regrimper le veau qui préférait batifoler - quatre-vingt kilos de muscle et d'énergie, une bête de cinq semaines, pas tout à fait prête pour le sacrifice.

Sur le cahier de réquisition de la mairie, la liste commencée par le veau de Jules Coindet, de l'Ennerie, le 21 décembre 1943, se poursuivit par les centaines de bœufs, vaches, moutons, génisses et taureaux livrés à Paimbeuf, Saint-Brévin, Pornic, Saint-Michel et bien sûr Saint-Père-en-Retz. La 500<sup>ème</sup> bête serait le porc de Joyau du Marais Gautier, le 21 octobre 1944... La millième, le bœuf de Prudhomme de la Carrée du Sud, le 6 avril 1945... La liste s'interromprait le 5 septembre 1945 au N° 1 380, avec le veau de Léon Coindet de l'Ennerie.

Le mardi, réquisition sur la place du champ de foire. Evaluation de qualité par la « commission » avant de transférer les bêtes chemin de Bégueneau, vers l'abattoir Glaud<sup>23</sup>. Cinq ou six vaches par semaine, une dizaine de veaux, une douzaine de moutons. Juste de quoi empêcher le canton de crever de faim. On travaillait toute la nuit, jusqu'à 9 heures du matin. On relevait les carcasses à l'aide d'un treuil manuel. Pas d'eau chaude. Courants d'air sibériens de janvier 1945. De temps en temps on allait siffler un litre de rouge chez la mère Pichaud. Au matin, le père Guillou arrivait avec sa charrette pour transférer les carcasses à la boucherie.

Le mercredi et le jeudi, débarquaient les bouchers des environs... Celui-là, cinq cents inscrits, tant de tickets, tant de kilos. Chacun son tour : Gentais, Durand, Giraud, Vandervén, Fouché, Bichon...<sup>24</sup> Une fois la répartition terminée, dans la nuit du jeudi au vendredi, le boulanger Barreau venait chercher une tête de veau et une fraise bien nettoyées, à tremper dans un seau d'eau fraîche et les faisait cuire au four, à feu doux, avec un pain blanc. On dévorait ça

---

<sup>23</sup> Ce centre était géré par Pierre Glaud, l'un des trois bouchers de Saint-Père-en-Retz. Il ramènerait un jour de Nantes d'étranges marchandises sous ses caisses de ravitaillement : armes et dynamite qui vaudraient bien des déboires à d'autres résistants pérésiens chez qui on les retrouverait. La zone sud de la Poche disposait d'un autre centre d'abattage à Pornic.

<sup>24</sup> Pendant la Poche, l'alimentation en courant électrique était maintenue dans certaines maisons, magasins ou ateliers, en fonction des impératifs d'intendance ou de sécurité de l'occupant. C'était le cas à la boucherie Clavreux – viande et frigo obligent - à partir du transfo des Vannes.

au matin, à la sortie du fournil, bien au chaud, au cul de la barrique de rouge. C'était la récompense.

Pas de rémunération, juste les peaux et le suif pour les bougies... Et puisqu'il faut en parler et que c'est un secret de polichinelle, un peu d'abattage au clair de lune, partagé sur place ou transporté entre deux couvertures sous une charrette de foin ou au fond des bidons de lait. Pratique à laquelle s'adonnèrent bien sûr quelques paysans mais aussi des soldats des deux camps échappant aux règlements et aux interdits... Et quelques professionnels en cheville avec les trafiquants et les margouliniens bien placés au carrefour des influences et des passe-droits (en particulier pour ravitailler la poche nord). Des vaches, mortes ou vives, passèrent aussi les lignes pour nourrir le maquis et on garnissait un peu plus les crochets de la chambre froide pour satisfaire à la demande des réfugiés sans tickets.

~

... Ce soir-là, André avait tué un veau et trois moutons qu'il avait mis au frais dans l'écurie de Vital Bahuaud avant d'aller partager un pot-au-feu chez son copain Joseph Houssais. Après le repas, la lune passée derrière les toits, il commença le transfert du fardeau dans les réserves de la boucherie. Tout allait pour le mieux, il venait d'accrocher le veau. Plus qu'à se laver les mains dans la cour... Paul venait de se réveiller en sursaut au bruit du teuf-teuf tellement redouté sur toutes les routes de campagne.

- Halte-là ! entendit-il sous ses fenêtres.

Pendant qu'André accueillait le gendarme et son adjoint sur le pas de la porte, germa dans la tête du jeune frère une lumineuse idée... Il se précipita dans la réserve et transporta les trois moutons dans son lit. Restait le veau, trop lourd, trop tard ! Bouhard était inquisiteur et ne s'en laissait pas compter :

- Vous faites du marché noir. Laissez-nous entrer.

André tentait de se justifier :

- Nous avons trop de demande... Les réfugiés de Saint-Nazaire ! Ces gens-là doivent manger aussi. Ils achètent de la viande pour plusieurs familles... Dix, quinze kilos à chaque fois. Avec la répartition, ça ne suffit pas.

- Combien de bêtes venez-vous de mettre à l'ombre ?

Inutile de jouer au plus malin ; la réputation de Bouhard n'était plus à faire.

- Un veau et trois moutons.

On se dirigea vers les réserves :

- Je ne vois qu'un veau ! On vous a volé vos moutons ?

Ça tournait au vinaigre. Il fallut montrer les papiers.

- Mais vous êtes de la 42, jeune homme ! Vous devriez être en Allemagne ! Si je veux, je peux vous expédier dès demain matin !

... Pourtant Bouhard n'en fit rien<sup>25</sup>. Chaque semaine, il prenait ses repas chez Henri Dousset où il avait sa table et tenait ses réunions de réquisition. Il avait déjà croisé André et savait bien aussi qu'il ne pouvait se mettre à dos ni la jeunesse ni les bouchers de Saint-Père-en-Retz... André ne partirait pas en Allemagne mais devrait aller travailler aux Chantiers de Bretagne.

---

<sup>25</sup> Tout le monde ignorait à l'époque que le gendarme Bouhard, sous-préfet de la poche sud, était de surcroît chef clandestin de la résistance intérieure de la poche sud.

On peut lire le dossier que je lui ai consacré en suivant ce lien : <https://chemin-memoire39-45paysderetz.e-monsite.com/pages/hors-pays-de-retz/00-00-00-gouverneur-bouhard-poche-sud-st-nazaire/>



## **Marcel Bouhard, gendarme, sous-préfet et résistant**

« Pour nous tous, responsables des Français, de ce côté-ci de la barrière, il s'agit de tenir. Il y a des exigences françaises mais il y a aussi des exigences allemandes et qui sont lourdes. Si l'on oppose un train-train de fonctionnaires à la fougue des guerriers qui ont des besoins importants et qui voudront qu'ils soient entièrement satisfaits, c'est la misère des nôtres qui est en perspective. C'est une véritable course de vitesse que nous engageons et nous demande de voir l'essentiel, de manifester de l'unité de vue et surtout de l'action. Je ne le répéterai jamais assez : agir et faire resteront l'apanage des chefs.

Votre lieutenant. »



**Le lieutenant de gendarmerie Marcel Bouhard, sous-préfet de la poche sud et chef clandestin de la résistance intérieure**

Voilà un bon résumé des obligations et de la méthode du lieutenant Bouhard. Mais avant d'entrer dans le détail de la fragile mécanique du ravitaillement, il faut d'abord rappeler qui se trouvait « de ce côté-ci de la barrière ». Le 31 janvier 1945, on estimait la population de l'ensemble de la Poche à environ 122 000<sup>26</sup>... Auxquels il fallait toujours ajouter les 28 à 30 000 soldats allemands. Dans les onze communes de la Poche sud, c'était 22 000 civils mêlés à 9 000 mille soldats allemands ; autrement dit, presque un sur trois des ventres à nourrir était allemand. Parmi les civils, un sur quatre était cultivateur et c'est bien entendu sur les épaules de ces derniers que reposait l'essentiel de l'effort d'avitaillement de cet îlot oublié. Il s'agissait donc pour Bouhard de ne pas attendre les exigences allemandes pour prendre les initiatives qui permettraient de satisfaire en priorité les besoins élémentaires des « Français ». Si l'on songe à la dureté des temps, à la pression permanente exercée à la fois par l'occupant, les civils affamés et les forces de siège, on sera frappé par les qualités de commandement, les dons d'organisateur, la finesse politique de ce jeune lieutenant de gendarmerie.

---

<sup>26</sup> Soit plus d'un cinquième de la population totale du département qui comptait 665 000 habitants en mars 1946 (chiffre quasiment constant depuis le début du siècle)

Comme dans toute la France occupée, le système D permettait depuis quatre ans de rapetasser le quotidien, de pallier les manques alimentaires ou en équipement de première nécessité. Qu'un camion Todt perde une palanquée de madriers ou de fer à béton dans un virage, ce n'était pas perdu pour tout le monde ; tout était planqué dans la demi-heure dans une haie, repris par d'autres, porté plus loin... Et repéré par les Allemands qui récupéraient ce qu'ils pouvaient. En dehors de la réquisition des produits de base - qui s'imposait et ne se discutait pas - la collaboration alimentaire connaissait ses turpitudes, ses petites et grandes lâchetés et ses nécessités. On ne pouvait cacher les poules, il y avait donc des œufs. L'ennemi en était friand et les volait, ou même, si l'envie d'omelette était trop forte, il forçait la porte de la cuisine pour battre sa brouillade et la passer à la poêle sous l'œil courroucé de la fermière. Dans certaines fermes, l'Allemand n'aurait rien - sauf si on avait le fusil sous le menton - mais une présence allemande de si forte densité contraignait forcément aux concessions. Parfois même - surtout près des grandes zones de cantonnement - on réservait le meilleur à l'occupant. Idem chez les commerçants. Si on laissait s'installer la loi de l'offre et de la demande de façon sauvage, il était bien évident que le meilleur irait à celui qui payait le mieux et/ou à celui qui portait une arme au ceinturon. Or, la masse des chômeurs, des réfugiés et des pauvres était considérable ; si une régulation ne se mettait pas en place du côté des populations civiles, les plus fragiles allaient trinquer et ni les mairies ni la Croix-Rouge ne suffiraient à colmater les brèches.

La pénurie et le rationnement débordaient largement les problèmes de l'alimentation et touchaient tout l'environnement humain. On en trouve une illustration dans ce poème intitulé « Ayez pitié des maires » présentant un tableau quasi exhaustif des récriminations et des sujets de tension qu'un maire devait tenter quotidiennement d'apaiser.

Si y'a pas d'sucr' et pas d'café  
pas d'saccharine, pas d'chicorée  
pas de vermicelles et pas de nouilles  
pas de saucisses et pas d'andouilles  
pas de boudin et chez Chiron  
pas d'saucisson ni d'jambon  
chez Cadier, pas de morue  
pas d'raie bouclée et pas d'merlu  
pas de hareng et pas d'maquereau  
et chez Maillot pas de journaux  
pas de tabac, pas de cigarettes  
pas de briquets, pas d'allumettes  
pas de gâteaux, pas d'chocolat,  
pas de fromage au Caiffa  
Si y'a pas d'œufs chez Bahurel  
aux Docks, pas d'eau d'Javel  
que voulez-vous, y'a rien à faire  
tout ça c'est d'la faute à not'maire.

...

Les Allemands eux-mêmes, conscients de l'extrême précarité de la situation, prirent une mesure de sagesse élémentaire interdisant aux soldats de se ravitailler directement dans les boutiques - en viande, charcuterie et produits alimentaires. C'est donc dans les fermes qu'étaient réquisitionné le bétail sur pied, mais aussi le beurre, le pinard, les patates... M. de Kersabiec, chargé du ravitaillement pour le canton de Saint-Père-en-Retz avait été convoqué à la Kommandantur où il plaida avec bon sens : « Plutôt que de casser les portes des Français, il

serait préférable de partager ce qui se mange » ! Pourtant, ni de Kersabiec, ni Bouhard ni les maires n'avaient le pouvoir de peser sur les règles de réquisition allemandes - sinon à la marge, quand les abus étaient trop flagrants et risquaient d'assécher totalement l'offre et de s'avérer néfastes pour tout le monde - mais il leur fallait néanmoins organiser le ravitaillement des populations qui n'avaient pas la chance de vivre dans une ferme. Mission apparemment impossible où nous allons voir se révéler les vertus du système Bouhard.

En organisant de façon rigoureuse les réquisitions, en taxant les produits de base et de première nécessité, jusqu'à la chopine dans les cafés, en luttant contre les excès du marché noir, en distribuant les allumettes à l'unité près, en faisant peser une surveillance constante sur les bouchers et les boulangers, le gendarme Bouhard - qui avait rang de sous-préfet de la Poche sud - se posa face à l'occupant comme un véritable gouverneur, soucieux de faire respecter les intérêts des populations qu'il administrait, et garant en même temps d'une discipline collective ménageant les intérêts matériels des cantonnements allemands et les susceptibilités des Kommandanturs. Pour faire respecter ses directives, il pouvait compter en mars 1945, sur cinq adjudants, deux maréchaux des logis et trente-quatre gendarmes. Dans ses bulletins de liaison quasi hebdomadaires, complétés de notes de circonstance au fil des obligations de l'heure, on relève donc un catalogue d'arrêts, de consignes et de remarques qui en disent long sur la variété des problèmes à résoudre.

~

En novembre 1944, après un exposé de M. de Kersabiec faisant état des exigences allemandes - s'élevant pour le mois à 500 quintaux de blé, 20 tonnes de paille et 25 tonnes de foin pour l'ensemble de la zone sud - Marcel Bouhard prenait la parole au café Dousset<sup>27</sup> :

... « Les déclarations de récolte de vin devront être terminées pour le 15 novembre. Passée cette date je ferai effectuer des contrôles et sondages ; ceux qui auront omis de faire des déclarations ou en auront fait de fausses le regretteront sans doute mais il sera trop tard. »

... « Les meuniers doivent se considérer comme de véritables requis au profit du ravitaillement général. Pas un gramme de farine sortant de leur moulin ne doit avoir d'autre destination que la boulangerie. Des ordres seront donnés à la gendarmerie pour contrôler aux alentours des moulins... Frossay donne un bel exemple de débrouillardise : 65 quintaux de farine en une semaine avec un concasseur que font tourner sans arrêt et à tour de rôle tous les habitants du bourg - 16 quintaux au moulin Guichard pendant le même temps ! Le problème de la farine a été résolu à Frossay. On a même de l'excédent. Voilà qui est bien. »

... « Il est possible que très bientôt je fasse un réajustement du prix de la viande en considérant d'une part qu'il y a lieu de procéder à quelques réajustements sur les morceaux de luxe qui sont vendus au même tarif que des morceaux de moindre qualité et que d'autre part, il y a lieu de maintenir la plupart des prix pour rendre accessible à tous l'achat de viande en quantité suffisante. »

... « Le stock familial de pommes de terre est constitué à peu près partout. Saint-Brévin s'en occupe ; Paimbœuf va commencer à le recevoir lundi prochain... Revoyez encore si les réfugiés, les femmes de prisonniers ou de travailleurs en Allemagne, les

---

<sup>27</sup> Archives communales de Saint-Père-en-Retz, section H2, comme tous les procès-verbaux des réunions dirigées par Bouhard à Saint-Père-en-Retz utilisés ici.

familles nombreuses, les déshérités n'ont pas été oubliés. Notre préoccupation constante doit être orientée spécialement pour la satisfaction de leurs besoins. »

... « Marquer du bois, c'est bien ; le faire abattre, le rentrer débité et le distribuer c'est encore mieux. Allons vite, le froid commence à se faire sentir, vos possibilités en main-d'œuvre et en transports iront s'amenuisant... Pornic et Paimbœuf recevront du bois des communes imposées quand ces deux communes auront elles-mêmes fait l'effort demandé : 100 stères à Pornic et l'abattage des arbres du quai Eole à Paimbœuf... »

... « Une voiture ou deux vont être réquisitionnées pour transporter les malades à Nantes, la Baule et Pornic. Le personnel d'accompagnement est trouvé. Cette où ces voitures auront la mission de transporter le courrier officiel. Elles pourront également ramener des médicaments. Reste la question essence ; je compte sur votre aide et la compréhension des docteurs de la région. Je vous demande de faire savoir aux docteurs de vos communes qu'il leur est alloué théoriquement 30 litres d'essence par Nantes, qu'ils ne pourront sans doute faire prendre et par suite seront perdus. Si par votre intermédiaire, je pouvais avoir leur accord pour mettre leur allocation théorique à la disposition de la Croix-Rouge, on pourrait faire transporter nos malades, recevoir des médicaments et travailler utilement. »

~

Les problèmes de la viande, du pain, du vin, du bois, des fourrages et accessoirement des patates, étaient des casse-têtes permanents car il fallait rechercher constamment le point d'équilibre entre les besoins des populations - y compris des réfugiés - et les exigences allemandes. La situation de pénurie relative ajoutée à certains stockages clandestins et à des « évaporations » plus ou moins massives au profit de l'occupant ou des « margoulins » du nord favorisaient une tendance constante à la hausse des prix. Il fallait donc non seulement taxer, mais aussi maintenir sans cesse les gendarmes sur les routes, menacer, punir parfois, et compter surtout sur l'intelligence et le doigté des édiles locaux.

La bonne gestion du présent ne devait pas non plus hypothéquer l'avenir ; ce qui amena par exemple Bouhard à recommander aux paysans de garder moins de bêtes à la ferme pour permettre d'avoir des bêtes plus grasses, la nourriture faisant défaut... Mais de « conserver à tout prix les animaux reproducteurs et de travail ainsi que les vaches laitières ». Dans le même temps, on voyait le *FestungKommandant*, bien convaincu lui aussi que la nourriture des bêtes et des gens posait problème, édicter ses propres règlements sur le nourrissage des veaux... Ainsi, le 19 décembre 1944 - en même temps qu'il mettait la dernière main à son dispositif d'attaque du lendemain sur le front de Chauvé/La Sicaudais ! - il pondait une circulaire où il rappelait que « les veaux au-dessus de quatre semaines devaient être nourris avec du lait seulement écrémé »... sinon ils seraient « confisqués et transmis à l'intendance »...

On imagine la difficulté pour le paysan de tenir un cap au milieu de ces tirs croisés. Après avoir rappelé que l'abattage clandestin, particulièrement celui des veaux, serait sévèrement puni, Bouhard se permettait alors un développement bien instructif sur une des causes de la pénurie et de l'inflation des prix de la viande :

« Nous vivons actuellement une crise de la viande, au point de vue de la quantité et au point de vue du prix d'achat. Ceci tient vraisemblablement à l'attraction du nord de la Loire où malgré l'interdiction de passer des denrées ou animaux par le bac de Mindin, des fuites certaines existent et principalement depuis le 15 janvier 1945. Une surveillance étroite va désormais s'exercer de Paimbœuf à Saint-Brévin.

À côté de la question des prix, une deuxième question importante est celle de la débauche de la viande. Des personnes achètent pour le compte des Allemands, vraisemblablement dans toutes les boucheries de leur commune, successivement, et vont ensuite dans les communes avoisinantes pour compléter la rafle. Un terme à ces manœuvres s'impose pour que les prix d'achat soient respectés et que les fuites de viande disparaissent. Il a été décidé de revenir pour toute notre zone sud au système de la réquisition par le ravitaillement général et aux inscriptions obligatoires dans sa boucherie... On a tablé sur la base de 500 grammes par personnes, ce qui représente 22 tonnes de vif environ... »

Une première réquisition générale était prévue à Saint-Père-en-Retz le 14 février 1945 à 10 heures. Mais de Kersabiec et les maires redoutèrent que cette mesure fût inapplicable. Comment transporter autant de bêtes sur pied vers un seul centre d'abattage et renvoyer ensuite la viande vers autant de détaillants ? Aussitôt, Bouhard corrigea le tir et organisa la réquisition par commune. Ce qui comptait c'était de « mettre tout en œuvre pour que la perturbation créée par les margoulins du Nord soit enrayée dans les plus brefs délais aux fins que nous revenions à un système plus libéral ». Et petit rappel de précaution : l'abattage familial des moutons et des porcs était toujours permis, mais celui des bovins serait puni d'une amende de 50 000 francs !

Lors de la réunion du 21 mars 1945, il compléterait le dispositif en demandant aux maires de procéder à un contrôle nominatif exact de leur population, y compris les réfugiés, de façon à organiser une « répartition et une distribution équitable » malgré les mouvements de population, et à présenter à la Croix-Rouge un tableau le plus précis possible des besoins et des manques. « Je tiens essentiellement à ce que nous montrions à ceux qui viennent pour nous aider qu'ici, dans le sud, il y a de l'organisation et de la discipline » ! Pourtant le 21 mars 1945, Bouhard s'adapta à nouveau aux circonstances, eut égard à la razzia exceptionnelle de l'occupant :

« Les exigences allemandes sont actuellement très fortes. Le relevé des impositions du 2 au 20 mars accuse 437 animaux. À cette cadence, il est évident qu'il n'y en a pas pour longtemps pour mettre notre cheptel à zéro. Je demande à ce sujet au sous-préfet d'intervenir. Suivant leur désir, les bouchers de Pornic et de Sainte-Marie sont autorisés à acheter dans une zone qui leur est exclusivement réservée et ainsi délimitée : communes de Chauvé, du Clion et de Sainte-Marie. J'autorise le fonctionnement d'une commission dans ce secteur sous la direction effective des maires intéressés. Je donne là une preuve de l'élasticité du système de Paimbœuf qui s'adapte sans cesse aux circonstances. »

L'adaptation à une économie de guerre irait même, le 18 avril 1945, jusqu'à envisager l'abattage de « 18 bêtes sauvages restant encore sur les îles » au profit de Paimbœuf et de Saint-Brévin, s'il obtenait l'autorisation des Allemands ! Il s'agissait de vaches abandonnées sur les îles de la Maréchale qui seraient effectivement abattues. Enfin, le 24 avril, il décida de laisser à nouveau carte blanche à ses maires pour gérer les derniers jours sombres qui les attendaient. Comme s'il souhaitait par ce soudain assouplissement de signifier aux maires, aux bouchers, aux cultivateurs et à tous les affamés de la Poche sud que de toute façon on n'allait pas tarder à arriver au port et qu'il n'y avait plus de raison de monter une garde aussi sévère devant les dernières réserves de soute.

« ... Je vous ai donné les chiffres des ponctions allemandes depuis un mois et demi et les chiffres des animaux qui ont été utilisés en boucherie. Nous arrivons pour

les bovins au chiffre impressionnant de 920, ce qui donne une cadence mensuelle de 600... Je laisse toute latitude aux maires pour fixer chaque semaine deux jours d'abattage. Prière toutefois d'en aviser le commandant de brigade de votre circonscription. »

À Saint-Père-en-Retz, l'abattage reposait sur les épaules d'André Rouxeau, 19 ans, Léon Bazureau et Lucien Rioux, seize ans ; Pierre Boucheton et Paul Clavreux, quinze ans. Les bêtes abattues chaque semaine par ces cinq jeunes tueurs pour le centre de répartition de Saint-Père allaient nourrir pendant les neuf mois de la Poche toute la population de Saint-Brévin, Corsept, Paimbœuf, Frossay et Saint-Viaud, y compris les réfugiés. Des soldats affamés passaient par derrière pour quémander de la *Flesh*. C'était *Nein !* Par contre, il refilait les têtes de bœuf et des os aux Mongols et aux Russes contre des cigarettes chipées aux Allemands...

~

Pour Bouhard, la « guerre du lait » ne demandait pas moins d'intelligence tactique. Il fallut d'abord trouver des pneus pour le camion électrique de la laiterie de Saint-Père-en-Retz ! En effet, Francis Fillaud avait prévenu le 29 janvier 1944 que « n'ayant plus de pneu de secours et les autres étant en très mauvais état, il cesserait toute livraison de lait sur Saint-Brévin au 1<sup>er</sup> février ». Solution trouvée le 7 février : Monsieur Manceau, commerçant à Saint-Brévin-l'Océan, voulait bien prêter sa camionnette. Satisfaction générale, sauf toutefois pour le ramassage dominical car le collecteur se réservait le jour du Seigneur pour son propre commerce ; ce qui fit dire au directeur du ravitaillement que cette « carence dominicale lui valait des doléances de plus en plus acerbes des mères de famille » et qu'il estimait cette plainte d'autant plus justifiée qu'en raison de l'afflux des réfugiés, « la commune de Saint-Brévin comptait actuellement plus de 8 000 habitants, en majorité ouvrière » ! Mais le 19 octobre 44, patatras ! Les pneus allaient rendre l'âme. Le directeur du ravitaillement s' alarma... « J'estime qu'il y a urgence à donner satisfaction à M. Manceau sous peine de voir à brève échéance le ravitaillement compromis. » Le chef de district du ravitaillement général de la préfecture signa le bon de pneus.

~

Le blé - et par conséquent la farine et le pain - était aussi l'objet de toutes les convoitises et de toutes les spéculations, au point même que bien après la guerre et jusqu'en 1948, on parlerait encore de « guerre du pain ». Des cultivateurs furent requis chaque semaine pour transporter blé et farine entre les moulins et les boulangeries. Ainsi à Saint-Brévin, le 18 septembre 1944, envoya-t-on, nantis d'un *Ausweiss*, les cultivateurs Guitteny, Gautreau, Le Blanc et Normand à la minoterie Landreau du Clion, pour en ramener avec leurs propres attelages, trente balles de farine à livrer chez les six boulangers de Saint-Brévin<sup>28</sup>. La semaine suivante, on en enverrait quatre autres.

À partir du 6 février 1945, une embellie permit d'abaisser le blutage de 98% à 92% et on s'efforça de constituer un petit stock de farine dans chaque boulangerie. La Sicaudais, contrainte de par sa situation d'avant-poste soumis à des combats quotidiens, de s'approvisionner en farine à Frossay, envoya en contrepartie le blé et le bois nécessaires. Le moulin Bichon, de la Plaine, fut encouragé par Bouhard « à voir plus grand et à mettre tout en œuvre pour accroître son rendement ». Le moulin Barreau approvisionnait Saint-Père et Saint-Viaud et constituait des stocks de farine pour Paimbœuf, Frossay et la Sicaudais où les

---

<sup>28</sup> 7 balles chez Plaire, 7 chez Truttaud, 3 chez Baconnais, 4 chez Jarniou, 5 chez Lacroix et 4 chez Tallois. Les requis étaient dédommés de 50 francs par balle transportée. Le 1<sup>er</sup> février 45, Bouhard était contraint de porter ce dédommagement à 65 francs pour compenser l'augmentation du prix du bois fourni aux meuniers par les cultivateurs et il supprimait le portage du pain, sauf dans les dépôts principaux.

concasseurs constituaient un appoint non négligeable mais dont le produit n'était pas fameux. Dès que Barreau disposait d'une quarantaine de balles d'avance, il prévenait Bouhard qui lui envoyait le camion du ravitaillement et allait livrer cette farine destinée à être mélangée avec la farine des concasseurs. Lorsque le 10 février, on signala à Bouhard que certains meuniers ne pouvaient tourner, faute de blé, sa réaction fut immédiate :

« Voilà qui m'étonne beaucoup. Pour l'approvisionnement en blé, j'apporte des modifications suivantes : La Sicaudais approvisionnera Frossay lorsque La Sicaudais recevra de la farine de Frossay. Le moulin Clavier sera approvisionné par moitié par Saint-Père et Sainte-Marie, le moulin Bichon par la Plaine... Mettez tout en œuvre pour que ça tourne au maximum. Il y a encore du blé. C'est donc en définitive une question de transport et d'organisation que vous saurez résoudre ».

On croirait Bonaparte répartissant ses régiments pour la bataille. Lorsque le 27 Février 1945, les impositions allemandes semblèrent diminuer et passèrent de 100 tonnes de blé à 80 tonnes par mois, il ne s'en laissa pas compter et repartit aussitôt à l'assaut des spéculateurs :

« Les déclarations de récolte seront collectées dans le courant de semaine par M Chupin, aux fins de nous permettre de savoir où on en est dans cette question. Des vérifications seront faites dans les fermes par les soins de la gendarmerie et des chefs de district. Les fermiers qui n'auront pas fait leurs déclarations subiront un inventaire en règle pour ne pas avoir obtempéré à des ordres émanant de l'autorité française et pour des besoins exclusivement français. Je l'ai suffisamment dit et répété pour que tous le sachent bien. »

À partir du 1<sup>er</sup> mars 1945, il se livra à une vérification des stocks des boulangeries et procéda à une nouvelle inscription de tous les consommateurs. Il annonça que les boulangeries seraient désormais spécialement contrôlées par les deux brigades économiques de Saint-Père et de Paimbœuf et par MM Le Mentec et Chupin qui lui renverraient chaque mois les bordereaux non explicites ou douteux, accompagnés d'un rapport détaillé. « M. Chupin aura soin de mentionner les erreurs commises, en particulier celles, volontaires, et me fera des propositions de sanctions. » C'est ainsi que la boulangerie D serait fermée pour deux mois à partir du 1<sup>er</sup> mars pour fabrication de gâteaux, et que les boulangeries de la commune de X seraient sévèrement sanctionnées « pour indiscipline grave risquant de compromettre le ravitaillement en pain de la population. » Des attributions précises de communes et de boulangeries furent décidées pour chaque meunier<sup>29</sup>... De temps en temps, il fallait encore élever la voix et remettre au pas meuniers, boulangers et transporteurs ; ainsi le 16 mars 1945, Bouhard dut reprendre la main et envoyer cette missive au maire de Saint-Père-en-Retz :

« J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir faire envoyer à partir de mardi prochain du blé au moulin du Tabier qui est dépanné théoriquement jusqu'à mercredi prochain. Vous ferez porter à partir du 20 mars du blé chez Moreau, à la cadence de 15 quintaux par jour. En outre, j'ai l'honneur de vous faire remarquer que vous avez reçu l'ordre de faire livrer du blé au moulin Piesseau qui en attend toujours. Je ne veux pas savoir s'il existe des polémiques entre les transporteurs O et A. Je ne connais-moi qu'un

---

<sup>29</sup> Le meunier Barreau fournissait de la farine à Paimbœuf, La Sicaudais, Saint-Père et Saint-Viaud en complément du moulin de la Ramée ; le Tabier fournissait Pornic et Sainte-Marie ; Bichon fournissait la Plaine et Préfailles ; Moreau fournissait Saint-Michel, Tharon... et le complément de Saint-Brévin où Crespin et Piesseau ne suffisaient pas à la tâche ; pour Frossay, Guignard suffirait. Les concasseurs de Paimbœuf et Frossay devaient tourner à plein. Le moulin Piesseau était alimenté en bois par Saint-Brévin et en blé par Saint-Père...

responsable, le maire de chaque commune. Vous voudrez bien faire activer la fourniture du blé chez Piesseau car autrement dans quelques jours, Saint-Brévin est en panne. »

Les meuniers de la Poche garderaient de cette période le souvenir d'un travail harassant, quasiment jour et nuit, car à partir de la mi-juin 1944, plus d'électricité. Jusqu'alors, le meunier Donatien Barreau du Moulin Neuf approvisionnait ses trois boulangers de Saint-Père-en-Retz de cent quatre-vingt quintaux de farine hebdomadaire<sup>30</sup>. Il fallait désormais charger le blé du silo de la gare dans deux charrettes, courir au moulin Dousset au Clion et en ramener la farine. Dès que la saison de battage fut terminée, on installa la locomobile d'Henri Dousset au pied du moulin et on adapta courroies et poulies pour entraîner trémies, aspirateurs à poussière, épierreuse et meules. On travaillait à quatre et on ne dormait que cinq heures par jour. Le plus dur n'était pas la meunerie mais la maintenance et le ravitaillement de la machine à vapeur. Il fallait l'abreuver sans cesse à l'eau claire qu'on allait quérir avec la tonne et le cheval ; au seau, sans grenouilles et sans lentilles. La locomobile dévora en quelques semaines les réserves de bois sec et de minette restant des battages. On se résolut alors à lui donner du bois vert. Combien de charrois amenés par exemple par les frères Bouyer qui durent couper à blanc les taillis de châtaignier de la Rouaudière ? Mais il fallait encore retailler et écaler tout ça en bûchettes si on ne voulait pas voir le feu s'étouffer. La machine s'essouffait, s'encrassait ; chaque matin, il fallait ramoner les tuyaux... Pour ce seul moulin on en épuiserait trois<sup>31</sup>.

À partir d'avril, plus question de changer de boulanger et plus question non plus de distraire le moindre petit sac de cinq kilos de farine pour les crêpes ou les gâteaux. Chupin, le grand commis des blés et farines avait la consigne expresse d'exercer un « contrôle sévère des boulangers et de rendre compte des fuites constatées »... Bouhard lui-même faisait des inspections surprises, bien convaincu qu'« il n'y a pas plus rusé qu'un meunier » ! Pas bien difficile de tomber sur l'aubaine permettant de remonter les bretelles à tout son petit monde... Ce jour-là, c'est une réfugiée de Saint-Brévin qui allait payer l'amende et abandonner sur place le petit sac de six kilos de farine ! Le gendarme tendit un doigt menaçant vers le meunier : « Je le pose là, M. Barreau. Et la prochaine fois, je veux le trouver là ! » Il faudrait, quelques jours plus tard, courir après le soldat allemand affamé qui tentait de chiper en douce la farine à Bouhard.

Le 24 avril 1945 - comme pour la viande - Bouhard lâcherait la bride, laissant toute latitude aux maires pour autoriser des ventes de pain quotidiennes. Les boulangers pourraient prendre possession de la farine qui leur revenait auprès des meuniers sur simple présentation d'un bon signé du maire et fixant la quantité de farine au prorata du nombre de D, E et V... de leur commune et suivant les quantités attribuées à ces catégories<sup>32</sup>, le prix à la vente étant fixé à 5 francs le kilo... Et comme il fallait aussi économiser le papier, il conclurait son ultime directive par la petite note pratique : « 67 quintaux de farine blanche, blutée à 75 %, sont prêts chez Crespin et Barreau. » Enfin du pain blanc ! Au moins mourrait-ton le ventre plein !

~

D'un seul coup d'œil, chaque commerçant ou responsable du ravitaillement pouvait reconnaître la catégorie du demandeur ou l'aliment concerné, selon la couleur du papier ou de l'encre utilisée, selon la couleur du fonds ou du texte. C'est ainsi que les « denrées diverses » étaient imprimées en bistre sur fond vert-et-orange et sur papier canari, que la viande était imprimée en bistre sur fond rouge-et-violet et sur papier bulle pour la catégorie R alors que le texte était en rouge pour les M, en violet pour les U "normal" et en vert pour les U "spécial"... !

---

<sup>30</sup> Il travaillait avec ses deux fils Donatien et Robert et un ouvrier, Armand Bonhommeau. L'entretien annexe d'une ferme de 7 ha allait être rendu difficile par la réquisition d'un des trois chevaux.

<sup>31</sup> Après celle d'Henri Dousset, on userait encore celle du Petit puis du Grand Syndicat.

<sup>32</sup> Pour les enfants de 0 à 18 mois : 2 kilos par mois ; de 18 mois à 3 ans : 4 kilos ; les vieillards : 2 kilos.



Un artiste contemporain s'emparant de ces planches de tickets pourrait en faire un matériau pictural à la palette graphique d'une richesse infinie... Pour les tickets de pain, on avait choisi un papier blanc avec un texte en rouge-et-bleu sur fond violet... Chaque boulanger disposant d'une liste d'inscrits dans chaque catégorie<sup>33</sup> !

Mais voilà qu'à quelques jours de la Libération, le moulin Crespin devait être arrêté, que celui de Paimbœuf devait tourner au ralenti jusqu'à épuisement de ses stocks, que Pisseau devait alimenter en farine Saint-Brévin et Paimbœuf... s'il était alimenté en blé par Saint-Brévin et Corsept !... Pauvre Bouhard ! Qui pourtant n'en avait plus pour longtemps à souffler sur les ailes des moulins ! La Libération ne résoudrait pourtant pas le problème. Au contraire même, le retour progressif à une certaine loi du marché verrait reflourir la spéculation, l'inflation et la pénurie.

~

Le vin était aussi un enjeu de première importance. De qualité très moyenne, il n'en constituait pas moins la boisson courante - même pour les femmes et les enfants, coupé d'eau. Il était aussi, avec l'eau-de-vie, le consolateur des mauvais jours, le compagnon des nuits froides, des longues veilles dans les gourbis et les baraquements des deux camps, l'inhibiteur de trouille quand il fallait partir en patrouille ou se lancer dans une attaque. Plus encore que la viande et le pain, c'était un produit agricole à forte charge symbolique. Les caves étaient des lieux très fréquentés où s'échangeaient dans l'ombre et la sécurité, des bouteilles contre des billets mais aussi des propos et des informations en toutes langues sur le cours du monde et le grand malheur des guerres. Dans son bulletin de liaison du 18 avril 1945, Bouhard révélait bien le climat de guérilla qui s'était installé autour du précieux breuvage :

« ... Je vous ai demandé de constituer un stock de vin de trois mois d'avance. Saint-Viaud est imposée de 200 barriques de vin, dont 100 pour Paimbœuf et 100 pour Pornic... Les Allemands ne peuvent acheter directement de vin dans les fermes qu'en étant en possession d'un bon du *Feldkommandant* Kohler. Donner à ces dernières mesures toute publicité désirable... Les Allemands viennent d'arrêter J de Saint-Michel pour leur avoir vendu 20 barriques de vin à 8 000 francs la barrique » !

~

Réquisitions et répartition se déroulaient dans le cadre général de l'économie de subsistance et de partage des ressources entre l'occupant et l'occupé. Elles étaient soumises aussi aux multiples règlements et exigences régissant les couvre-feux, les déplacements et même le calendrier et la nature des travaux agricoles. Avant et pendant la poche. C'est ainsi que dans la semaine du 14 janvier au 20 janvier 1945, la commune de Saint-Père-en-Retz dut fournir les quantités suivantes pour l'armée allemande : 10 tonnes de blé en sacs de 80 kilos et une tonne de foin à déposer chez Pitard, à Paimbœuf ; 150 kilos de beurre, chez le ramasseur Janneau à Saint-Père... Le 9 février 1945, il s'agissait de livrer 10 bovins de 500 kilos chacun à la bascule de Saint-Père-en-Retz...

L'intrusion de l'administration allemande dans la gestion des cultures - surfaces emblavées, dates de semis, traitements, arrosages, rendements, prix à la vente - était permanente. C'est ainsi qu'une note en date du 7 mai 1944 prévenait même les maires de l'urgence de semer la gameline et la moutarde !... « Si la sécheresse était trop grande, prendre les dispositions pour arroser dès que la semence sera en terre. Quantité à semer par ha :

---

<sup>33</sup> Par exemple, en février 45, la famille Roland de Saint-Brévin recevait 225 g pour un V, 250 pour un A, 300 pour un T... Le boulanger Jarniou cuisait quotidiennement 201 kilos de pain pour ses 240 familles ; Tallois, 91 kilos pour 130 inscrits ; Truttaud, 164 kilos ; Plaire, 90...

gameline, 140 kilos ; moutarde, 16 kilos »... Pourtant, quelques jours plus tard, autocritique de la Kommandantur : « Veuillez prendre note des rectifications suivantes : gameline, quantités à semer par ha : 40 kilos et non pas 140 » !

Il fallait aussi fixer les prix à la vente... Les patates à 110 francs les 50 kilos, les tomates à 12 francs le kilo, les pommes 1<sup>er</sup> choix, 8 francs, les oignons, 6 francs... Et il fallait encore préparer la récolte suivante. C'est ainsi que l'on vit le 20 décembre 1944 le « jardinier-chef » allemand assurer le maire de Saint-Père-en-Retz et ses cultivateurs de toute sa sollicitude... tout en demandant avant le 31 décembre un état de « l'exacte quantité de semences de primeurs disponibles pour le printemps ». Discipliné, le maire fit la tournée des commerçants de Saint-Père pour dresser l'inventaire des graines de radis de Milan, carotte de Chantenay, chou pomme nantais hâtif, betterave rouge crapaudine, poireau de Carentan monstrueux, tomate Pierrette... Liste poétique et surréaliste que le zélé capitaine Bauterek aurait tout loisir de déchiffrer pendant ce long hiver qui précédait sa captivité. Il apprendrait par exemple que Saint-Père-en-Retz disposait de 185 kilos de graines de haricots verts, de 29 kilos de graines de rutabagas et de 22 kilos de graines de radis national, dont 3 kilos chez Bahuaud, 3 chez Bazureau, 2 chez Bouyer, 10 chez Rondineau et 4 chez Baconnais !

De même, avant d'accorder ses quotas de semences de pommes de terre, la Kommandantur de Saint-Brévin demanda de lui fournir la liste alphabétique des cultivateurs, les surfaces à ensemer et les réserves disponibles... L'état fourni par la mairie de Saint-Père-en-Retz le 14 janvier 1945 faisait apparaître que la moyenne des superficies s'établissait autour d'un demi hectare et que par exemple la veuve Mellerin de la Grutière souhaitait ensemer 0 ha 30 mais ne disposait d'aucune semence... Alors que François Huchet, à la Baraudière, disposait d'une tonne de semences. Heureux homme ! Le 2 février 1945, il fut décidé que Saint-Brévin recevrait donc 3 tonnes de semences de La Sicaudais et que « Saint-Père-en-Retz devrait s'employer à fond pour faire entrer ses impositions car il était dommage qu'une commune aussi riche ne puisse pas faire rentrer 8 tonnes de pommes de terre » !<sup>34</sup>

La convoitise des soldats allemands pour les *Kartoffels* était proverbiale mais au printemps 1945, la fringale des réfugiés et des citoyens du littoral leur imposa une concurrence qui les inquiéta. Bouhard dont le camion venait de se faire arraisonner et délester de deux tonnes de patates, s'énerma même de les voir prendre une mesure de restriction du ravitaillement des civils dans les fermes... « Nous ne pouvons admettre plus longtemps un tel état de choses... »

On reçut aussi une directive signée Emminger, interdisant « de donner du colza<sup>35</sup> et des navets aux animaux, ces produits étant réservés à l'alimentation humaine » - recommandation qui avec le recul historique prend toute sa charge dérisoire en même temps qu'elle révèle bien la grande misère alimentaire de l'heure. Le 30 avril 1945, on interdit aux cultivateurs « de couper le blé vert pour servir de fourrage », ce qui accrut leur inquiétude quant au devenir ultime de ce blé si on le laissait venir à maturité... à l'été 1945 !

Quant à l'ultime directive, elle manifestait une sorte d'autisme de l'administration militaire allemande, les maires étant chargés de procéder à un recensement du bétail et des volailles vivant à la date du 10 mai 1945 ! « Des vérifications pouvaient avoir lieu sans avis préalable. Tout bétail ou toute volaille non déclarés seraient confisqués. Les listes de recensement devaient être déposées à la Kommandantur locale avant le 12 mai 1945, dernier délai. » Ce document était signé du colonel Von Kohler « commandant de la forteresse »... qui ne disposait pourtant plus à cette date que de quelques heures pour compter les œufs dans le derrière des poules !

---

<sup>34</sup> À Saint-Père-en-Retz, la superficie semée en pommes de terre au printemps 1945 était de 95 ha... Mais les Allemands n'en verraient pas la couleur, sauf toutefois les prisonniers !

<sup>35</sup> On en cultivait 5 ha à Saint-Père-en-Retz au printemps 1945. Il ne s'agissait pas de le manger à l'état de fourrage mais d'en extraire de l'huile.

Outre les produits alimentaires de première nécessité, on devait gérer aussi la répartition du « superflu », comme les produits d'hygiène, les allumettes, le sucre, le tabac... Le 10 février 1945, on tenait 52 paquets de 200 pastilles de saccharine à la disposition de Saint-Michel, 56 pour Saint-Brévin, 87 pour Saint-Père-en-Retz... au prix de 8,45 francs l'étui... On assurerait ensuite une livraison de bonbons puis de paquets de tabac Le 19 février on eut droit à 7 tonnes de sucre et le 21 mars à 10,4 tonnes en provenance de Montoir, prélevées sur les trains de secours du nord... On trouverait encore au fond de la hotte du père Noël 1 500 litres d'huile de colza, quelques allumettes et quelques savons à répartir aux enfants et aux hôpitaux.

~

Après les angoisses du manque, de la privation et de la surveillance constante des travaux et des jours, il faut évoquer aussi les bons moments... Comme le mariage de la Riollais au printemps 1943... Après trois ans d'occupation et de restrictions, on imagine la gageure d'assurer l'accueil de trois cents personnes autour d'une table pour le plus grand mariage célébré pendant la guerre... Mais la période limitait les fantaisies et les caprices ! C'est Pauline Clavreux - maîtresse femme restée veuve à trente-sept ans - qui avait négocié le menu, prévu l'intendance et fourni les bancs, les tréteaux, la vaisselle... Tout ça amené la veille par des rouliers, avec bœufs et chevaux. Le vin et les serveurs étaient fournis par les familles mais on tua et découpa la vache sur place. La veille déjà, cent cinquante personnes à nourrir. Une ruche qui butinait entre les granges, les caves et les greniers, tendait les draps, tressait des guirlandes, calait le pied des tables, balayait l'aire de battage, dressait des mâts et des arcs de triomphe, remplissait les corbeilles de lilas, de muguet, d'arums et de glycine, mettait les barriques en perce et goûtait le vin. Sans parler des lutins s'écartant vers les prés et qu'il fallait tenir à l'œil... ou du seau à repêcher au fond du puits



**Triple mariage de la Riollais le 28 avril 1943**

Dans le sillage des six mariés, la noce s'avança sur la « route à nous », émoustillée par les trilles de l'accordéon d'André Prieur. Une floraison de voiles, de guipures, de gants et de pochettes blanches ; les gros nœuds en ailes de papillon sur la frange des petites filles, les garçonnetts déguisés en hommes ; les demoiselles d'honneur, bouquets à la main, cambrées sous la robe qui balayait la poussière du chemin sur six kilomètres... « Ils arrivent » ! La patronne battit le rappel et distribua ses consignes à son commando de bouchers, pâtissiers, cuisinières et serveuses. Mme Sauvaget et Angèle Mellerin aux fourneaux, Roger Prieur lâchant l'accordéon pour se lancer dans la découpe des poulets... Clac ! Clac ! Un poulet pour quatre et... la phalange d'André Denis qui n'aurait pas dû laisser son doigt si près de la feuille ! Restait à tartiner les gâteaux de Savoie de crème pâtissière tandis que se croisaient déjà les farandoles autour des paillers.

L'entrée, deux plats de viande, un dessert. Pour trois cents affamés ! La vache fut mangée dans la journée. Plus une goutte de crème anglaise au fond des lessiveuses. Les invités du soir arrivèrent au bal à 19 heures, avant le couvre-feu. Fringale des gars du bourg qui se disputèrent les dernières cuisses de poulet. On dansait encore à 6 heures du matin. *Scottish, One-step*, quadrilles et gigouillettes. Pendant que retentissaient « Embrasse-moi Joséphine » ou « Piquons, Marie-Madeleine », on entendit les batteries antiaériennes tonner du côté de Saint-Brévin. On bouscula un peu les couvre-feux mais le colonel Kaessberg se montra tolérant. Des soldats du Port laissèrent même le *Tobrouk* à la garde des grenouilles pour venir saluer les mariés, en voisins.

Les dernières trilles envolées sur les eaux du lac, la jeunesse repartit vers le bourg, bras dessus, bras dessous, se délestant d'une demi-douzaine de fêtards à chaque entrée de chemin - bientôt, pour quelques-uns, on repasserait au bout des mêmes chemins pour accueillir leur cercueil dans le cortège... Le lendemain, encore cent cinquante ; on mangea les restes. Le surlendemain, on démontra et nettoya puis on accompagna Marcelle - l'une des mariés - avec son mari Donatien vers son village du Maine-et-Loire. Joyeuse troupe à l'arrière du gazogène qu'on poussait dans les côtes. Le lendemain, ça s'effiloçait, mais pour certains, ça aurait bien duré la semaine... S'il n'y avait eu l'avion, le grand cercueil volant américain s'écrasant aux Morandières, le 1<sup>er</sup> mai 1943.

## Escarmouches, expulsions, évacuations

Le 17 septembre 1944, une dizaine de jours après l'installation du 1<sup>er</sup> GMR et du capitaine Besnier à Arthon, les paroissiens sortant de la grand-messe à Chauvé eurent la surprise de voir débouler un trio de Jeeps. Tour d'honneur pour saluer la foule et recueillir quelques renseignements... L'après-midi, on les voyait foncer sur la route du Poteau, direction Saint-Père... Les bérets rouges du capitaine Simon alias *Barberousse* avaient envie d'en découdre. Régnait encore dans leurs rangs l'esprit d'offensive qui venait de submerger la Bretagne<sup>36</sup>. L'ennemi était mal en point, désorienté ; pas question de lui laisser le temps de s'installer ni de s'organiser ! Guerre à outrance, comme en Bretagne trois mois plus tôt !

Première reconnaissance au Loup Pendu. Méfiance aux abords du carrefour du Poteau. Où étaient donc cachées les sentinelles ? On avança au pas sur la route de Saint-Père. À droite, les premières maisons de l'Ennerie. D'après les renseignements recueillis à Chauvé, c'est là que se trouvait la pointe avancée du dispositif Allemand. Bizarre ! Aucun poste de surveillance, aucune patrouille de protection. Si pourtant... Dans le grand pin, une vigie assoupie qui venait de comprendre le sort qui l'attendait. On la mitrilla à tout va à travers son perchoir et on fonça, en espérant que les servants du canon à l'entrée du village n'auraient pas le temps de se ressaisir. Le canon était bien là, braqué sur eux, mais personne pour le servir.

Pendant que les villageois étaient aux vêpres, en cette belle après-midi ensoleillée, la petite garnison allemande prenait du bon temps. Il était 15 heures ; on cassait la croûte, on faisait sa toilette et sa lessive dominicale, déchaussés, torse nu, sans casque ni fusil. C'est alors qu'était tombée la foudre : le mitraillage de la vigie et, dans la minute, trois Jeeps crachant le feu sur la grange où ils étaient installés. Juste le temps de s'éparpiller entre les meules de paille et les hangars en abandonnant les armes. Après un demi-tour à la Hurline, à nouveau ces diables de bérets rouges ! Les balles incendiaires allumaient le mulon et le pailler de la mère Bézier. Qui oserait affronter les flammes et les balles pour sauver les chiens attachés au pied du pailler ? La loge à matériel, bardée de genets et couverte de paille s'embrasait à son tour. Tout partirait en fumée, y compris le vélo neuf de François Bézier qu'il avait réussi à sauver des Russes.

La rumeur était descendue jusqu'au bourg : « Les FFI ont attaqué ! Il y a du grabuge à l'Ennerie, la ferme est en flammes... Une femme est blessée à la Haute Massérie... » Hélène Coindet revenait des vêpres, bras dessus bras dessous avec sa sœur Marcelle, la copine Germaine Deniaud et son bon ami François Bézier. Le petit groupe fut rattrapé par les pompiers fonçant vers le sinistre. On croisa une charrette avec un blessé allemand ballotté comme un sac de patates, descendant vers le lazaret allemand de la Rouaudière. L'incendie battait son plein. Germaine empoigna une paire de bottes et la balança dans le brasier. Les Allemands en train de sauver ce qu'ils pouvaient surprirent son geste et la mirent en joue. Mais ce n'était pas l'heure des repréailles ; plutôt celle de reprendre bonne figure, se rhabiller, se rechausser quand on le pouvait, rassembler armes et munitions et se tenir prêt à riposter... Ou à fuir au cas où les Jeeps de l'Apocalypse viendraient achever la besogne. Quant aux Géorgiens qui faisaient la sieste au lieu de garder le canon, on les désarma aussitôt.

---

<sup>36</sup> Certains de ces hommes étaient des survivants des commandos parachutés sur St. Marcel au moment du débarquement. *Barberousse* appartenait à une mission *Jedburgh* parachutée en Vendée à la mi-septembre 1944.

Deux jours plus tard, les FFI étaient là. Non plus les paras de *Barberousse* mais les hommes de Besnier. Il était 17 heures lorsqu'au carrefour du Poteau, ils braquèrent leurs trois pièces à feu motorisées sur la ferme Bézier et commencèrent à expédier des obus. À proximité du sapin désormais rendu aux pigeons, deux arracheurs de patates, Jules et Raymond Coindet faisaient de grands gestes, interpellant les artilleurs. « Halte au feu ! » Inutile d'achever la destruction de la ferme, les oiseaux de malheur s'étaient envolés et avaient trouvé un nouveau refuge au Taillis de l'Enfer. Les engins avancèrent jusqu'à la Hurline, balançant quelques obus au jugé sur le taillis avant de décamper.

Comme on le voit au cours de chacune de ces actions, si les FFI, par leurs propres reconnaissances où les renseignements fournis par la population, savaient détecter une présence ennemie, ils ne connaissaient apparemment ni les positions précises ni les défenses éventuelles, ni l'importance des forces adverses en hommes et en puissance de feu. Beaucoup de témérité mais au service de quels objectifs ? Il semble bien que les consignes d'engagement et de poursuite étaient à la libre appréciation du chef de patrouille. On tapait un peu au hasard, en causant très peu de pertes à l'ennemi et en faisant courir des risques énormes à la population. Il aurait fallu une meilleure unité de commandement, une coordination entre les groupes et un équipement plus sérieux pour espérer entamer vraiment la cuirasse allemande.

On vit d'ailleurs dans les heures suivant ces attaques, tous les villages situés de part et d'autre de la route Saint-Père-en-Retz - La Sicaudais et autour du carrefour du Poteau, soumis à un tir de barrage allemand aussi absurde militairement que dangereux et angoissant pour les villageois. Huit salves furent tirées par les batteries de marine des Rochelets. Un témoin compta cent vingt obus fusants et éclatants dont les impacts soulevaient un rideau de poussière et de fumée obscurcissant le ciel et jetant l'angoisse dans les villages<sup>37</sup>. Chacun se figeait sur place, attendant l'accalmie. Le long du ballast de chemin de fer, deux personnes se serraient de part et d'autre d'un poteau que l'obus coupa net et qui s'effondra, entraînant les fils... Indemnes !

~

Embuscades, coups de griffe, escarmouches. Aucun des deux partis n'était en mesure de prendre le dessus. Une centaine d'Allemands capturés au fil des semaines mais pas question d'entamer sérieusement leur dispositif. On se disputait les carrefours importants, les observatoires, les clochers et les moulins. Des points chauds clignotaient régulièrement sur les cartes d'état-major : le carrefour du Poteau, le Taillis de l'Enfer à Saint-Père, le bourg et le clocher de Chauvé, le canal de Haute-Perche, le littoral entre la Rogère, la Fontaine aux Bretons et Pornic ; bientôt La Sicaudais. Dès qu'une position était bousculée ou prise, ou qu'on y avait perdu un homme, le lendemain on venait la reprendre ou exercer des représailles.

C'est ainsi qu'au lendemain d'un aux Vieux-Moulins, dans le marais de Haute-Perche, les lieutenants William et Rivière et l'adjudant-chef Gourlaouen, à la tête de trois groupes, quittèrent leur base de Cheméré, traversèrent Chauvé, se dirigèrent vers Saint-Père-en-Retz et gagnèrent le village du Châtelier par les arrières. Il était prévu d'y attirer les Allemands du Taillis de l'Enfer et de les tailler en pièces. Mais savait-on qu'il s'agissait de ces mêmes hommes qui s'étaient fait surprendre torse nu et en caleçon, quinze jours plus tôt à l'Ennerie ? La leçon avait porté, les défenses avaient été renforcées, on avait construit des abris et même des tranchées pour les chevaux ; on attendait les FFI de pied ferme et les sentinelles étaient en alerte. Échange de tirs, grenadage puis silence total. La nuit tombait. Gourlaouen tenta d'établir une liaison avec les deux lieutenants... qui semblaient avoir décroché.

---

<sup>37</sup> Étaient concernés les villages de la Camillière, l'Ennerie, la Hardière et jusqu'à la Haute Masserie et la Croterie où Claire Durand fut blessée d'un éclat à la tête.

Au petit jour, les deux éclaireurs furent éventés par une patrouille et se replièrent en dévoilant les positions de l'ensemble du groupe. Les Allemands se lancèrent à leur poursuite, fauchant un sergent d'une rafale de mitraillette mais ralentis par les grenades des maquisards, ne parvinrent pas à leur interdire la retraite. Le blessé fut capturé ; les autres resteraient cachés toute la journée dans les haies et ne regagneraient Cheméré qu'à la nuit - heureusement, les Allemands n'avaient pas de chiens. Sur le plan militaire, un fiasco complet et une fois de plus, les fermiers allaient payer la note.

~

Les autorités civiles mises à rude épreuve furent sommées de faire pression sur le maquis pour qu'il abandonnât ses incursions. Le 11 novembre 1944, la sous-préfecture de Saint-Nazaire envoya une note à tous ses maires pour les informer que « des terroristes français avaient attaqué les soldats allemands »... et que « si des incidents pareils se renouvelaient, la *Wehrmacht* serait obligée d'exercer les représailles les plus sévères » ! Afin de maintenir de « bonnes relations entre les soldats allemands et la population civile », il était donc « absolument indispensable que les autorités françaises s'emploient avec toute autorité à éviter le retour de semblables incidents. » Signé *General Major*, contresigné Muller. Contresigné le sous-préfet de Loire-Inférieure !



**Soldats allemands sur un chantier d'abattage de bois  
au taillis de l'Enfer pendant la Poche**

Il était désormais clair que les populations civiles du *no man's land* devenaient un enjeu des combats et risquaient d'être régulièrement prises en otages. Depuis l'arrivée des Allemands dans le Taillis de l'Enfer, les habitants du Châtelier ne vivaient plus. Leur ferme, leurs champs, leurs vignes et leurs troupeaux étaient sur la « frontière » et, eux étaient coupés du monde. Une poche dans la Poche. Impossible de traverser la route pour se rendre à Saint-Père-en-Retz sans un laisser-passer du maire visé par la Kommandantur. Au moindre soupçon, on était conduit au Moulin la Rose<sup>38</sup>, interrogé et menacé de transfert au camp de Montoir. Par la Haute-Massérie, on pouvait gagner Chauvé mais, là encore, il fallait montrer patte blanche pour franchir les barrages FFI. Et ceux-ci se méfiaient de ces villageois : ne vivaient-ils pas chaque jour au contact de l'ennemi ? La Poche dans son ensemble serait elle-même victime de ce syndrome : les otages n'étaient-ils pas de mèche avec les preneurs d'otages ? Vieille histoire !

De jour comme de nuit, se croisaient les patrouilles des deux camps ; au matin, en emmenant le troupeau ou en se rendant aux champs, on découvrait des traces que l'on ne pouvait se retenir d'identifier mais que pourtant il fallait oublier ! Et quand on tombait sur la patrouille, à la question « Qu'as-tu vu ? Qu'as-tu entendu ? Que sais-tu ? »... Que répondre ? Le premier qui parlait attirait la foudre sur lui, les siens et son village. Il fallait pourtant aller au champ, nourrir les troupeaux, ramasser les patates, commencer la vendange, aller au pain et au ravitaillement. Et le matin où on plantait la fourche dans le fourrage mis en réserve la veille dans un coin de l'étable, il fallait se retenir de crier et se réjouir de n'avoir pas embroché le FFI planqué dessous. Jour après jour, chacun sentait le péril grandir. Mais que faire ? Où aller ? La peur au ventre, la vie continuait.

~

Comme en ce lundi 2 octobre 1944 où la famille Deniaud avait décidé de vendanger sa vigne des Marlénies, ignorant que le même jour, les hommes du bataillon Dominique se préparaient à une autre vendange et avaient décidé de régler leur compte à leurs encombrants voisins, à deux jets de grenades, dans le Taillis de l'Enfer. À plusieurs reprises, les vendangeurs avaient été dérangés et interrogés par des Allemands nerveux. « Nix maquisards ! Pas vu, pas connaître ! ». Des soldats avaient passé l'après-midi à couper un grand chêne pour dégager la vue de leur guetteur. La dernière grappe coupée et foulée, le père Deniaud remonta au village chercher bœufs et tombereau pour transporter la vendange au pressoir. On porta les basses au bout des rangs et on attendit. Bizarre ! Il ne revenait pas. Germaine n'y tenant plus se dirigea vers le village à travers champs. Aussitôt, la mitraille jaillie du Taillis de l'Enfer souleva la terre devant elle. Elle rebroussa chemin mais d'autres balles lui coupaient la retraite. Son tablier brandi en signe de détresse fit taire momentanément les tirs Allemands. Repartie en direction du village, elle tomba sur les maquisards « Dominique » rampant à l'abri d'une haie... « Va ton chemin. Va. Tu n'as rien vu ! »

Ce soir-là, la vendange resta dans la vigne. Il ferait jour demain. « Occupons-nous des bêtes », avait dit le père Deniaud. À l'aube, la famille croyant le calme revenu se leva avec le coq pour vaquer à ses occupations habituelles : la traite, le soin aux bêtes. Le père Léon alla chercher ses bœufs aux champs ; il fallait rentrer la vendange. Il était huit heures lorsqu'une file interminable d'Allemands traversa le village en se faufilant le long des fossés, direction la Massérie. Au coin d'une grange, à travers une palissade de genets, un FFI observant la manœuvre détailla dans le dos de l'ennemi, aussitôt repéré par le serre-fil allemand qui jetait l'alarme. La colonne se déployait en tirailleurs, commençait la battue, tirant sur tout ce qui bougeait. Et Léon perdu dans tout ça !

---

<sup>38</sup> Poste allemand, en limite du bourg de Saint-Père-en-Retz, sur la route de Chauvé-la Sicaudais.



Deux soldats étaient de retour au village, énervés et vociférant : « Une civière ! » Pour qui la civière ? Un blessé FFI que l'on ramena au milieu de la cour<sup>39</sup>. On battait le rappel aux portes des maisons, des écuries et des granges. Rassemblement autour du blessé... Sauf la famille Gouard, partie en vendange dès l'aube. À chacun la même question : « Vous connaissez le soldat FFI ? » Même au père Chenet et au père Mariot, venus en voisins emprunter des barriques. Pendant ce temps, Léon était parti chercher la vendange. Vite rattrapé bien sûr : « Nix vu soldat français », comme de juste ; et autant de fois que vous lui posiez la question. On le relâcha ; il regagna le village, en hâte. Ça tournait dans sa tête : « Des soldats français ? J'en ai vu deux ce matin dans l'étable. Et, plus tard, deux autres au pressoir. Ils voulaient attaquer les Allemands au taillis. Je leur ai pourtant dit qu'ils étaient nombreux... Et qu'ils avaient le téléphone ! » Et maintenant, qu'allait-il découvrir ? Des soldats partout, qui l'arrêtèrent à nouveau. Mêmes questions, mêmes réponses. On le mit en joue : « Vous, grand filou ! » Il en avait vu d'autres ; à ce jeu de cache-cache, ils ne l'auraient pas. Mais subitement on lui arracha sa gaule, par derrière ; il était perdu ! On l'emmena devant sa maison... Toute sa famille sur la place, le blessé sur son échelle... « Je ne le connais pas ».

On les poussa à descendre vers la route de Saint-Père. Sous le bras de maman Marcelline, la petite Marcelle qui n'avait que deux ans et demi ne parvenait pas à détacher son regard de ce blessé porté devant elle par deux Allemands. La grand-mère Gouard, retrouvée dans sa maison, fut jointe au groupe, sans ménagement, avec deux de ses petits-enfants. On les parqua sur l'aire du Moulin la Rose, face à l'œil noir d'une mitrailleuse, la bande de cartouches repliée sur le capot. Le père Mariot tenta de remonter le moral de tous ; le voisin François Pruneau, dont on avait réquisitionné le moulin et les bâtiments, s'approcha des prisonniers pour les reconforter ; il fut repoussé. Pendant ce temps, on voyait passer des Allemands sur les vélos volés au Châtelier, avec les grands pots de terre cuite sur le porte-bagage. Pas fous, ils commençaient par le beurre ! Le maire avait été prévenu ; c'est son adjoint Rouxel qui s'avança entre deux sentinelles. Impuissant à les faire libérer mais sa visite était-elle au moins un gage de sauvegarde ; on savait qu'ils étaient là.

À midi, on attendait encore. L'angoisse montait, les enfants pleuraient et demandaient à manger. On escorta Marcelline, Germaine et la grand-mère Gouard jusqu'au village pour récupérer quelques provisions. Un spectacle de désolation attendait les trois femmes : les bancs à laver souillés de sang, les têtes de poulets sur le sol, des mares de vin dans l'entrée des caves, les portes forcées, les maisons fouillées... Sauf cette armoire : « Rien là-dedans ! » avait dit Marcelline. Elle sortit la clé et glissa dans un panier le pain blanc, le lard et le lait épargné qu'elle rapportait au moulin. Dans l'après-midi, des chefs arrivèrent. Un officier montra à la ronde une poignée de cartouches oubliées par les FFI dans une grange... Il fallait déguerpir. Cette ferme était une menace pour le poste du Taillis de l'Enfer ! On leur laissait le choix du refuge : à l'intérieur ou à l'extérieur de la Poche ? La sauvegarde des enfants, le goût du pain blanc, la lassitude... On choisit l'extérieur.

- Vous partir. Deux heures pour déménager. Tout ce qui se mange est pour nous. Vous pouvez prendre trois vaches pour petits babis...

- Et les bœufs pour la charrette ? Pour emmener le ménage ?

- Les bœufs aussi.

- Et la jument à frère prisonnier<sup>40</sup> ? Demanda courageusement la mère Deniaud.

- Emmenez jument.

---

<sup>39</sup> Il s'agissait du sergent Millet qui fut d'abord hospitalisé à la Baule, puis après échange de prisonniers transféré à l'hôpital Broussais où il fut amputé d'une jambe.

<sup>40</sup> Jean Deniaud, du village de la Bridelais, fut libéré par les Russes mais tué sous une bombe américaine dans une forêt près de Dantzig, le 25 mars 1945... Une semaine après la catastrophe du Boivre dont il était un des riverains.

Les bêtes rassemblées dans le pré de l'Enfer avaient été rendues folles par les tirs et le remue-ménage ; difficile d'en trier trois - les autres seraient emmenées par les Allemands à la Rouaudière où, au fil des semaines, elles seraient abattues au fusil de guerre ; pendues à des crocs de boucher aux branches des sapins, on en découperait les pièces au fur et à mesure des besoins jusqu'à ce que la viande devienne verte et pourrisse. On attela les charrettes derrière les bœufs. Deux heures pour choisir et charger l'indispensable : lits, meubles, vaisselle. Un grand drap par terre ; linge et vêtements jetés au milieu, on rassemblait les quatre coins. Comment faire tenir une ferme et la vie d'une famille paysanne dans deux charrettes ? La pendule comtoise fut abandonnée et ferait le bonheur d'un pillard. Humiliés et rageurs, on attacha les trois vaches par derrière et on quitta en pleurant les abords de ce taillis trop bien nommé, devant des soldats impavides. Il était déjà tard. Pas le temps d'aller plus loin que la Masserie où les Dolu et les Lechat partagèrent leur toit ; une famille ici, l'autre là. Jusqu'au lendemain où on se remettait en route car les Allemands ne voulaient plus voir aucun habitant du Châtelier dans le secteur. Pas de place à la Prauderie. On remontait vers La Sicaudais. Au Loup Pendu, on tombait sur le cousin Jean Labarre qui les entraînait à Bellevue... « Vous pouvez rester, on s'arrangera ! » Le soutien des familles d'accueil allait éclairer ce sombre hiver 44.

~

Retour à l'Ennerie le 30 novembre 1944... Le maire Moriceau venait de prévenir : « Faut évacuer ! C'est pour demain ! » On s'y attendait mais c'était pourtant un coup de massue. Qu'on nous laisse le temps de nous retourner ? *Nein* ! Aucun délai ! Le lendemain, le père Coindet venait d'atteler ses bœufs devant la charrette chargée de barriques de vin qu'il s'appêtait à cacher sous des fagots d'épines dans un champ. Mais les soldats étaient là qui lui volèrent son aiguillon. Il se précipita à la maison et prévint femme et filles : « V'là les Boches ! » Déjà, les soldats frappaient à la porte... Et enfermaient tout le monde dans une chambre où vinrent les rejoindre bientôt les habitants du village ramassés un par un<sup>41</sup>. Des villageois de la Camillière évacués la veille vers le Bois Hamon et revenus récupérer des meubles furent capturés et joints au groupe de prisonniers de l'Ennerie. Mme Philippeau, du village des Biais, tentait de franchir les lignes vers Chauvé avec son bébé au milieu du fournement, mais l'équipage fut contraint à faire demi-tour. La jeune femme refusant de descendre, on attacha le cheval à la rampe d'escalier et on laissa mère et enfant toute la journée dans la charrette. Le chargement de barriques de Joseph Coindet fut arraisonné mais tout partit au fossé. La mère Bézier revenant de Chauvé avec son vélo et quatre pains de six livres à partager avec tout le village se battit comme une lionne et parvint à sauver ses pains que la trentaine de prisonniers allaient grignoter toute la journée avec un panier de pommes. Pendant qu'ils étaient enfermés, la troupe pilla toute la journée et roula vers Saint-Père-en-Retz patates, blé, vin et pommes. Les vaches furent saisies - sauf une, pour le lait des enfants - et même la Garelle et son veau<sup>42</sup>. Ils prirent le foin mais ne parvinrent pas à emmener toutes les betteraves et ne touchèrent pas au silo entreposé dans le pressoir... qui recouvrait une dernière barrique de vin.

À 17 heures 30, les séquestrés de l'Ennerie virent enfin la porte s'ouvrir mais pour s'entendre dire : « *Nach Chauvé, schnell* ! » Ils jetèrent leurs hardes, leurs papiers et un peu de vaisselle dans des draps et des couvertures roulés en baluchon, qu'ils entassèrent entre deux armoires placées à l'avant et à l'arrière d'une charrette. Le père Coindet prit le risque de déterrer sa pétoire rouillée et de passer devant les Allemands avec l'arme cachée sous un sac... ! Il fallait d'abord récupérer l'attelage... En deux coups d'aiguillon Hélène Coindet remit l'attelage sur

---

<sup>41</sup> La mère Gautier et son fils handicapé, Joseph et Jules Coindet et leur mère, Georges Coindet de la Hardière...

<sup>42</sup> À la Libération, on retrouva la Garelle dans le marais de Mindin, un des garde-manger de la Kommandantur de Saint-Brévin où elle était devenue célèbre car elle allait boire dans la mer, ainsi que le petit veau devenu taurillon et qu'un voisin tenta de s'accaparer. Au retour à la ferme, la Garelle se dirigea droit vers son amarre dans l'étable.

ses roues. On lui laissa son équipement pour charger son fatras. Elle était mignonne et sûre d'elle ; un des jeunes soldats ne la lâchait pas des yeux et quand il découvrit les poules cachées depuis le matin derrière une porte, il lui glissa à l'oreille : « Prenez les poules, mais cachez-les ». Elle ne se fit pas prier et en captura une demi-douzaine qu'elle jeta dans une basse à vendange.

Ce soir-là, la famille Coindet avait fait étape à la Petite-Massérie, chez le père Besseau qui avait ouvert sa porte, fait la soupe et proposé des lits. Le lendemain, ils s'arrêtèrent dans une maison de maître où ils n'étaient pas les bienvenus... Au bout de la route, après huit jours d'errance, ils arrivèrent chez Joseph Héraud, le cousin de Sainte-Pazanne qui les hébergea quelques jours puis leur trouverait une petite maison abandonnée où ils allaient rester six mois.

Ils n'étaient pas inscrits sur les registres de la commune et n'avaient pas droit à la carte d'alimentation ni aux tickets de rationnement. Ils avaient faim et ne refusaient pas l'aumône d'un navet pour la soupe. Marcelle, la sœur, parvint à se faire embaucher à la boulangerie-coopérative et ramenait du pain. Raphaël Boué, le laitier, leur donnait de temps en temps un fromage. Le père aidait le voisin à la cueillette des choux raves. On attelait vache et cheval en ligne pour débarder fagots, bûches et choux dans des chemins de marais et de gadoue où on s'enlisait. Hélène, fille des champs, capable de guider un charroi ou de mener droit un labour, savait manier l'aiguillon comme un homme mais n'était pas forte sur l'aiguille ; pourtant, elle dut se résoudre à faire du rapetassage dans les villages. De temps en temps, la maison était bonne et, au moins on lui remplissait son assiette. Ce jour-là, c'était de la poule... Les pattes, la crête, tout y était passé ! Pour gagner son pain, elle était prête à tout, même à passer une après-midi entière à effacer au vinaigre les crottes de mouches sur les armoires d'un château. « Pourquoi vous êtes venus ? Pourquoi vous êtes pas restés chez vous ? » interrogeaient les malveillants.



Hélène Coindet le 11 octobre 1942

Ils devraient attendre la mi-avril pour recevoir une petite allocation aux évacués. Au début, Hélène revenait à la ferme pour récupérer ce qui pouvait l'être encore et rendre visite à la grand-mère restée à Saint-Père. Chat et chien lui sautaient au cou mais le chien refusait de quitter les lieux et de la suivre. Les Allemands poursuivaient le dépeçage du village. Des convois traversaient Saint-Père et s'engageaient sur la route de Saint-Brévin, chargés de tout ce que les bêtes ou les humains peuvent manger. Quand la mère revint à son tour, le chien lui fit fête, aboya... Avant d'être abattu à ses pieds d'un coup de fusil. Au début, quand on avait vu arriver Hélène, avec son vélo et son joli minois, certains soldats s'étaient trompés sur son compte et il avait fallu remettre les points sur les « i ». Elle croisait parfois d'autres filles venues du bourg, pour les Allemands d'abord puis pour les FFI ensuite, et sûrement pas pour le seul plaisir de la conversation !

En se cachant, elle écartait les betteraves entreposées dans le pressoir pour siphonner le vin dans la barrique et assistait, impuissante, au pillage du bois. Les Allemands récupéraient tout : les poteaux des hangars, la volige des toitures... Il ne resterait plus une allumette. Sauf chez les Coindet où ils avaient établi leurs bureaux, et chez les Bourreau où ils avaient installé cuisine et gamelles. De temps en temps, c'est sur les FFI que butait le vélo d'Hélène : « On ne passe pas ma petite demoiselle, va y avoir une attaque... Restez avec nous ». Quelques heures enrôlée dans les FFI ! Echanges de sourires et partage de la boîte de singe. Mais bas les pattes !

En mai 1945, après le départ des FFI qui avaient occupé le village et en avaient rajouté une couche, il faudrait des semaines pour déblayer et décrasser, décaper et blanchir les murs noircis par la fumée des feux allumés à même le sol. Il faudrait aller pleurer à Nantes, au bureau des dommages de guerre, rue de Carcouet ; faire le pied de grue dans le couloir, puis attendre que M. Chauvet ait fini de bourrer sa pipe et, dans la fumée du gris, refaire encore la liste du matériel volé. Au bout du compte, on se payerait une chambre à coucher toute neuve ! Chez les voisins, ce fut pire encore. La déclaration des « dommages divers suite à occupation allemande et expulsion violente » permet de faire quasiment l'inventaire exhaustif des biens personnels et agricoles d'une famille de cultivateurs des années 40 :

« ... 6 armoires, 3 tables, 8 chaises, 3 lits garnis et 3 bois de lits, 1 sommier, 1 table de nuit, 1 buffet avec étagères, 2 garde-manger, 1 pendule comtoise, 1 machine à coudre, 1 cuisinière, 1 batterie de cuisine, verres, vaisselle et couverts, 1 moulin à café, 1 moulin à poivre, 1 chaudron en cuivre.

39 000 francs, 3 montres en argent, 1 alliance en or, 1 collier et 1 chaîne de montre en or.

Tout le linge de ménage, tous les effets personnels, souliers, sabots, 30 draps, 1 kilo de laine en pelotes.

18 barriques, 2 demi barriques, 200 bouteilles, 1 bouche-bouteilles en cuivre, 1 double décalitre, 2 bancs d'établi.

3 bicyclettes (homme, femme, enfant), 20 balles et paniers, 30 sacs, 7 mètres de chaîne de puit, 1 chaîne à cheval, 1 barre de fer.

1 tombereau, 1 charrette, 2 charrues, 1 herse, 1 faucheuse, 1 râteau, 2 concasseurs, 1 pressoir, 1 coupe-racines, tous les outils à main, 1 écrémeuse, 1 moulin à beurre, 12 pots à lait, 10 seaux, 2 cages à porcs, 6 échelles, 20 chaînes à vaches, mangeoires, râteliers, bas-flancs, tôles ondulées, planches, voliges, 1 100 fagots de gros bois de chêne, 1 700 fagots d'épines.

5 tranchées de 1,20 m x 0,80m x 1,50m, 2 trous de bombes... »

On comprend bien à la lecture de cet inventaire que très peu de ces biens furent détruits par les combats eux-mêmes. À qui attribuer le pillage ? Aux Allemands, pour partie, mais aussi sans doute, à des maquisards français et à d'autres fermiers indéliçats. On imagine d'ailleurs le malaise - durable parfois jusqu'à ce jour - lorsqu'on identifiait le bien « emprunté » ou « retrouvé dans un champ »... et son nouveau propriétaire. Beaucoup, sans attendre l'heure fatidique, avaient entamé un déménagement partiel de leurs biens. Dans un local de la Feuillardais, on avait entreposé des meubles, de la vaisselle, du linge et des barriques de vin. Et on avait fermé à clef, soigneusement... Tout serait volé.

~

Outre les biens, certaines familles envoyaient même en précurseurs des enfants ou des personnes fragiles de l'autre côté des lignes, chez des cousins ou des amis. Clotilde, Joseph et Monique Brosseau - 18, 14 et 12 ans - quittèrent le village des Biais avec six vaches pour se

réfugier à la Haute-Chanterie, mais l'assaut allemand sur Chauvé les surprit en chemin. Ils furent poussés vers Saint-Philbert-de-Grandlieu. Courtes heures de décembre, les bêtes à maintenir sur la route, la faim, l'affolement. Perdus... Et recueillis par une famille de fermiers de la Piquessaudière qui offrit la soupe au coin du feu pour les trois égarés, et du foin pour les bêtes. Quelques jours plus tard, le message porté aux Biais par un voyageur rassurerait les parents : « Partis avec les 6 vaches vers Saint-Philbert-de-Grandlieu. Tout va bien. »

~

La plupart des évacués choisirent l'exil hors de la Poche mais certaines familles ou certains villages optèrent pour l'exil intérieur<sup>43</sup>. Ils continueraient de souffrir des privations et des risques militaires mais, en contrepartie, ils étaient autorisés à déménager l'essentiel. C'est ainsi qu'à la Camillière, on vit la famille Leroux partir vers La Sicaudais<sup>44</sup> ; le foin abandonné sur place fut saisi aussitôt pour l'alimentation des chevaux et des bovins « allemands » parqués en réserve d'abattage - pour faire bonne mesure, les voleurs de foin avaient aussi accroché le vélo aux échallons de la charrette ; mal leur en prit quand ils croisèrent un Gabriel Mabileau qui décrocha en douce le précieux biclou et les doubla en sifflotant ! Mais au village voisin de Malnoue, Joseph Avril avait décidé de rester en zone occupée et trouvé un hébergement chez la mère Chauvet à la Pilorgère où on le laissa transférer son foin et treize tombereaux de betteraves. Intérêt réciproque des deux familles : les deux fils de cette veuve de guerre de 14-18 étant prisonniers, l'arrivée des Avril permit de maintenir la ferme à flot. Dans quelques semaines, le calme revenu, les Allemands autoriseraient des retours.

---

<sup>43</sup> Les habitants de L'Ennerie, la Camillière, la Hardière et les Biais quittèrent majoritairement hors de la Poche alors que la plupart de ceux de la Gare, la Garnière, la Maison Neuve, la Pitardière, le Pont Bonneau et Malnoue choisirent d'y demeurer, accueillis dans d'autres villages.

<sup>44</sup> Elle fut accueillie par un frère au Bois-Hamon... où à Noël, elle fut rattrapée par la guerre.



## Les drames de guerre

Evoquons d'abord celui où des bombes françaises allaient endeuiller le quartier de Sainte-Opportune lors d'une mission de représailles après l'offensive allemande du 21 décembre 1944 sur tout le front sud de la Poche ! L'après-midi du 26 décembre allait connaître en effet trois vagues de bombardements successifs effectués par six avions en provenance de Bordeaux Mérignac et appartenant au Groupe de bombardement français GB I/34 Béarn pilotés par des aviateurs français<sup>45</sup>. Ils semblaient disposer de renseignements très précis : présence d'officiers et d'un cantonnement au château de la Rousselière, à Frossay ; présence d'un état-major de campagne dans la gare du Pas Boschet, à La Sicaudais ; et rassemblement d'officiers - dont un colonel d'infanterie de marine - au château du Prieuré, à Saint-Père-en-Retz<sup>46</sup>.

Un seul projectile venait labourer le jardin de la Rousselière, sans dommage pour l'occupant mais, dans les minutes suivantes, cinq bombes s'abattaient sur la gare et la buvette du Pas Boschet dont la nouvelle vocation sanitaire était pourtant signalée par une croix rouge sur le toit. Puis l'escadrille virait sur l'aile au-dessus de la gare de la Feuillardais - dont les toitures avaient été tendues de grands draps blancs par les FFI pour éviter les confusions - avant de mettre cap à l'ouest pour venir vider ses soutes sur le château du Prieuré.

~

En ce début d'après-midi du mardi 26 décembre, tout le monde s'affairait dans la petite bourgade pérézienne. À Sainte Opportune, Marie-Louise faisait sa lessive, Pascaline venait de terminer le colis pour son mari prisonnier<sup>47</sup>. Manquait le beurre... Sortir le vélo, la pompe - elle avait encore des chambres à air - et prendre la route de Saint-Michel pour le ravitaillement. Le père Sculo<sup>48</sup> était venu au château avec sa femme et ses deux fils pour remettre de l'ordre, débarrasser les tables des bouteilles vides abandonnées par ces messieurs la nuit dernière. Pas content le père Sculo, car la porte de sa propre cave avait été forcée. Il décida de déménager ses bouteilles pour les mettre à l'abri, et plutôt que de laisser les enfants se chamailler autour des rares joujoux de Noël, il les associa à la corvée<sup>49</sup>. Du haut de ses 12 ans, Jean dirigeait la manœuvre. Au début, chacun y mettait de l'ardeur et faisait attention à ne pas laisser tomber les bouteilles, mais la petite Jeanine commençait à fatiguer... Dans son sabot de Noël, elle avait eu un jeu de patience, plus intéressant que de porter des bouteilles trop froides et trop lourdes dans l'escalier de la cave. « Allez jouer au chaud », consentit maman Sculo. Dans la cour, Marie-Louise s'échinait sur la planche à laver et Pascaline gonflait son vélo : « Je vais au beurre. Allez jouer dans la chambre à bois ».

Ciel clair, temps froid et sec au-dessus des eaux gelées du Pont Neuf et du Marais Gautier. Robert Merlet venait de remettre la main sur le manche du serpeau en soufflant dans

---

<sup>45</sup> 3 avions GM-167 (Glen Martin) et 3 avions DB-7 (Douglas A-20 Havoc appelé DB-7 – Archive René Brideau).

<sup>46</sup> Le bilan dramatique de ces bombardements entraîna une intervention du sous-préfet Tony Benedetti auprès du lieutenant-colonel Mac Guire, basé au château de Blain et chargé de superviser au sein de la 94<sup>e</sup> DI les reconnaissances aériennes et de définir les cibles.

<sup>47</sup> Il s'agissait de Marie-Louise Bichon et de Pascaline Boscher.

<sup>48</sup> Il tenait l'épicerie « Aux planteurs du Caïffa », rue du Four de Sion et faisait des travaux d'entretien et de jardinage au château du Prieuré.

<sup>49</sup> Les siens : Jean, Pierre et Marie ainsi que Jeanine et Lucette, les deux fillettes de sa voisine Pascaline Boscher.

ses doigts pendant que son oncle mettait en javelle les fagots du matin. Après ce Noël sans bûche dans la cheminée, les jours allaient commencer à rallonger, mais combien de semaines ou de mois encore faudrait-il se contenter des bougies de suif ou de graisse de bœuf coulées dans les corps de pompes, des lampes à carbure ou à huile de vidange, ou des flammes tremblotantes des petites lames de plexiglas troquées par les Nazairiens<sup>50</sup> ? Pour résister à la morsure du froid, beaucoup se contentaient de ramasser le bois mort et les pommes de pin. La nuit, on accumulait sur les lits, édredons et couvertures ; le jour, on gardait le manteau et on se regroupait dans la seule pièce chauffée, quand il y en avait une. Les Allemands aussi avaient froid. Ils écumaient les campagnes pour réquisitionner le bois de chauffage et n'hésitaient plus à brûler parquet et rampes d'escalier, échelles, timons et haussières de charrettes, piquets et barrières de clôture.

C'était le début de l'après-midi, un soleil pâle rosissait les marais autour de la Rouaudière. Derrière la barrière de peupliers du Marais Gautier, on devinait les toits givrés du bourg d'où s'élevaient des fumées montant droit vers le ciel. Après le boucan des dernières semaines, enfin une accalmie. Heures sereines de l'hiver, air léger portant loin la polyphonie secrète des campagnes dont les deux hommes savaient déchiffrer chaque note : cri des bêtes, appels des hommes, jeux des enfants, sabots des chevaux, détente sourde et retardée des masses, des marteaux et des haches... Ils auraient pu dire par qui le coup était porté. Ajouter le sifflement des serpeaux dans l'épine noire. Sourdes explosions du côté de La Sicaudais... Ils remettaient ça ! Et un bruit de moteur incongru enflant à l'horizon.

Une série d'explosions venait de déchirer l'air, projetant fétus, ferrailles et gravats jusque sur les eaux glacées du marais du Pont Neuf. S'échappant du nuage qui envahissait la petite ville, les avions viraient sur l'aile et remettaient cap à l'est. « C'est au Prieuré. Y'a sûrement des morts », cria Robert Merlet. La charrette, le cheval, pelle et pioche, au cas où ? Et Hue ! En descendant la côte du Pont Neuf, Robert et son oncle croisèrent une traction bariolée, couleur camouflage ; à côté du chauffeur, un officier sans casquette, la tête entourée de pansements.

De part et d'autre de la rue de Pornic, les trottoirs étaient jonchés de verre brisé et de tuiles arrachées. Devant la quincaillerie de la mère Patillon, Michel Mainguy et ses deux oncles, Léon Mainguy et Eugène Patillon remettaient de l'ordre dans le fatras et clouaient déjà des planches pour reboucher la vitrine - les deux poilus de 14 ne s'étaient pas laissés surprendre et dès qu'ils avaient entendu les avions, avaient lâché la basse de pinard qu'ils étaient en train de soutirer : « C'est pour nous », avait dit Léon en se jetant derrière la murette de la cour tandis qu'un bloc de souche arraché à un sapin du parc venait balayer la façade et défoncer le portail. Les curieux et la défense passive se précipitaient ; les plus avertis avec des brancards et des couvertures. Mais beaucoup de bras inutiles et de curieux. « Y'a assez de monde comme ça ; faut pas aller les embêter » avaient dit les deux oncles avant de se réfugier dans l'abri couvert de poutrelles au fond du jardin.

Charle Beau et Paul Clavreux avaient retenu la leçon de la défense passive : « Pour prévenir le danger d'éclatement des poumons en cas de bombe soufflante, glisser un bâton dans la bouche » ! Ils coururent donc vers le château, dents serrées sur un bâton. Le long des dépendances du château, un bras avec une petite main d'enfant dépassait des gravats. Les avions revenaient. Tout le monde se débinait... Sauf cet Allemand assis le long d'un mur, l'air mal en

---

<sup>50</sup> Le préfet Vincent tenta de négocier la remise en marche de la centrale de Pontchâteau qui aurait pu injecter du vingt-mille volts dans la Poche - une commission mixte aurait garanti l'usage civil exclusif de cette énergie. Demande envoyée à de Larminat qui transmit à l'état-major. Début mars, réponse négative du général Juin : « Les Allemands utiliseraient ce courant à des fins militaires », ajoutant, pour consoler les populations frigorifiées : « Les jours vont allonger et le beau temps va revenir ! »



point, à qui Paul tapait sur l'épaule : « Mais sauve-toi donc ! » L'homme, un grand rouquin qu'il avait déjà vu défiler rue du Temple à la tête de sa colonne, glissa à terre, raide mort.

Quand Robert et Francis Merlet sautèrent de la charrette, le décompte macabre avait déjà été fait. À part les victimes allemandes<sup>51</sup>, on avait relevé le petit Jean Sculo dans l'escalier de la cave, décapité. La mère s'était précipitée vers le corps de son fils mort la veille de ses 12 ans. Un officier allemand cherchant à lui barrer le chemin avait encaissé une gifle magistrale. La défense passive tentait de ramener le calme et s'efforçait de ne pas oublier de victimes sous les décombres. À côté de l'enfant, il y avait un soldat allemand, les tripes à l'air, mais on n'y toucha pas. Les premiers témoins parlaient à voix basse, pour apprivoiser le désastre.

- Ach ! Madame ! Grand malheur, la guerre ! se lamenta un soldat, à l'arrivée de Mme Rabier, le médecin.

- Toi, fous-moi la paix ! Si t'étais pas là, ça serait pas arrivé.



**Jean Sculo tué la veille de ses 12 ans et  
Son frère Pierre, 8 ans**

Pierre, le petit frère de Jean, alors âgé de 8 ans, a témoigné en 2019 avoir été sorti des décombres par un soldat allemand qui l'avait porté sur ses épaules et déposé contre un mur le long d'une rue adjacente en lui disant : « Rentres chez toi et rases bien les murs. » Ce qu'il fit, croisant Mme Grollier, puis Mme Blairiau avant d'être hébergé pendant trois jours par Mme Avril. Au Grand Logis, une bombe était tombée sur la loge des vaches : « Philomène ! » avait crié le père Colin. « Elle était là il y a cinq minutes, avec ses vaches ! » Il contourna le cratère et buta sur un corps effondré contre la margelle du puits... Le tonton missionnaire ! Soufflé

---

<sup>51</sup> Trois morts : Ernst Hübl, *Unteroffizier*, 29 ans ; Jacob Müller, *Gefreiter*, 32 ans ; Johannes Büge, *Gefreiter*, blessé grièvement et mort au Pavillon des Fleurs à Saint-Brevin.

d'un coup, à 83 ans. Alors que Philomène rappliquait des champs où elle avait mené le troupeau, on se pressait près de Louis Chauvet, le journalier qui n'en revenait pas d'avoir réchappé à la tornade. Il était au milieu de la cour se dirigeant vers le grand portail du hangar à fourrage pour remiser des betteraves à l'abri du gel. La roue de la brouette chantait dans l'ornière gelée. Derrière les toits, un bruit de moteur... Puis un souffle de géant crachant le portail de la grange, projetant dans les airs, toiture, bardage et poteaux. La ferraille barrant les deux portes de la grange pliée en deux en forçant la fenêtre de la maison, le pailler volatilisé. Plus de betteraves, plus de brouette... Et Louis au milieu des décombres, miraculé. Autour de la ferme, de grands arbres coupés nets. À la fourche d'un marronnier, le porte-lame de la moissonneuse-lieuse arrachée au fond de la grange.

La première frayeur passée, Marie-Louise se précipita hors de la buanderie et appela les petites... Toitures soufflées, portes et fenêtres arrachées, on verrait plus tard, mais où étaient les filles ? Le grenier qui abritait les réfugiés de Saint-Nazaire n'existait plus<sup>52</sup>. Le garde-manger et les saucisses pendues dans la cheminée étaient tombés dans les cendres du foyer ! Seuls les murs étaient encore debout, qui avaient protégé les enfants, même la petite Lucette, projetée contre le tas de bois et qui pleurait sur une grande éraflure à la cuisse. On prit les enfants dans les bras, on s'efforça de calmer les sanglots et on les emporta à l'abri, serrés dans des couvertures.

Rassurée sur le sort des petites, Marie-Louise s'inquiéta de son père qui tout à l'heure se dirigeait vers les écuries, une corde sur l'épaule. Plus d'écurie. Mais le bonhomme accourait des champs où il avait été mené le cheval - survivant de 14-18, il s'était couché dans le fossé dès qu'il avait vu briller dans le ciel la première bombe. La grand-mère Guillou était encore dans son lit, couverte de gravats ; elle perdait un peu la carte et ne cessait de répéter : « Y'a eu un grand coup de vent et tout est tombé dans ma dourne ! » Maurice Bertrand, le cantonnier, ressortait indemne du fossé qu'il était en train de curer le long du cimetière ; une bombe était tombée à moins de quinze mètres, mais le talus du cimetière Sainte-Opportune truffé d'antiques sarcophages l'avait protégé. Chez la grand-mère Morantin, indemne et terrorisée, la pendule s'était arrêtée net : 14 heures 15. Joseph Morantin remontait de sa cave, tout éberlué... avec un allemand venu réquisitionner du vin que l'instinct de conservation lui avait poussé dans les bras pendant que le ciel leur tombait sur la tête. Mais où était sa femme ? La fenêtre derrière laquelle elle s'activait sur sa machine à coudre à longueur de jour, avait été transpercée par la grande crémone de ferraille de la grange. Plus de machine et pas de Clémence... Qui remontait du bourg en courant.

Dans le cœur du petit bourg épargné, on balayait déjà les vitres et les devantures. Le lendemain, les villageois se pressèrent à la foire de Saint-Père-en-Retz. Pas tous pour affaires. On allait voir les dégâts, on s'apitoyait, répétant les circonstances et les anecdotes. On constatait qu'effectivement, il n'y avait plus chez Morantin, ni loge, ni pailler, ni moissonneuse-lieuse, ni betteraves, ni brouette. On se faufilait aussi du côté des dépendances du château et on se poussait du coude devant le cadavre abandonné du soldat éventré... Alors qu'on achevait le déménagement des meubles, vivres, vêtements, bestiaux, vin et fourrages, nouvelle alerte « Les avions ! » Simple reconnaissance qui terrorisa de nouveau les bénévoles et les secouristes affairés à charger les bric-à-brac. Des charrois mal ficelés partirent au galop ; marmites et charniers roulèrent au sol et on ramassa les morceaux de lard salé sur la route. Pascaline ne retrouverait jamais sa pompe, ni la petite Janine, son jeu de patience.

---

<sup>52</sup> La famille Lormeau qui avait déjà vu sa maison brûler sous les bombes au phosphore à Saint-Nazaire.

Le soir même du drame, chaque sinistré avait retrouvé un toit et un lit, et les troupeaux eux-mêmes étaient hébergés dans les fermes à la ronde<sup>53</sup>. Aux privations, aux rigueurs de l'hiver, au traumatisme du bombardement, à la perte des meubles et du toit protecteur, il fallait ajouter désormais la précarité d'un foyer provisoire qui faisait éclater la structure familiale et éparpillait les biens. C'est ainsi que les filles de Pascaline furent accueillies dans deux familles différentes tandis qu'elle-même dormait sous le toit de la famille Guittoneau, faisait sa lessive chez une autre voisine et le dimanche quittait le village en paysanne et en sabots pour aller se changer chez Landais aux Lardières avant de se rendre à la messe<sup>54</sup>.

Une vache chez l'un, deux chez l'autre. Celles de Joseph et Clémence Morantin avaient trouvé refuge chez la mère Lehours de Chanteloup, une maîtresse femme dont les fils étaient prisonniers en Allemagne. Les bêtes furent nourries, la traite assurée, le lait écrémé, le beurre battu et conditionné... Et apporté jusqu'au dernier gramme à la famille Morantin. Au grand jeu de patience de la guerre on avait appris à boucher les trous, panser les plaies et disposer au mieux les pièces dispersées. La grand-mère Morantin ne voulant pas abandonner son horloge, Robert avait dû la charger dans la charrette. On l'avait remise à l'heure et relancée. Seconde après seconde, son tic-tac continuait d'user le malheur des jours... Et réveil de la sauvagerie de la guerre quelques semaines plus tard lors de la terrible découverte d'un morceau du crâne de son fils par le père Sculo dans les décombres du château, ... On rouvrit tombe et cercueil.

~

En dehors de la demi-douzaine de bombes tombées sur le Prieuré de Sainte-Opportune et la gare du Pas Boschet, quelques dizaines sur Saint-Brévin et une volée aux limites de Saint-Michel, la guerre ne développa pas ici comme sur l'autre rive, une terreur permanente du raid aérien massif, dévastant des quartiers entiers en quelques minutes et se répliquant pendant des semaines et des mois. On recevait de temps en temps des obus et des tirs de mortier, mais la guerre aveugle se déroulait sur les marges. On assistait, angoissés, au ballet mortel des avions et des tirs de FLAK, on entendait le grondement des moteurs et le roulement des explosions mais c'était pour les autres, ces malheureux que l'on voyait arriver les jours suivants avec leurs valises et leurs gosses sous le bras par le bac de Mindin. L'imaginaire de la guerre aérienne s'alimente pourtant au souvenir d'une demi-douzaine d'avions tombés du ciel - un chasseur anglais sur le château des Raillères, un anglo-canadien sur la Lande-Popine, un américain sur la Croix-Bodon, l'avion allemand sur la Marétière. Avec les cadavres disloqués, les miraculés accrochés à la corolle de leur parachute, jeunes hommes à bottes de cuir embrouillés dans les suspentes.

Le choc ineffaçable, surtout pour les enfants, c'était la vision des corps écrasés au sol dont on tentait vainement de détourner le regard, ou le spectacle de ces hommes bien vivants, descendant lentement au-dessus de l'estuaire et que les Allemands ne tentaient même pas de mitrailler, sûrs de les voir bientôt se débattre sous leur toile et se noyer sans rémission. Quand les avions s'écrasaient sur les terres, on voyait converger vers les points de chute, les Allemands, bien sûr, mais aussi les paysans surpris dans leurs champs et très vite, une foule de curieux aux motivations plus ou moins troubles. Les enfants se faufilaient entre les pattes des adultes, courant à la recherche du débris fumant ou de l'objet fétiche que l'on garderait précieusement toute sa vie, comme un totem. On était déjà tombé à plusieurs reprises sur la scène que l'on n'aurait pas voulu voir.

---

<sup>53</sup> Les grands-parents Morantin, chez Robert Merlet et son oncle ; Joseph et Clémence Morantin chez Constant Glaud, à la Cagassais. Les Lormeau chez la mère Morantin de la Rue Neuve ; Michel Mainguy et son oncle Léon, chez Pierre Vallée à la Paragère, où ils couchaient dans le grenier, à côté du tas de blé. Marie-Louise Bichon chez ses beaux-parents au Pé, avec la petite Jeannine. C'est la famille Guillou qui hébergea Lucette pendant que Pascaline trouvait refuge chez Juliette Guittoneau.

<sup>54</sup> Le mari de Pascaline serait le dernier prisonnier de Saint-Père-en-Retz à rentrer d'Allemagne.

\*\*\*

En ce matin du 1<sup>er</sup> mai 1943, les gamins étaient dans la cour de l'école de Saint-Père-en-Retz, la main en visière, le col tordu vers le ciel. L'escadrille se dirigeait vers Saint-Nazaire, les chasseurs de Goering dans son sillage. Dans le quart d'heure seraient balayés des hectares de toitures, de rues, de places et de jardins publics, des écoles, des hôpitaux, des églises et, vraisemblablement, fort peu de batteries ni de blockhaus... Les yeux, les oreilles, le nez, la peau, tous les sens en alerte, le corps tout entier saisi par la vibration de cette machine géante barrant le ciel, invulnérable, on tendait le cou vers un avion à la traîne, avec un sillage noir, perdant de l'altitude, aussitôt cerné par une bande de *Focke-Wulf* grim pant en flèche jusqu'à surplomber la proie et basculant à pleine vitesse. Un des loups jaunes venait d'être touché et de partir en fuite dans un panache de fumée... Mais le B17 lui-même semblait mal en point... Une explosion ! Une aile du bombardier se détacha et tomba en tournoyant. Interminablement. On retenait son souffle en voyant le grand oiseau désailé sombrer à son tour vers les champs au milieu du sifflement des moteurs et des débris enflammés. Des éclats et des impacts par centaines ; éléments de carlingue autour des maisons, des granges, des paillers et des mouches de bois. Pas un départ de feu, pas un blessé, pas une vache éventrée.

Mais laissons la parole à Joseph Bichon, jeune témoin de 16 ans : « C'est dans ce vacarme infernal de bruit des moteurs d'avions, de hurlement des sirènes, de canons et de mitrailleuses des chasseurs allemands, puis bientôt de la déflagration des bombes sur la base sous-marine de Saint-Nazaire, que trois parachutistes sont sortis de l'appareil en difficulté. Une fois en chute libre, leurs parachutes se sont ouverts, au moment même où la forteresse volante éclatait en plein vol. En mille morceaux ! Un véritable nuage de ferraille et d'objets de toutes sortes dans le ciel au-dessus de nos têtes... Les morceaux les plus lourds, comme les quatre moteurs en feu, sont tombés à pic, mais d'autres grandes pièces comme les ailes ont tenu longtemps dans le ciel au-dessus de nos têtes, avec de formidables volte-face et de sinistres sifflements affolant les témoins avant d'atteindre le sol sans faire heureusement aucune victime civile. Pour notre part, nous n'étions pas fiers, tremblants de peur, réfugiés sous un chêne, protection bien illusoire. Par chance, la troisième partie des ailes passa au-dessus de nos têtes pour atterrir près du village de l'Aiguillon... »

Une quarantaine de villageois remerciant le ciel de se compter tous vivants se précipitèrent aussitôt vers les points de chute principaux. Très vite aussi, les Allemands furent là. L'après-midi, pas d'école. Combien de garnements sautèrent dans la roue des plus grands pour foncer à vélo sur la route du marais. La suite se raconte en pointillés... On retira des débris trois cadavres : les sergents William R. Whalon, Daniel J. Cashman et Jessie C. Cleavelin ; et un peu plus loin le corps du sergent Arthur R. Mac Cormick dont les suspentes de parachute étaient restées accrochées aux gouvernes de l'empennage au moment où il avait été éjecté de l'avion.

Dans un champ voisin, les curieux découvrirent bientôt le jeune sergent Harley W. Fields, étendu de tout son long, jambes et bras écartés, avec sa brassière bien en place, mais le crâne fendu en deux. Harley portait encore ses bottes ; on voyait les sangles emmêlées du parachute qui ne s'était jamais ouvert. Cet aviateur était venu de Grand Rapid, au Michigan, pour mourir au bord d'un chemin du pays de Retz. Dans un champ voisin, le cadavre d'un autre jeune homme au visage pâle et imberbe. C'était Jay R. Sterling, le pilote du *Black Swan*... Déjà délesté de ses bottes et de sa montre en or. Désarticulé dans les touffes de blé vert ; yeux mi-clos, bouche ouverte, poings fermés, Jay semblait endormi. Sur les deux corps, au matin du dimanche, on retrouva un bouquet de fleurs des champs qui mit les Allemands en fureur. Non seulement, on ne leur avait pas signalé la présence de ces deux cadavres mais on les avait honorés d'un bouquet !

Annette Hardouin, alors âgée de 17 ans avait témoigné auprès de René Brideau « Nous étions en vélos et nous revenions de faire des achats à Machecoul lorsque nous vîmes des parachutes descendre. Mon oncle Ernest me dit : "On va aller voir". En arrivant, nous aperçûmes les corps de deux aviateurs étendus sur le sol. Des soldats allemands étaient là. Mon oncle, qui avait fait la guerre de 14-18, me dit : "De toute façon, ils n'ont pas le droit de nous empêcher de mettre des fleurs". Il sortit alors son couteau de sa poche et se dirigea vers la haie dans laquelle il coupa des branches de genêts, à fleurs jaunes. Puis on les mit sur les corps des deux aviateurs. D'autres personnes étaient venues avant nous car il y avait déjà un petit bouquet de fleurs blanches. L'un des aviateurs (Harley Fields) était blessé à la tête, elle était ouverte, il avait également une jambe brisée. L'autre aviateur (Jay Sterling) un peu plus loin était blessé à l'épaule ; il était très jeune, il était blond et ses yeux bleus encore ouverts regardaient le ciel. Nous nous sommes recueillis un instant devant ces deux soldats puis nous sommes repartis ».

Grimpé sur un talus bordant le champ où fumait encore la carcasse de l'avion, un officier rassembla la petite foule et dans un français impeccable, lui tint ce discours : « L'équipage de cet avion comprenait neuf hommes<sup>55</sup>. Six ont été tués, un a été fait prisonnier, mais deux sont encore en liberté. Toute personne susceptible de nous donner des renseignements permettant leur arrestation se verra récompenser par la libération d'un prisonnier en Allemagne choisi parmi ses parents, ses amis ou ses voisins. » Quels seraient les effets de ces menaces dans les heures qui suivraient ?

Au fil des ans, la plupart des protagonistes sont morts. Ceux qui ont caché parachutes et parachutistes, celui qui s'est contenté de dire à l'aviateur : « Faut aller par là », celui qui lui a remis les vertèbres en place. Celui aussi qui a appelé la Gestapo ! Morts aussi les aviateurs dont le parachute s'était ouvert et dont le sort n'avait pas voulu ce jour-là. Après la guerre, Neill et Roach, deux de ces miraculés, ont fait le récit du drame... René Brideau a recueilli les témoignages et exploré les archives... Le B17 avait quitté la base de Molesworth, en Angleterre, à 9 heures 30, avec la mission de bombarder Saint-Nazaire. Touché par un obus de Flak à une altitude d'environ cinq mille mètres, le Black Swan tentait de coller au troupeau mais perdait de la vitesse et de l'altitude. Le moteur N° 3 s'enflammait, alors que les *Focke-Wulf* du groupe de chasse d'Egon Mayer, en provenance de Vannes/Meucon passaient à l'attaque et atteignaient un deuxième moteur. Parker larguait ses bombes ; l'un des mitrailleurs descendait un des poursuivants mais un réservoir du B17 explosait, provoquant l'arrachement d'une aile. Les portes étaient bloquées mais l'explosion projetait une partie de l'équipage hors de la carlingue tandis que l'avion décrochait vers le sol en tournoyant.

Quatre hommes étaient parvenus vivants au sol. Le sergent Powell E. Griffin, blessé, était capturé immédiatement. Le lieutenant John L. Neill, copilote, tombait comme une pierre mais parvenait à tirer la ficelle du parachute avant de s'évanouir. C'est Joseph Mariot<sup>56</sup> qui lui dégagait les vertèbres cervicales écrasées par l'ouverture du parachute puis, après l'avoir caché dans un taillis, le transportait vers Pornic dans une charrette de foin. Neill se dirigeait alors vers la gendarmerie... occupée par des Allemands qui le capturaient<sup>57</sup>. Le lieutenant Dave H. Parker qui avait été éjecté après le largage des bombes, atterrissait dans le périmètre de chute de l'avion mais parvenait à s'extraire de la zone sans être repéré. Il se cachait à la faveur d'une nuit froide

---

<sup>55</sup> On remarque dans cette admonestation notée soigneusement par un témoin le soir du drame que cet officier semblait ignorer la composition habituelle d'un équipage de bombardier B17 qui était de 10 hommes.

<sup>56</sup> Village de la Baconnière au Clion.

<sup>57</sup> L'aviateur lui-même, à condition d'être capturé en uniforme, était traité comme un prisonnier de guerre. Envoyé en Allemagne, John Neill passa deux ans au *Stalag Luft III* à Sagan... d'où se sont évadés les cent officiers de « La grande évasion ». Neill qui ne faisait pas partie des évadés fut libéré par Patton le 29 avril 1945. Il est revenu aux Morandières avec sa femme en 1985 pour remercier son sauveur.

et sans lune, noyée de bruine. A l'aube, il s'approchait d'une ferme, accostait un homme qui l'installait près du feu avec un verre de vin... Jusqu'à l'arrivée de la Gestapo !

Malgré les menaces, de nombreux villageois anonymes firent instantanément le choix de l'assistance aux aviateurs, donc celui d'une mort quasi certaine en cas de capture. C'est ainsi que le lieutenant Harry Roach, le navigateur, atterrissait en se blessant à la hanche et claudiquait vers des paysans affairés dans leur champ. Les frères Clément et Pierre Brideau<sup>58</sup> l'entraînaient alors dans un bois où ils l'aidaient à se débarrasser de son harnachement, puis, après que les femmes lui aient apporté à manger, il se mettait en marche, cap sud-ouest. Il tombait alors sur le jeune Joseph Monnier qui l'entraînait dans la ferme de ses parents<sup>59</sup> où on lui servit un cognac et on lui fournit des vêtements civils. On le cacha sous un lit alors que la patrouille allemande passait devant la porte ; puis on le conduisit à Chauvé où le curé Sérot mit en œuvre ses contacts avec la résistance nantaise pour organiser sa fuite vers le sud. Il gagna alors Agen en vélo et parvint à passer en Espagne. Le 1<sup>er</sup> juin, il atteignait Lerida où on l'arrêtait mais le consul américain le faisait libérer. Le 29 juin - soit près de deux mois après sa chute dans le bocage pérézien - il était de retour en Angleterre.

Le lendemain du crash, un camion allemand stoppa devant la ferme des Quatre Vents ; des soldats descendirent les cercueils et y déposèrent les corps - « avec respect et dans la dignité », témoigne Auguste Bichon qui assista à la mise en bière, caché derrière une haie. Puis au fil des jours, se poursuivit le dépeçage de l'épave. D'abord, ce qui touchait de près les aviateurs : bonbons et caramels éparpillés, cartes et carnets, sangles, suspentes, mousquetons et toiles de parachute. Les équipements facilement démontables : bandes de mitrailleuses, optique, tuyauterie, câblerie, chambre à air éclatée d'une des roues, découpée au couteau. Et enfin, les éléments épars de la carlingue, les fragments de tôle... Jusqu'au jour où des camions allemands procéderaient à l'enlèvement de la carcasse. On cachait sa prise dans une haie ou un taillis mais quand on revenait le lendemain ou quelques semaines plus tard, le trésor avait été découvert par un autre et poussé plus loin avant d'être repris encore et de finir sa course dans un pailler.

On ne tarda pas à détourner la plupart de ces matériaux nobles - aluminium, cuir ou caoutchouc - pour des usages plus ordinaires. On vit même une maman de Chauvé détorsader des suspentes de parachute pour tricoter un caraco inusable à sa petite Jeannette et doubler le vêtement avec de la soie ! Maman Evain tremblait ensuite de fierté quand sa fille se promenait au milieu des Allemands, habillée chaudement dans le parachute d'un aviateur américain !

De grands lambeaux de tôles grêlés de rivets et des articulations de carlingue dorment encore dans les granges. On montre aujourd'hui ces reliques avec un curieux sentiment de transgression vaguement honteuse, mêlée à une émotion presque recueillie. On tient dans les mains un bloc d'histoire où se sont concentrés au fil des ans la jeunesse enfuie, les terreurs et les espoirs qui s'attachaient à ces invulnérables et aveugles escadrilles, et en fin de compte, une gratitude encore vivace pour le sacrifice de ces jeunes hommes.<sup>60</sup>

Les corps des aviateurs, d'abord enterrés au Pont du Cens, furent ensuite transférés au cimetière de Saint-James, en Normandie, avant d'être rapatriés en Amérique - à l'exception de la dépouille de Mac Cormick, le malchanceux aviateur dont le parachute était resté accroché à la queue du cygne noir. Pendant des mois, personne ne pourrait s'engager sur cette route du marais du Boivre sans repasser les images du film tragique... Qui se mêleraient bientôt à celles

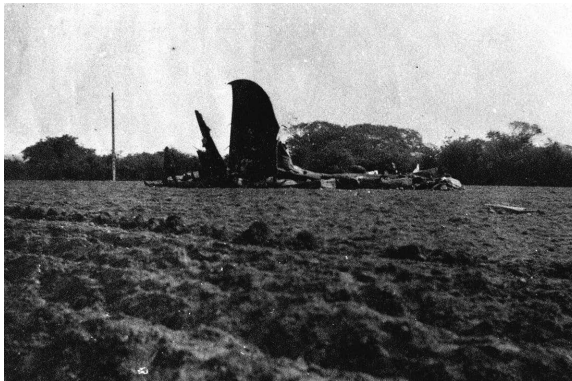
---

<sup>58</sup> Village de l'Aiguillon, en Saint-Michel.

<sup>59</sup> À la Cochardière, au Clion.

<sup>60</sup> Le 2 mai 2015, l'Association Souvenir Boivre Lancaster inscrivait ce drame de guerre dans le Chemin de la mémoire 39-45 en Pays de Retz en inaugurant un panneau historique auprès de la stèle érigée en 1984. Depuis cette cérémonie en présence de 10 membres des familles d'aviateurs et d'un représentant de l'ambassade américaine, l'ASBL organise chaque année une commémoration.

d'un autre drame où sept jeunes hommes de la « Route à nous » trouveraient aussi la mort, à deux doigts de la Libération... Sept parmi les 15 paysans tués par les mines du Boivre le 17 mars 1945<sup>61</sup> ! ...



**Le B17 des Morandières abattu le 1<sup>er</sup> mai 1943**



<sup>61</sup> Je ne développe pas ici les circonstances et le bilan de la catastrophe du Boivre du 17 mars 1945 qui tua pourtant dix paysans de Saint-Père-en-Retz (parmi les 15 victimes). On trouvera un dossier complet en suivant ce lien <https://poche-saintnazaire.org/> et en cliquant sur l'onglet « Catastrophe du Boivre »





## La Libération - Les prisonniers allemands

Après les drames qui avaient ponctué cette si longue occupation, arriva la Libération de la poche le 11 mai 1945. Après toutes les autres !.... Au château de Chanteloup, le garde Jean-Marie Moureau avait sorti la table dans la cour ; on s'était rassemblé en entonnant la Marseillaise avant de faire sauter les bouchons. Même cérémonial au château de la Rouaudière et dans tous les châteaux, prieurés ou gentilhommières occupés par les gradés allemands et où, symboliquement, le plaisir de réoccuper les lieux et de faire la fête était décuplé. À la Giraudière, le père Leduc qui était passé de l'autre côté de la ligne de démarcation pendant les derniers mois, était de retour. Pour remercier ses voisins d'avoir pris en charge son troupeau de moutons, il saigna une bête. On sortit les meilleures bouteilles et on fit un grand feu. René David, le domestique du Marais Gautier avait peint un portrait d'Hitler que l'on porta en procession, cloué sur une perche de châtaignier et qu'on invectiva copieusement avant de le jeter au feu.

Mais restons dans ce bourg de Saint-Père-en-Retz pour assister à sa libération... Au matin du 11 mai 1945, une immense banderole ponctuée de petits drapeaux tricolores traversait le ciel au-dessus des têtes, depuis la pharmacie Roume jusqu'au campanile de l'église. On attendait les FFI mais il y avait, paraît-il, des problèmes avec les Américains. À qui entrerait le premier ? Finalement, ce furent les Français. Une centaine d'hommes, en colonnes par quatre, arme sur l'épaule. Les cœurs battaient. Silence total. Un soldat était suivi par un petit chien attaché par une ficelle à son ceinturon. On aurait voulu crier mais ça ne sortait pas. On se contentait d'applaudir. Une petite fille tendit un bouquet de fleurs au capitaine Besnier, dans sa Jeep. Ce fut le tour des Américains avec leurs étoiles blanches et leurs drôles de radios portatives ; dans le public, il y avait des grincheux, et pas que des réfugiés de Saint-Nazaire : « Ceux-là, on devrait pas les applaudir ! » ronchonnaient-ils... Les bombardements avaient laissé des traces !

On suivit la colonne sur la place de la mairie où les fusils furent mis en faisceaux... « Vous êtes libres » dirent les soldats qui se dispersèrent dans les cafés où certains montèrent sur les tables pour entonner *Le Chant des partisans*, pendant que la foule essayait de reprendre les paroles. Le soir, on alluma des feux de joie ; un, route de Pornic, avant le carrefour de la Cochardière. On fit la ronde autour ; la jeunesse, gars et filles, mélangés avec les soldats. On rechanta *Le Chant des partisans*, on apprenait vite. Puis, quand les braises commencèrent à s'éteindre, on entendit un soldat lancer : « C'est encore le couvre-feu ! Rentrez chez vous maintenant ».

Le dimanche 13 mai, on recommença. Heureuses coïncidences, le 8 mai tombait le jour de la fête de l'apparition de l'archange Saint-Michel, protecteur de la France, et le 13, pile le jour de la Sainte Jeanne d'Arc, autre sainte protectrice qui après avoir bouté les Anglais avait sûrement donné un coup de main à bouter les Allemands hors de France ! Derrière les soldats, s'ordonnaient les sociétés locales, la clique du patronage et la foule en liesse. Volées de cloches, immense drapeau tricolore descendant de la voûte au-dessus de l'autel décoré et illuminé comme pour une Fête-Dieu. La chorale gonflait ses poumons et lançait ses plus beaux chants. Monsieur le curé exhortait la foule à remercier le Christ qui avait fini par leur rendre « leur terre meurtrie mais toujours féconde ». On gagna le cimetière où l'appel des morts et la minute de silence rougirent encore les yeux.

\*\*\*

Après les négociations du 8 mai à Cordemais et du 9 mai dans le ravin de la Roulais, on avait vu les Allemands brûler leurs papiers, vider leurs chargeurs une dernière fois sur des bouteilles ou des boîtes de conserve, organiser un repas, faire parfois leurs adieux aux villageois... Pendant que les Français se congratulaient, faisaient sauter les bouchons, installaient des drapeaux au sommet des sapins les plus hauts et en tête des clochers. Ils s'étaient constitués prisonniers sur place dans les plus grands cantonnements ou avaient quitté les villages occupés en colonnes par quatre pour gagner les lieux de rassemblement prévus lors de l'entrevue de la Roulais.



**Soldats allemands prisonniers encadrés par deux soldats du 21<sup>e</sup> RI, rue du Temple à Saint-Père-en-Retz le 11 mai 1945 (coll. J. Bertrand)**



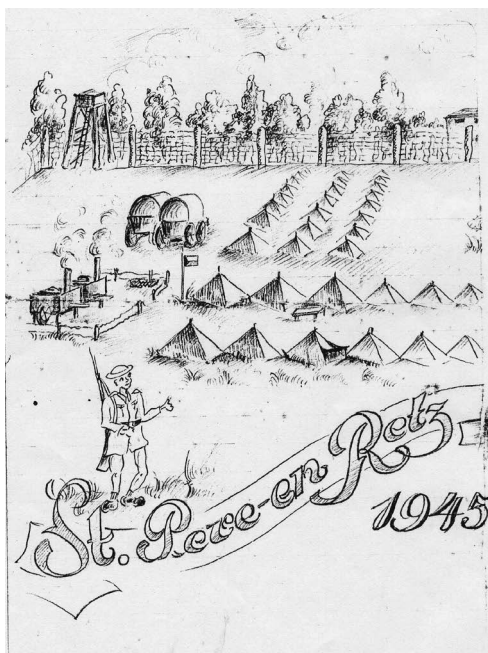
**Prisonniers allemands dans le camp de regroupement des Biais au mois de mai 1945**

Le général Chomel avait prévenu : « Vis-à-vis de l'ennemi, quels que soient ses crimes, ne vous abaissez pas à des insultes et des vengeances individuelles ». Dans l'ensemble, les redditions se firent sans exactions ni règlements de compte mais on vit pourtant des courageux de la dernière heure botter le cul des soldats les plus vieux ou cracher sur les colonnes de prisonniers. Les dépôts de matériel allemands étaient très convoités par les civils. Certains espéraient peut-être y récupérer un objet volé - instrument de musique, tableau, vélo, fusil de chasse - d'autres auraient voulu grappiller un savon, une paire de bas de soie, des bottes, des moufles, une veste. Mais à vrai dire, ce qui aimantait les regards et rendait la garde des dépôts très problématique c'était une envie quasi irrésistible de s'emparer de reliefs de la puissance technique et proprement militaire des Allemands : les armes de tir, bien sûr, les baïonnettes ou les poignards, les jumelles, les radios, les cartes d'état-major, les ceinturons, les munitions, les douilles de tous calibre, un simple étui...

Les prisonniers de Frossay furent rassemblés à la Brosse, ceux de Pornic et de Saint-Père-en-Retz à la Chalopinière, ceux de La Sicaudais et de Chauvé aux Biais ou au Moulin la Rose, ceux de Saint-Brévin au Lazaret de Mindin, à la Pierre Attelée, à la colonie de Villemomble. On utilisa des installations déjà existantes ou on édifia dans les prés des camps de toile et des baraques provisoires, comme aux Biais ou au Marais Gautier. On déploya du fil de fer barbelé, on érigea des miradors, on installa des cuisines de campagne ; il fallait des tables, des bancs, des marmites...

Une fois de plus, on fit appel à Bouhard qui dut nourrir et coucher ceux à qui il venait de disputer la dernière patate et le dernier grain de blé pendant des mois. Une fois de plus, il fallut réquisitionner pour les Allemands... Mais en camp d'internement ! Dès le 11 mai, 200 kilos de paille chez Joseph Barreau ; le 15 mai, 100 fagots chez Justin Leduc, de la Guignardais, 35 verres chez la Veuve Gentil, 2 stères de bois chez Alex Delhomme ; le 17 mai : une marmite chez Pauline Clavreux, 6 kilos de pointes chez le couvreur Yvrenogean ; le 19 mai chez le boucher Gentet : 100 assiettes, 100 verres, 20 bouteilles, 2 soupières, 2 seaux de fer blanc... Il fallut aussi le cheval et la voiture de Constant Charrier pour le transfert de tous ces matériels.

Les Allemands allaient pouvoir s'aligner à leur tour, gamelle à la main, devant la roulante. Une fois les hommes parqués, on dressa des listes et on commença à trier les officiers, les fortes têtes, les « étrangers »... On sollicita les victimes et les témoins d'exactions ainsi que les maires et les gendarmes pour repérer les auteurs de violences excessives. Il fallut parfois protéger certains soldats d'une correction administrée sur le champ par une victime !



Le terrain du Marais Gautier était entouré de fils de fer et gardé par des miradors. On faisait monter les fortes têtes ou les chapardeurs sur une étroite plate-forme en haut d'un poteau ; le puni devait s'y maintenir pendant des heures au risque de la chute sur des barbelés ! On les nourrissait de soupe claire et ils dormaient sous la tente. Les paysans du coin prêtèrent quelques faux pour couper du foin servant de litière.

Quinze jours plus tard, ils traversaient le bourg de Saint-Père-en-Retz. Direction la gare où on les entassa dans le train pour Nantes. Couchés à même la paille dans les bâtiments désaffectés d'une chocolaterie. Vingt et une nationalités, des tchécoslovaques, des Autrichiens, des Polonais, des Russes blancs, des Égyptiens et même deux Américains sous uniforme allemand. La bouffe était infecte : soupe de betterave à vaches et un pain pour trois. Puis ils furent transférés dans les hangars d'aviation de Gron, dans l'immense camp de Montoir. Plus de carreaux aux fenêtres, tôles arrachées. Couchés à même le béton avec une couverture. Courants d'air, pluie et famine. Il fallait partager le pain à quatre ; on se battait entre prisonniers pour quelques grammes. Quelques jours avant la reddition, Karl Drashdill s'était pesé dans une pharmacie de Saint-Brévin : soixante-seize kilos ; à la mi-août, des infirmiers de la Croix-Rouge le pesèrent dans les hangars de Montoir : cinquante-six kilos ! Pour en finir avec le régime barbelé, il fallut attendre l'application d'une des clauses des accords de reddition, c'est-à-dire la réhabilitation par les prisonniers de guerre des bâtiments publics ou privés, la réparation des voiries, le curage des puits, le rebouchage des tranchées et des trous de bombes ou d'obus, la destruction des fortins encombrant les champs et les taillis.

Une brochure illustrée émanant de la Direction générale de la main-d'œuvre fut adressée aux maires pour les inviter à la création dans leur commune de « kommandos communaux de prisonniers de guerre ». La couverture de cette brochure montrait au verso une bande dessinée comportant deux vignettes ; sur la première une colonne d'incendiaires, sur titrée : « ILS ONT DETRUIT... » ; sur la deuxième : « QU'ILS REPARENT... » où on voyait les mêmes hommes avec les lettres PG, armés d'une pelle et d'un marteau piqueur, sans casque et sans ceinturon, occupés à remettre en état ce qu'ils avaient détruit. Au recto, cette invite : « Faites relever vos ruines par ceux qui en sont responsables. Faites embellir vos cités par ceux qui voulaient les détruire. Faites travailler les prisonniers ennemis »

On vit donc des prisonniers déminer les dunes et les plages du littoral à tour de bras, s'attaquer à l'assèchement des marais de Vue, du Greix, du Clion et du Boivre. Il fallait rétablir le fonctionnement des écluses, reconstruire les ponts et les passerelles, remonter les digues, curer les douves et les étiers. Certains prisonniers affectés à ces travaux faisaient des pêches miraculeuses. Au milieu du lac d'eau saumâtre recouvrant les marais de Haute Perche, une sonde descendait à plus de deux mètres. Idem dans le marais de la Gigenais où on pêchait de très belles crevettes et des tonnes d'anguilles et de poissons blancs.

On les encadra aussi dans le déminage des champs, des chemins et des maisons, le nettoyage des rues et des parcs, la sécurisation des forêts, des dunes et des plages, l'exhumation des corps des victimes des deux camps... Et tous ces travaux allaient prendre de longs mois. Au début, les prisonniers furent soumis à une très forte pression et une surveillance étroite, pour des raisons de sécurité, bien sûr, mais sans doute aussi - dans la tête de certains gardiens ou de certains employeurs - pour leur faire expier une responsabilité collective dans les crimes du nazisme. Peu à peu, la vigilance allait pourtant se relâcher et des évasions se produire ; à l'automne 1946, on en signalait même de plus en plus fréquentes.

Toute évasion serait donc sanctionnée par le non remplacement du PG et par une amende de 1500 francs à la reprise. Il était rappelé aux employeurs que les PG ne devaient pas circuler seuls, aussi bien pour les visites de kommando à kommando que pour se rendre à la messe. Les cafés et les cinémas et tous endroits publics leur restaient interdits. Des abus d'employeurs étaient signalés, entraînant bien sûr un rappel à l'ordre de la Croix-Rouge internationale qui précisait que les « *horaires de travail ne devaient jamais dépasser 9 heures* » et qu'un jour de repos hebdomadaire était « *prévu par la convention de Genève* ». Il était recommandé de « *ne jamais engager une controverse avec un PG* », d'agir « *humainement* » mais de « *rester ferme et attaché au principe d'autorité* ». En avril 1946, à Saint-Père-en-Retz, on annonçait le passage d'un aumônier catholique et d'un aumônier protestant, eux-mêmes prisonniers. On rassembla donc les prisonniers dans une salle et chacun put rencontrer le représentant de son culte.

On autorisait aussi les maires à mettre des PG à la disposition des particuliers qui en feraient la demande. Il fallait s'adresser au commandant régional des prisonniers de guerre de la rue Bonne nouvelle, à Angers, pour obtenir à la fois le prisonnier et l'agrément de son gardien doté d'une arme. L'état prenant en charge la moitié des frais journaliers, il restait à verser trente francs par prisonnier<sup>62</sup>. Les PG étaient soumis au régime de la captivité et n'étaient autorisés à sortir des enceintes du kommando que pour se rendre au travail accompagnés de gardiens... Les vêtements militaires ou civils étaient marqués dans le dos et aux genoux de la marque distinctive des PG.

Les champs comme les bourgs et les villages évacués restèrent dangereux pendant de nombreux mois. Armes, munitions, mines de toute nature étaient partout, entreposées parfois, mais le plus souvent oubliées ou piégées par les troupes des deux camps au fil des avancées et des reculs successifs. Deux gendarmes de Saint-Père-en-Retz pénétrant à Chauvé dans les heures suivant la reddition, avaient accroché un fil avec leur moto, déclenchant l'explosion d'une maison à laquelle ils avaient échappé par miracle. Les vaches, les chiens sautaient sur les mines, mais aussi les expulsés trop pressés de réintégrer leurs maisons et leurs fermes ou d'exploiter leurs champs. Les personnes âgées ou les enfants, peu enclins à contourner ou à enjamber les clôtures ou les abattis étaient à la merci de l'accident.

Il fallait donc d'abord faire passer les démineurs. Sur la ferme d'André Gruand, à Corsept, trois hectares de terres minés furent sécurisés par des prisonniers allemands abrités dans les baraquements de la Baie de Loire. Au début, ils étaient gardés par des FFI puis par des civils armés - eux-mêmes anciens prisonniers possédant les rudiments de la langue de l'ennemi. La phase de recherche n'était pas la plus spectaculaire ni la plus dangereuse ; les gardiens se tenait à distance, mitrailleuse braquée sur les équipes avançant en ligne à travers les zones dangereuses et enfonçant leur baïonnette en biais. Puis, une fois le nettoyage terminé, les prisonniers étaient contraints, bras dessus, bras dessous, de piétiner lourdement le terrain de part en part, au cas où... Parvenus en lisière, on les laissait souffler quelques minutes, puis on les renvoyait dans l'autre sens, tremblants et en larmes.

---

<sup>62</sup> Ces frais se répartissaient ainsi : 6 francs pour le logement, 4 francs pour l'entretien, 10 francs pour la garde et 10 francs versé au dépôt militaire sur un compte du prisonnier.

Au *Tobrouk* de la Clercière, ils rebouchèrent trous et tranchées pendant que leurs gardiens rassemblaient les munitions et les grenades retrouvées dans les fossés ou les casemates. Peut-être pour se rappeler l'odeur de la poudre et les frissons de la guerre, de temps en temps, on dégoupillait une grenade. Le débroussaillage des haies, les premières récoltes de foin et de blé se faisaient parfois la peur au ventre... On se souviendrait longtemps au Petit Mottay de cette caisse de bois dont la cordelette avait été écharpée par la pointe du séparateur de la barre de coupe ; elle rebondissait de sillon en sillon, et ce maudit cheval continuait d'avancer sans écouter les ordres, comme hypnotisé par le cliquetis des sections de faucheuse. On appela les FFI qui firent sauter le couvercle à la baïonnette, empoignèrent une grenade à manche, la dégoupillèrent et la balancèrent. Le cheval repartit à fond de train mais le soldat était ravi : « En parfait état ! s'exclama-t-il. On va les garder pour la prochaine ! »

Quand il s'agissait de réhabiliter définitivement une terre labourable, les Allemands effectuaient un premier labour avec leurs propres chevaux ou des bœufs requis une fois de plus. Aucun attelage ne sauterait sur les trois hectares déminés de la ferme Gruand mais dans un autre village, alors que les bœufs du laboureur allemand étaient passés sans coup férir, le soc avait heurté le détonateur d'une mine oubliée... Pendant des jours, on éviterait de passer par-là, le temps que les cheveux et les éclats de cervelle humaine accrochés aux barbelés soient lessivés par la pluie et le vent...

Dans l'après-midi du 12 mai 1945, alors que la région de Saint-Viaud, Frossay et La Sicaudais commençait à fêter la Libération et que les convois de camions américains s'engouffraient à pleine route d'Arthon, une formidable explosion retentit dans la ferme de la Brosse, à Saint-Viaud, où étaient parqués des prisonniers et stockées des munitions : sept morts français<sup>63</sup> dans une catastrophe sans cause identifiée. Au cours des semaines suivantes, parmi les cinquante démineurs campant au milieu d'un enclos de barbelés dans le bourg de la Sicaudais, trois sauteraient encore sur les mines<sup>64</sup>. Des PG tués aussi à Chauvé et dans quasiment chaque bourgade de la Poche<sup>65</sup>.

On installa de multiples dépôts mal gardés et mal entretenus qui allaient entretenir la trouille chez les riverains, tuer parfois... Et provoquer la démission d'un conseil municipal ! Alors qu'à l'été 1946, les autorités annonçaient la fin du déminage, on était loin en effet d'avoir sécurisé ou vidé toutes les réserves où s'accumulaient ces munitions et ces obus, parfois en vrac et sans inventaire comme dans ce dépôt situé à proximité de la gare de Saint-Père-en-Retz. Les lieux étaient envahis d'herbes hautes et de broussailles, on craignait l'incendie et une explosion qui ravagerait le secteur... Les démarches réitérées de M. de Kersabiec et de Joseph Rouxel (devenu maire de Saint-Père-en-Retz après la Libération) restant inopérantes, c'est l'ensemble du conseil municipal qui envoya sa démission au préfet en août 1946. Après avoir dépêché un commando de débroussaillage constitué de prisonniers allemands, le préfet demanda au conseil municipal de reprendre ses fonctions mais il faudrait attendre le 25 octobre 1946 pour que l'entreprise Kervégan intervienne. Il aurait fallu des professionnels et une surveillance militaire mais on envoya une équipe de jeunes gens mal encadrés... Suite à « l'inflammation spontanée

---

<sup>63</sup> Cinq soldats et deux civils. Consulter ce dossier : <https://chemin-memoire39-45paysderetz.e-monsite.com/pages/faits-de-guerre/12-09-1944-le-moulin-neuf-et-la-brosse/>

<sup>64</sup> Ces hommes campèrent dans le bourg de La Sicaudais du 14 mai au 1er juin 1945.

<sup>65</sup> Parmi les 30 000 prisonniers allemands de la Poche, 1500 hommes (répartis en 43 commandos), sont désignés pour relever les 300 000 mines de l'ensemble de la Poche. Parmi les 65 morts allemands de la Poche décédés entre 10 mai 1945 et le 12 juin 1946, j'en ai dénombré une vingtaine dans la poche sud. Pour un bilan des pertes civiles et militaires françaises et un bilan des pertes militaires allemandes, consulter le site du Chemin de la mémoire <https://chemin-memoire39-45paysderetz.e-monsite.com/> sous l'onglet « Poche de Saint-Nazaire ».

d'une caisse de munitions et à l'explosion d'un obus », on releva sur le bord de l'entonnoir les restes du jeune Gabriel Charpentier, âgé de 22 ans<sup>66</sup>.

\*\*\*

En dehors des travaux de déminage et d'effacement des traces de la guerre, c'est une cinquantaine de prisonniers entre dix-neuf et quarante-cinq ans qui furent employés à Saint-Père-en-Retz. Leur séjour s'étendit de l'automne 1945 à l'automne 1948 ; principalement dans les exploitations agricoles où venaient de rentrer des prisonniers français après cinq ans de travail forcé en Allemagne. Dès le mois de septembre 1945, on vit donc partir aux champs le Français et l'Allemand... Georges et Reynold, Eugène et Karl, Joseph et Paul, Donatien et Walter, Louis et Fritz, Francis et Johan...

Les paysans qui avaient eu des terres inondées avaient droit à des prisonniers le samedi et le dimanche. Petits travaux d'entretien contre nourriture. Parfois les caractères ne s'accordaient pas, on « échangeait » alors son prisonnier ». Certains « patrons » en verraient défiler plusieurs : chez Joseph Mariot, aux Biais, on croiserait tour à tour Frantz Doschel, Johan Wolff, Walter Schmidt et Paul Kretschmer. Pasquier à la Grande Plaine emploierait Ludwig Schmidt, Ernst Weber, Anton Zimmermann et Joseph Pfeiffer. Chez Robert David, au Marais Gautier, c'est deux soldats polonais qui planteraient les betteraves au mois de juin 45 ; l'un des deux n'avait que vingt ans, il avait été enrôlé de force à l'âge de seize ans. Chez Fernand Louérat, le soldat Blasko, ancien menuisier-charpentier, retrouvait vite le goût de la varlope et du coup de maillet pour fabriquer une charrette à bœufs.

Quelques artisans ou entreprises recoururent aussi à cette main-d'œuvre bon marché : Paul Ludwig chez le tonnelier Dumont, Hans Meyer chez le maçon Durand, Jahn Grimm chez le peintre Toto May. Quant à la laiterie Fillaud, à la Claie, on y croisa Kurt Schulz, Roger Friedrich, Jans Peter, Joseph Kreutzer, Heinrich Kronert, Frantz Weiss... et Fritz Luck jusqu'en 1951 ! En effet, après expiration en septembre 1948 des contrats d'utilisation de travailleurs allemands, ex prisonniers de guerre, ceux-ci devaient choisir entre « rester en France et retourner en Allemagne ». C'est ainsi que Fritz Luck, né en 1914, portant le matricule 017460, choisit de rester travailler à la laiterie de la Claie où son permis de travail allait courir du 5 novembre 1948... au 4 novembre 1951.

\*\*\*

De nombreux prisonniers allemands de la Poche allaient s'installer en Loire-Inférieure après leur captivité, dont beaucoup, à l'instar de Karl Draschdil ou de Johan Grimm allaient épouser des Françaises. La plupart de ces idylles s'étaient nouées au cours de la captivité de ces hommes et ne pouvaient être taxées de « collaboration » comme pendant la période de la guerre. Pourtant, la proximité du conflit et le rigorisme des mœurs et des valeurs morales de l'époque pesèrent sur ces amours naissantes.

Celui-là avait 24 ans lorsque son sous-marin avait été torpillé par un avion anglais alors qu'il faisait surface en entrant dans le port, juste avant la fermeture de la Poche. On le croisait souvent en bordée dans les cafés de Saint-Brévin ou de Saint-Père-en-Retz où tout le monde connaissait Johan avec son bonnet rond et les deux petits rubans sur le cou. Il avait fait les yeux doux à une fille du pays... Une fois prisonnier, il avait été embauché chez un artisan de Saint-Père. L'idylle se prolongeait contre vents et marées, jusqu'en 1947 où la jeune fille annonça

---

<sup>66</sup> Cette équipe recrutée par l'entreprise Kervégan de Vannes - chargée par les autorités du « désobusage et de la récupération du matériel de guerre » - était composée aussi de Paul Guichard, 20 ans, Maurice Courtois, 24 ans et André Gouy, 36 ans.

son prochain mariage dans le magasin où elle était employée... La réponse fut cinglante : « Ma fille, faut choisir, c'est ton Boche ou ta place ! » Elle choisit.

Les premières années du couple furent soumises aux insultes et aux vexations. Dans les fêtes où les bals qui suivaient la Libération, des jeunes faisaient la chasse au Boche ; ils faisaient cercle autour du couple et menaçaient Johan en sortant le couteau. D'anciens FFI mus par une sorte de fraternité d'armes remettaient en place les godelureaux. Lorsque naîtraient les enfants, il se forcerait à parler français et se refuserait à leur apprendre l'allemand : « Mes enfants sont Français. Si on les embête, je ne veux pas qu'emportés par la colère, ils répondent en allemand ».

Combien d'autres Siegfried, Jacky ou Hans ? Combien de Schmitt, Kerwer ou Grimm épouseraient ainsi les filles du pays et élèveraient les enfants de l'amour à Saint-Brévin, Saint-Michel, Saint-Père-en-Retz ? On en compterait mille en Loire-Inférieure et quarante-cinq mille dans tout le pays dans les années 50<sup>67</sup> !

Quant à ceux qui retournèrent en Allemagne à partir de 1947, une fois le traumatisme de la guerre et de la captivité atténués, une fois la réconciliation amorcée par de Gaulle et Adenauer, ils furent peu à peu gagnés par la nostalgie, non pas de la guerre mais de leur jeunesse dilapidée. Il faudrait cependant attendre les années 70-80 pour qu'un grand nombre d'anciens occupants et prisonniers de la Poche commencent à écrire à des correspondants de leurs anciens villages de cantonnement et débarquent même avec femme et enfants. On évoquerait alors les souvenirs communs, les anecdotes cocasses ou tragiques. Le vieux Bavarois répétant sans cesse : « Moi pas aimer la guerre, moi, pas militaire ». L'antimilitariste contournant la question du père Deniaud du Châtelier intrigué par les trois mots gravés sur son ceinturon : « *Got mit uns* » et répliquant dans un français impeccable : « Ça, c'est pour faire marcher les imbéciles ! » L'officier chasseur cachant son fusil sur une armoire et glissant à l'oreille de son hôte forcé, à quelques jours de la fin : « and on partira, vous trouverez une surprise dans la maison ».

Entre le Moulin la Rose et la Teurterie on gardait un bon souvenir d'Eberhard Dassler, mais dans les années 50 on n'osait pas trop le dire. On se souvenait l'avoir vu jeter son arme au pied du calvaire puis prendre la route de Pornic avec ses compagnons pour trois ans de captivité... Sûrement, on ne le reverrait jamais !... Puis un jour on avait reçu une carte à Noël, une autre à Pâques ; on l'avait invité et on avait évoqué cette sombre période de sa jeunesse où il avait honte d'être le maître et où on l'avait pourtant surnommé « Hardi » car il n'hésitait pas à aller au-devant des Français, ce qui lui valait de temps en temps de déguster une crêpe chez la mère Louérat. Le soldat Blasko reviendrait lui aussi en visite avec ses propres enfants... Et la fille de l'Allemand épouserait le fils du Français !

Les invitations réciproques se poursuivraient jusqu'à l'extinction progressive de ces générations de soldats allemands et de paysans français dont trois guerres successives et la barbarie du nazisme n'auraient pas réussi à briser les affinités secrètes. Ainsi entre Joseph Vallée, l'ancien évadé des camps de travail de Poméranie et son prisonnier Michael Friedrichs, ancien occupant de la Poche. Au fil des mois, Michael était quasiment devenu un membre de la famille. Couchant dans le grenier, mais partageant le repas, apprenant des rudiments d'allemand aux enfants et se déplaçant librement pour aller conter fleurette aux filles des villages voisins. Jusqu'en 1947 où il était rentré au pays...

En 1975, sans crier gare, il débarqua à Saint-Père-en-Retz avec femmes et enfants, déposa ses valises à l'hôtel Allais et se lança bravement vers la Recoquillère...

- Pourquoi t'a pas écrit ? Pourquoi t'es pas revenu plus tôt ?

- J'avais peur d'être mal reçu.

---

<sup>67</sup> Deux cent mille enfants seraient nés en France de ces amours de guerre (d'après Jean-Paul Picaper, « Les enfants maudits »).



On se rattrapa par des visites croisées et une correspondance qui ne s'éteindrait qu'avec la mort de Michael en 1987, puis de Joseph en 1996. À la dernière lettre du petit-fils de l'Allemand, la fille du Français n'a pas répondu. « Je ne savais plus quoi lui dire... Mais j'aurais dû quand même. Ce n'est pas bien de laisser une lettre sans réponse ».

Synthèse partielle concernant la guerre à Saint-Père-en-Retz à partir de mes recherches pour la rédaction d'*Une si longue Occupation* paru chez Geste Editions en 2005 et *Poche de Saint-Nazaire* paru chez le même éditeur en 2015.

J'ai réalisé ce document à l'occasion de la pose de la première pierre de la future Place de la Mémoire à Saint-Père-en-Retz le 2 mai 2024.

Michel Gautier, le 12 avril 2024

On peut consulter des dossiers complémentaires

Sur le crash du Lancaster

<https://chemin-memoire39-45paysderetz.e-monsite.com/medias/files/crash-du-lancaster-et-histoire-de-son-equipage-29-03-2022.pdf>

La catastrophe du Boivre

- <http://traezhhatevenn.blogspot.com/2016/03/la-catastrophe-du-boivre-12.html>
- <http://traezhhatevenn.blogspot.com/2016/03/17-mars-1945-la-catastrophe-du-boivre-22.html>
- <https://www.youtube.com/watch?v=QaZ2xFAEFJg>

Les résistants déportés de Saint-Père-en-Retz

<https://chemin-memoire39-45paysderetz.e-monsite.com/medias/files/resistants-et-deportes-saint-pere-en-retz-1.pdf>

Le lieutenant de gendarmerie Marcel Bouhard

- <https://poche-saintnazaire.org/Article%20Gouverneur%20Bouhard.pdf>
- <https://poche-saintnazaire.org/Le-Lieutenant-Marcel-Bouhard.pdf>



**On fête la Libération à la Rouaudière le 11 mai 1945**